

No 7425 Jeudi 30 Mai 1968

COMBAT

de la Résistance à la Révolution

18, RUE DU CROISSANT, PARIS 2e TELEPHONE - CEN. 81-11 (CINQ LIGNES GROUPEES) 50 C.

LES DERNIERES CARTES

- Ou bien Pompidou démissionne aujourd'hui et de Gaulle tente un très difficile redressement
- Ou bien de Gaulle démissionne aujourd'hui et Pompidou se pose immédiatement en successeur
- Ou bien le régime choisit la force contre les grévistes
- P. M-F : je suis prêt
- « Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par l'ensemble de la gauche » déclare l'ancien Président du Conseil
- Giscard se prononce ce matin en faveur d'un nouveau gouvernement
- Déclaration du Premier ministre devant l'Assemblée à 17 h 30
- A 18 h. place de la Concorde manifestation gaulliste à l'initiative de l'UD Vème
- La lutte syndicale définitivement politisée
- La CFDT lance un appel à P.M.-F.
- La manifestation de la CGT a réuni plusieurs centaines de milliers de travailleurs sur des mots d'ordre très durs

UNE INTERVIEW DE M. MICHEL ROCARD
SECRETAIRE NATIONAL DU P.S.U. (page 4)



LES heures qui viennent seront décisives dans la crise qui secoue la France depuis bientôt un mois. Elles le seront parce qu'on en est arrivé à la limite du point de rupture, que chacun des partenaires du drame en est conscient, et que dans leur jeu il ne reste plus beaucoup de cartes. Il reste les dernières, qui sont toujours les plus fortes et qu'ils abat-trent aujourd'hui ou demain.

D'abord le régime. Le régime, pour tenter de survivre, va sans doute devoir immoler l'une de ses deux têtes. La logique voudrait que ce fût celle du Chef de l'Etat. Le mal est trop avancé maintenant pour que la démission du gouvernement Pompidou suffise à le résorber. Dans les conditions actuelles, de Gaulle restant à l'Elysée, la succession du Premier Ministre serait inviable. L'impasse continuerait d'être totale. L'intérêt des gaullistes, s'ils veulent garder une chance de se maintenir au pouvoir, leur commande d'autre part de sacrifier de Gaulle à Pompidou si ce sacrifice permet à ce dernier de se poser immédiatement en successeur du général de Gaulle. La courte transition qui séparerait la démission de celui-ci de l'élection présidentielle verrait à la fois M. Pompidou Premier Ministre en exercice et candidat à l'Elysée, ce qui serait tout avantage. Mais cette manœuvre, si elle était décidée, ne se heurterait-elle pas à l'opposition déterminée de ceux qui estiment qu'il n'y a plus d'Etat et qui postulent le pouvoir ? Ce qui revient à se demander dans quelle mesure les opposants sont disposés à respecter la légalité. Car la combinaison dont on prête l'intention à M. Pompidou serait légale, malgré son astuce.

Les opposants, ce sont d'une part les « révolutionnaires », d'autre part la gauche traditionnelle. La gauche traditionnelle est très tentée de prendre le pouvoir. Mais visiblement cela l'ennuie de le prendre par des voies illégales. Elle ne veut pas faire son 13 mai ni donner la partie trop belle au P.C. En demandant à M. Mendès France de lui prêter main-forte, ce dont elle avait besoin pour redorer son blason et augmenter ses chances, elle a étouffé ses derniers instincts révolutionnaires, si l'on sait que l'ancien Président du Conseil est très respectueux de la légalité.

A moins que... A moins que l'appel ne vienne de la rue. Et une fois de plus on retrouve la rue, et ses inconnues. Mais la rue aujourd'hui n'est plus celle qu'elle était au début du mois lorsque les étudiants et les jeunes travailleurs l'envahissaient pour crier leur désir de rénovation. Le contrôle de la rue est maintenant aux mains des syndicats. Les « révolutionnaires » sont devenus les grévistes. Le tout est de savoir dans quelle proportion les travailleurs français veulent aujourd'hui pousser jusqu'à son terme la lutte politique, et si la démission du général de Gaulle ne sera pas à leurs yeux une victoire suffisante. Mais il est vrai qu'en la matière la proportion n'est pas quantitative.

Au terme de cette analyse, il apparaît que l'issue de cette crise appartient aux dirigeants syndicaux. S'ils décident de mobiliser leurs troupes pour appeler Mendès au pouvoir, c'en sera fait de la Vème République. S'ils ne le font pas, l'avenir de M. Pompidou a de grandes chances d'être assuré, et la faillite de la gauche traditionnelle sera consommée.

Philippe TESSON

POUR COMBLER LE VIDE... par Daniel MAYER

tent même pas la satisfaction qu'elles eussent suscité si elles s'étaient produites il y a seulement 2 semaines. Et le retour de Cohn-Bendit dépasse le plus savoureux canular.

Il s'avère à l'évidence que les hommes du régime ont accumulé les impossibilités de leur succession. Enlisés dans leurs propres contradictions ils ne peuvent ni s'imposer ni partir dans des conditions normales. Pour s'être ac-

commoies du seul soutien d'un homme, ils s'aperçoivent que leur construction artificielle n'a rien prévu pour assurer la nécessaire relève. L'unique solution que devrait leur dicter un véritable patriotisme serait le départ concomitant du Président de la République et du Premier ministre.

Qu'on ne me dise pas que ces vacances ajouteraient au désordre : le calme au contraire y gagnerait. Qu'on ne dise pas non

plus que l'hypothèse n'est pas prévue par les textes. Ecoutez à ce propos ce qui fut une grande voix : « Quand les événements parlent très fort et qu'on est d'accord sur le fond, les procédures comportent une flexibilité considérable ». (De Gaulle -- 19. 5. 68).

Ces propos qui voulaient expliquer une arrivée insolite justifient amplement un départ souhaité.

Au surplus que ceux qui craignent ce qu'ils appellent l'anarchie se rassurent : le vide sera rapidement comblé par ceux qui instaureront l'ordre nouveau avec l'assentiment de la nation.

Les noms actuellement prononcés offrent la double garantie de la création sociale et de la sauvegarde des libertés publiques. Des précisions demeurent à fournir non sur les intentions mais sur les moyens employés pour atteindre des objectifs précis. Les déclarations annoncées doivent nous renseigner davantage à cet égard dès aujourd'hui. On le voit, le processus est largement engagé.

Et voici que de Gaulle s'en est allé. Est-ce une ultime tactique du grand acteur qui déjà il y a 10 ans était « rentré dans son village »... pour en mieux revenir.

Durant ce temps l'Etat s'effiloche. L'ordre ne règne que lorsque les forces officiellement désignées pour y pourvoir sont absentes de la rue et de la vue. Que le Premier ministre dise sa préférence pour le vote ouvrier à bulletin secret et celui-ci est aussitôt refuté par les intéressés. Les démissions ministérielles n'apportent

Manifestation silencieuse de l'UD Vème à la CONCORDE

Le service de presse de l'UD-Vème République communique :

« Les comités pour la défense de la République invitent tous ceux qui sont attachés à la légalité, à la paix civile, aux institutions, à une manifestation silencieuse, le jeudi 30 mai à 18 heures à la Concorde. »

« Les profonds mouvements auxquels nous assistons et dont on s'efforce de rendre responsable la République ne sont que les diverses phases d'un conflit entre deux tendances révolutionnaires », déclare dans un communiqué l'association nationale pour le soutien de l'action du général de Gaulle.

« C'est ajoute-t-elle, la lutte entre le parti communiste classique et ce qu'on appelle maintenant les « Chinois ». Ce n'est pas nouveau que le parti de la révolution se laisse toujours débordé sur sa gauche. C'est ce qui arrive aujourd'hui au parti communiste et à son satellite la C.G.T. »

Après avoir affirmé que « les partisans d'une révolution à la Mao Tse Tung, aidés par les anarchistes, se sont lancés à l'assaut de toutes les institutions » et que « leur action aurait été menée avec autant d'énergie contre un gouvernement du front populaire », l'association souligne :

« Ce n'est pas M. Mitterrand, ni M. Waldeck Rochet, ni M. Mendès-France, qui peuvent s'opposer à cette tentative. Ils ont déjà dépassés et ne savent plus ce qu'ils défendent. »

« Il n'y a qu'un homme qui puisse arrêter ce nouveau péril au seuil de l'Europe, c'est le général de Gaulle. »

« Que tous ceux qui sont attachés à notre civilisation et qui refusent l'anarchie ou la dictature chinoise se regroupent derrière le président de la République française dans la lutte pour la liberté des hommes. »

Les trois textes régissant le référendum du mois de juin

Le Journal Officiel du 29 mai publie les textes relatifs au référendum du 16 juin ; ces textes sont au nombre de trois. Le premier est une lettre de M. Pompidou au président de la République :

Monsieur le président, « Conformément aux délibérations du Conseil des ministres de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer, au nom du gouvernement, de soumettre au référendum, en vertu de l'article 11 de la constitution, le projet de loi pour la rénovation universitaire, sociale et économique. »

« Je vous prie d'agréer, Mon-

sieur le Président, l'assurance de mon profond respect. Georges Pompidou. »

Le second est un décret signé du général de Gaulle disposant en son article 1er que « le projet de loi annexe au présent décret délibéré en conseil des ministres après avis du conseil d'Etat, sera soumis au référendum le 16 juin 1968, conformément aux dispositions de l'article 11 de la constitution », et en son article 2 que « les électeurs auront à répondre par oui ou par non à la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République pour la rénovation universitaire, sociale et économique ? »

Enfin, le troisième texte est celui du projet de loi rendu public hier par M. Georges Gorse, ministre de l'Information.

Dans la presse

● A la suite d'une grève déclenchée mardi, grève ayant interrompu la transmission des dépêches.

Les différentes catégories du personnel non journalistique (cadres et non cadres) de l'agence France Presse ayant obtenu satisfaction sur certains points prioritaires de leurs revendications ont décidé de reprendre le travail hier après-midi.

Les revendications non encore satisfaites font l'objet de négociations.

● Les journalistes de la région Dauphiné Savoie et notamment ceux du « Progrès » et du « Dauphiné Libéré », ont constitué un comité de rédaction dans le but

(1) de faire participer les représentants élus des différentes catégories de personnel (cadres, employés, journalistes, livre) à la gestion des journaux et agences de presse ; 2) d'appeler plus particulièrement des représentants élus à la conception des journaux en collaboration avec les directions et les cadres de rédaction ; 3) de consulter de façon régulière les lecteurs de tous horizons.

Par ailleurs, une société de rédacteurs a été constituée par les journalistes de « Paris Match » réunis en Assemblée Générale.

● Le Comité de presse du Comité d'action des étudiants en médecine communique :

« Appel à toutes les sages-femmes de France : dans le cadre de la réforme médicale actuelle, leur assemblée générale concernant la profession de sage-femme aura lieu le 31 mai 1968 à 15 heures à l'ancienne faculté de Médecine de Paris, rue de l'Ecole de Médecine. »

● La fédération des conseils de parents d'élèves que préside Me Cornec, a reporté à une date ultérieure son congrès qui devait se tenir à Nice à la Pentecôte.

Les rapatriés

revendiquent aussi

La Fédération Paris-Nord des Français Rapatriés (1) nous a fait parvenir un communiqué signé par MM. Marcel Driol, Jean Charles Isselin, Dominique Zattara et le Dr Romeo, dans lequel elle proclame sa solidarité avec les agriculteurs rapatriés qui viennent d'envahir la préfecture de Toulouse pour obtenir un moratoire pour leurs prêts.

« Elle souligne également que la plus élémentaire justice ordonne l'amnistie générale et l'indemnisation totale. Elle se tient prête à discuter avec les pouvoirs publics, en accord avec la Fédération du Sud et du Sud-Est des Français rapatriés, le FNR de Lyon et le RANFRAN de Toulouse, des mesures propres à satisfaire ces deux revendications fondamentales des rapatriés. »

(1) 30, rue Notre Dame des Victoires (LOU. 08-51)

LE CREPUSCULE DES REGENTS

par Jacques-Arnaud PENENT

Le Régime a vécu. Sa grandeur n'est plus qu'un monceau de gestes et de phrases. On n'enlève pas les poubelles... pour l'instant ! De manœuvres en démissions, le corbillard pompidolien se traîne. De négociations en indémissions, la gauche classique demeure à la traîne. De manifestations en propositions, le Mouvement prouve sa force mais aussi, regrettons-le, une certaine incapacité à vouloir s'organiser.

Et pourtant, jamais situation n'aura été aussi favorable à l'instauration du socialisme, à la création d'une force nouvelle l'exprimant.

Pour l'heure, le départ de de Gaulle et l'effondrement

Une mise en garde du Club Jean Moulin contre les risques de pouvoir autoritaire

Le club Jean Moulin a précisé hier sa position en ces termes : « Le maintien au pouvoir du général de Gaulle et de son gouvernement conduit infailliblement désormais à une situation insurrectionnelle qui, à son tour, risque d'amener un pouvoir autoritaire fondé sur la peur. »

A ce jour, il n'y a pour la France, considérée tant en elle-même que dans ses responsabilités vis-à-vis de l'Europe, qu'une seule issue raisonnable :

- l'abandon du pouvoir par le général de Gaulle selon les voies légales,

- la constitution d'un gouvernement provisoire qui symbolise le rassemblement de la nation autour de la gauche unie.

- l'organisation par ce gouvernement provisoire d'élections générales pour un président de la République et pour un parlement.

- la mise en route par ce gouvernement provisoire d'un premier train de réformes répondant aux aspirations les plus profondes des travailleurs et de la jeunesse et visant plutôt une transformation de la société française que la distribution irresponsable d'avantages matériels dont certains pourraient rapidement se révéler illusoirs. »

M. Jacques SOUSTELLE :

« Partez mon général »

« Partez, mon général, c'est le dernier service que vous puissiez rendre à la France ». Telle est la conclusion d'une déclaration de M. Jacques Soustelle publiée hier à Lyon.

« Dix ans d'un pouvoir autoritaire sans contrôle et sans limites aboutissent sous nos yeux à un chaos sans précédent, écrit M. Soustelle. »

« Il faut donc changer de politique, et pour cela, d'abord changer d'équipe. Celle qui a accaparé le pouvoir depuis dix ans s'est discréditée. Le chef de l'Etat, ayant cessé d'être un arbitre national n'est plus que le leader et le représentant de cette équipe. L'intérêt du pays exige son départ. »

« Avec sagesse : c'est-à-dire d'abord revenir à l'exercice normal de la loi constitutionnelle, mettre fin à l'arbitraire, ouvrir la voie de la réconciliation des Français, donner la parole au pays par de nouvelles élections présidentielles et législatives conduisant à la rénovation dans l'ordre républicain. »

« Avec générosité : car il est temps de reconnaître que la jeunesse, inquiète à bon droit devant l'avenir que lui prépare une société sclérosée, et le monde du travail, frustré de sa part légitime dans le progrès économique, doivent trouver leur juste place dans les nouvelles structures de la nation. »

Me Isorni : soutien

à Mitterrand

Me Jacques Isorni, ancien député, a remis à la presse, dans les couloirs du Palais-Bourbon, une déclaration par laquelle il se déclare « convaincu que le processus entamé par François Mitterrand est le seul qui, convenant à la situation actuelle, permette à la nation de sortir du chaos où l'homme néfaste l'a plongé avant de partir pour toujours. Les paroles qu'il a prononcées sur la liberté, la justice et la réconciliation nationale, doivent constituer une garantie. L'ordre n'est com-

patible qu'avec la justice et la liberté. »

M. Isorni ajoute : « Je suis également convaincu que Pierre Mendès-France est qualifié pour être le Premier ministre d'un gouvernement qui gèrera la France jusqu'aux prochaines élections. L'un et l'autre n'ont aucune responsabilité personnelle dans la saisie du pouvoir par Charles de Gaulle. Il y a dix ans. »

Erylin M. Isorni déclare que lors de l'élection présidentielle, « certains qui, par action, omission ou défaillance, portent une responsabilité écrasante, avaient le front de se présenter en sauveurs », il serait candidat « sans autre ambition que d'avoir les moyens de dire à ce grand peuple les vérités dont il a soif parce qu'on l'a gorgé de mensonges. »

Appel du groupe d'action municipal de Grenoble à P.M.-F.

M. Hubert Dubedout maire de Grenoble, et le groupe d'action municipale de la ville ont publié un communiqué dans lequel ils constatent que la gravité de la crise sociale, économique et politique que traverse actuellement la France a été provoquée par la « carence » du gouvernement. Regrettant l'impasse dans laquelle ont mené les négociations entre les syndicats, le patronat et le gouvernement, inquiets du vide politique et du manque de solution de rechange, l'action municipale et le maire de Grenoble estiment que :

« Le gouvernement paraît chaque jour de plus en plus incapable d'apporter une solution aux problèmes posés par les étudiants et les salariés et que, dans les circonstances que nous vivons, il serait dangereux d'entraîner les Français dans un référendum qui ne répond pas aux problèmes posés. »

« En conséquence, le groupe d'action municipale demande au président Pierre Mendès-France, député de gauche, de préciser dans quelles conditions il pourrait envisager de constituer un gouvernement de transition qui réponde aux aspirations profondes qui se sont révélées dans le pays. »

L'« Humanité » répond au P.S.U. : « La lutte sociale est affaire sérieuse »

Le P.S.U. ayant déclaré que les événements montraient : « l'impuissance croissante du régime gaulliste et de la direction communiste à faire rentrer les choses dans l'ordre et à sauver le gouvernement, l'« Humanité » riposte vivement. L'organe communiste écrit sous le titre : « Les Diviseurs » : « Le P.S.U. se veut socialiste. Mais au lieu de contribuer à ouvrir la voie au socialisme, il tente de dévoyer le mouvement actuel vers une issue peu propice à des mesures vraiment démocratiques. (...) »

« Le P.S.U. se veut unitaire. Mais, au lieu de contribuer à rassembler contre le gaullisme, toutes les forces nécessaires à une victoire sur lui, il s'agit pour les diviser. (...) »

« Il est inutile de lui conseiller la modestie : le P.S.U. en est incapable. Mais il est utile de faire observer à ceux que son tapage pourrait impressionner, de leur

faire observer fraternellement que la lutte sociale est une affaire sérieuse et que, le P.S.U. y participe de telle manière que le gaullisme y trouve son compte... »

J.J.S.S. : « de Gaulle n'est plus de son temps »

M. J.J. Servan-Schreiber lors d'une interview consacrée à la crise française et publiée par « L'Idée » a notamment déclaré à propos du général de Gaulle : « Il possède une remarquable intuition. Il a compris beaucoup de choses et il a lancé beaucoup d'idées qui, l'histoire le prouvera sont justes (...). Mais l'essence du gaullisme, c'est le monologue et ce qui croule en ce moment même, c'est l'idée d'une société gouvernée par le monologue. De Gaulle est une ambiguïté. Historiquement, son message restera valable, mais ses méthodes sont d'un autre âge. Quand s'en ira-t-il ? Personne ne le sait - mais déjà il n'est plus de ce temps. (...) »

« De Gaulle a toujours fait passer, avant tout, la politique étrangère (...). Mais en même temps que de Gaulle pressait les gens des autres pays de changer chez eux les choses, il ne discernait pas qu'il avait le même problème chez lui (...) »

« De Gaulle croit qu'il peut décider quand il parle. Or le sujet du mécontentement fondamental de cette révolution, c'est justement contre l'idée qu'un seul peut décider de tant de choses, qui concernent, tant d'hommes. Tout le monde veut avoir part au débat. Ceci est contraire au tempérament de de Gaulle (...) »

M. Servan-Schreiber a ajouté :

« Envoyer la police contre les étudiants. C'est à partir de ce moment que les choses ont échappé au contrôle. Sans la police, nous aurions assisté à une évolution plus progressive, pas une révolution. Mais on serait finalement arrivé au même point. (...) »

La convocation des institutions républicaines souhaite un « référendum de Jeunes »

Dans une déclaration à la presse faite hier à l'issue de la réunion du secrétariat de la convention des institutions républicaines dont ils sont respectivement délégué général et secrétaire général, M.M Charles Hernu et Louis Mermaz demandent au gouvernement de permettre aux jeunes qui auront 21 ans au 16 juin (veille du référendum), de pouvoir s'inscrire exceptionnellement sur les listes électorales.

Ils réclament, d'autre part, l'inscription d'urgence à l'ordre du jour de l'Assemblée, de la proposition de loi de la FGDS tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale.

Si ces demandes n'étaient pas satisfaites, la convention des institutions républicaines souhaite « que la jeunesse consciente de ses responsabilités, prenne en main la mise en place du référendum des jeunes dans le cadre de leurs organisations respectives (UNEF, CGT, CFTD, CGT-FO, FEN, CNJA, mouvements d'éducation populaire, scoutisme etc.) »

Une bombe au siège de « La Nation »

Une violente explosion a secoué hier matin aux environs de 6 heures 30 l'immeuble du 81 de la rue de Lille où sont installés, au rez de chaussée, les bureaux de la rédaction du journal « La Nation ».

L'engin qui a fait explosion avait été placé dans le couloir devant la porte qui donne sur la succession de bureaux et sur la salle de rédaction du journal. L'explosion, qui a été très violente, a soufflé cette porte d'entrée - en même temps que celles des appartements donnant sur trois étages sur la cage d'escalier - et a provoqué de nombreux dégâts dans plusieurs bureaux, mais la grande salle de rédaction n'a pratiquement pas été touchée.

Tous les bureaux étant déserts à cette heure matinale, il n'y a pas eu de blessés. Les dégâts matériels, selon une première estimation, se monteront à plusieurs millions d'anciens francs.

Le laboratoire municipal a qui ont été transmis les débris de la bombe n'a pas encore déterminé la nature de l'engin explosif.

M. POMPIDOU SERA-T-IL CE SOIR CANDIDAT A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ?

Désabusé, las, le général de Gaulle confia à M. Georges Pompidou qu'il était vain de réunir un Conseil des Ministres dans les circonstances actuelles puisque ses décisions seraient pratiquement sans effet. Le Chef de l'Etat exprima à son Premier Ministre l'opinion selon laquelle son maintien à la Présidence de la République ne pouvait désormais qu'hypothéquer une solution pacifique à la crise actuelle : de Gaulle laissait entendre à M. Georges Pompidou qu'il était prêt à démissionner.

C'était hier matin, peu de temps avant l'ouverture du Conseil des Ministres. Mais l'inattendu vint alors de la part du chef du gouvernement : « Donnez-moi 48 heures et je vous suggérerai une solution que vous pourrez alors accepter ou refuser », affirma-t-il en substance au Chef de l'Etat. Ce dernier prit alors la décision de reporter à cet après-midi le conseil des ministres et donna, d'une manière suspensive, « carte blanche » à M. Georges Pompidou puis s'envola à destination de Colombey-les-Deux Eglises.

Dès lors s'esquissait rapidement la tactique du Premier Ministre : agir sur l'opinion publique, puiser dans la base gaulliste liée à son passé dans la Résistance les éléments capables d'assurer une présence physique lors d'une manifestation de masse dans la capitale. D'où la présence à l'Hôtel Matignon de M. Sanguinetti, expert dans les domaines que l'on sait. D'où, en réaction, l'appel de Jacques Soustelle : « Partez mon général, le gaullisme est passé... » D'où l'annonce de la manifestation « populaire » de cet après-midi place de la Concorde, au moment même où le Premier Ministre, de l'autre côté du pont sur la Seine prononcera une déclara-

tion dans l'hémicycle du Palais-Bourbon placé ainsi sous la protection de la manifestation gaulliste.

Une très vive activité n'a cessé de régner hier rue de Solferino. Un appel aux « Comités de Défense de la République » a été lancé. Il s'agit d'organisations gaullistes. En fin d'après-midi les « Jeunes pour le Progrès » ont envoyé un télégramme au Général à Colombey : « Nous voici, mon général ».

Voilà pour l'aspect populaire de l'entreprise décidée par le Premier Ministre.

Sur le plan politique, M.G. Pompidou a reçu hier après-midi et conjointement les leaders de l'U.D. Vème et des giscardiens. M. Valéry Giscard d'Estaing était absent. Ses interlocuteurs ont trouvé un Premier Ministre à l'âme de Chef d'Etat décidé à se battre et à combattre.

Voici le schéma envisagé : si le général de Gaulle remet sa démission cet après-midi lors du Conseil des Ministres, le Président du Sénat assure l'intérim mais le gouvernement Pompidou, selon la constitution, demeure en place. Nous sommes en mesure d'assurer que M. Pompidou rendrait alors publique, dans cette hypothèse, sa candidature à l'Elysée. Il n'y aurait donc pas de vacance du pouvoir et la déclaration que fera ce matin M. Giscard d'Estaing « sur les mesures à prendre pour permettre à la majorité du peuple français d'exprimer dans l'ordre sa volonté réelle » deviendrait sans objet. Selon nos informations, l'ancien ministre des Finances se bornerait en effet à souhaiter la formation d'un nouveau gouvernement et non pas une élection présidentielle.

La procédure que choisirait ainsi M. Pompidou bloquerait le « processus » envisagé par M. F. Mit-

terrand car dès acquise la démission du général de Gaulle il ne peut plus y avoir de motion de censure et le gouvernement Pompidou resterait en place de droit jusqu'à l'élection présidentielle.

Cette procédure cependant accepte le risque calculé d'un affrontement qui peut être dramatique.

Hier M. Lecanuet avait affirmé son accord pour la constitution d'un « gouvernement de salut public » dirigé par Pierre Mendès-France et composé « d'hommes de progrès non inféodés à des partis politiques ».

M. Pierre Mendès-France, devant le groupe FGDS à l'Assemblée Nationale a déclaré que c'était toute la gauche qui devait participer à un nouveau gouvernement. « Ce qui est important ce n'est pas un problème d'hommes, mais de savoir ce que fera cette équipe qui permettra la reprise du travail ». L'ancien Président du Conseil envisage donc la constitution de ce gouvernement avant la fin de la grève. La manifestation de la CGT, hier à Paris, allait dans ce sens. Au sein de la FGDS l'accord est maintenant unanime.

Entre la thèse que s'apprête à mettre en application M. Pompidou et celle incarnée par M. Mendès-France « prêt à pédaler avec Mitterrand sur le même tamden » il y a un fossé qui risque d'être ce soir une barricade sanglante.

C'est peut-être la raison qui finalement pourrait conduire de Gaulle à préférer se séparer de son Premier Ministre dès aujourd'hui, mais dans ce cas on voit mal quel pourrait être le successeur désigné de M. Georges Pompidou à l'Hôtel Matignon...

Jean-Claude VAJOU

P.M-F : Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par l'ensemble de la gauche

« Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par l'ensemble de la gauche », a affirmé hier soir M. Pierre Mendès-France, dans une déclaration faite au Palais Bourbon devant les journalistes parlementaires.

Cette déclaration faisait suite à un entretien qui s'était déroulé pendant plusieurs heures entre M. Pierre Mendès-France et les principaux leaders de la Fédération : MM. François Mitterrand, Guy Mollet, René Billères et Gaston Defferre.

« La journée a été marquée par toute une série de nouvelles ou d'incertitudes. Nous ne savons plus très bien où en est le régime, nous ne savons pas s'il y a encore un

gouvernement et nous ne connaissons ni ses intentions ni ses décisions », a ajouté M. Mendès-France.

« La longue conversation de travail que j'ai eue avec les dirigeants de la FGDS devait tenir compte de ces incertitudes. Nous avons exploré toutes les hypothèses et constaté sans surprise, que, quels que soient les événements des prochains jours, notre réponse conduirait toujours à la création d'un gouvernement de transition. « Cette solution, a dit M. Mendès-France, est celle que l'opposition de gauche devait mettre en avant ».

« Mais, a-t-il ajouté, il faut que nous soyons tous d'accord sur ce que devra faire ce gouvernement.

C'est là-dessus que nous avons travaillé très sérieusement.

Nous avons tous compris que ce gouvernement de transition devrait ménager, à travers les problèmes actuels, un passage cohérent pour garantir les nécessaires réformes de structure. Mais ce gouvernement n'aurait aucun sens s'il n'obtenait pas la confiance de tous ceux qui ont manifesté leur opposition au régime et il est évident, a-t-il ajouté, que les forces vives de la nation doivent toutes être réunies demain pour reconstruire, comme l'a dit M. Mitterrand « sans exclusive et sans dosage ».

« Tout ce qui oppose ces forces vives, a-t-il dit, est néfaste et blâmable pour l'avenir. Aucun de

nous d'ailleurs, a ajouté M. Pierre Mendès-France n'a ressenti le besoin, étant donné la gravité de la situation, d'évoquer des questions de personne. Pour ma part, j'ai été touché que M. Mitterrand mette mon nom en avant. Il est évident que mon concours est acquis aux hommes de gauche, et que je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par la gauche ».

En ce qui concerne le gouvernement de transition, il s'agira, selon M. Pierre Mendès-France, non pas d'un gouvernement neutre, mais de créer un gouvernement de mouvement orienté vers une société plus juste et plus socialiste. « Il devra prendre des dé-

cisions immédiates dont nous avons parlé cet après-midi et dont nous continuerons à parler dans les prochains jours ».

« En nous plaçant face aux vraies difficultés, a conclu l'ancien président du Conseil, nous faisons le même genre d'effort que celui des jeunes, des grévistes et des chômeurs ».

M. Mendès-France a enfin réaffirmé que la rencontre avait été sérieuse. « Nous ne nous sommes pas dissimulés les difficultés. Nous partions de conceptions qui n'étaient pas toujours les mêmes, mais nous sommes conscients des responsabilités qui nous attendent dans les heures qui viennent ».

De nouvelles élections

Parmi les conclusions que l'on doit d'ores et déjà tirer des événements qui bouleversent la France, il en est une qui nous paraît décisive. En effet la preuve vient d'être fournie de l'inadéquation entre les aspirations populaires et les représentations politiques à tous les niveaux, et en particulier au niveau parlementaire. Lorsque l'on voit l'origine de la présente crise dans l'absence ou le formalisme des corps intermédiaires, il faut bien se rendre compte que le contenu même de ces corps intermédiaires est lui-même anachronique. En un mot, la classe politique en place ne correspond plus aux exigences de la société française en mutation. La révolution qui s'est levée n'a pas seulement été dirigée contre les pouvoirs au sens étendu du terme, mais contre ceux qui étaient censés présenter l'opposition à ces pouvoirs en s'appuyant sur des thèmes caducs. Le décalage entre les programmes, les idées et les hommes de l'ensemble de la classe politique et les problèmes ressentis à la base explique pour une grande part l'impossibilité provisoire d'une solution efficace à la crise.

NUANCES

A cette thèse globale il convient d'apporter des précisions et des correctifs. En premier lieu l'on n'ignore pas que coexistent une France du passé et une France du futur. Que la France du passé trouve des interprètes, élus ou non, la médiation est normale. Par contre beaucoup plus anormal apparaît le défaut de traduction entre les forces neuves et les hommes qui seraient censés les représenter. Forces neuves aussi bien au niveau de nouvelles couches sociales que de nouvelles aspirations. Ainsi le phénomène étudiant s'explique à la fois par la multiplication dé-

mographique des travailleurs intellectuels dans une société de plus en plus tournée vers le progrès technique et la recherche de conceptions de vie et d'organisation de vie originale.

On trouverait quelque chose de différent dans le cas des paysans puisque là au contraire c'est la diminution du nombre qui pose le problème d'un réaménagement de la condition paysanne. Quoiqu'il en soit, dans les deux cas on se rend compte que ces deux grandes couches sociales ne disposent pas de représentants politiques motivés par des préoccupations spécifiques. S'agissant des étudiants la démonstration est éclatante; s'agissant des paysans nul n'ignore l'existence de syndicats, d'interprètes politiques à tous les échelons de l'organisme de la nation. Mais il suffit de s'arrêter à l'exemple des conseillers généraux considérés comme les porte-parole traditionnels du monde paysan pour souligner à quel point ce type de prolongements détiennent peu de pouvoirs réels. On touche là à l'une des principales contradictions de la France moderne qui expliquent son blocage actuel.

Si l'on observe ce qui se produit pour la classe ouvrière la réflexion nécessite plus de nuances dans la mesure où la puissance du Parti Communiste repose en grande partie sur une large base ouvrière. Il resterait cependant à s'interroger sur la manière dont le PCF répond aux nouveaux problèmes qui se posent à la classe ouvrière. C'est retrouver là une vieille polémique que nous ne rouvrirons pas dans le cadre de cet article sinon pour brièvement noter que si le PCF est effectivement d'extraction ouvrière, il est loin de toujours se com-

porter comme le médiateur des revendications et des objectifs de la nouvelle classe ouvrière (la notion de nouveauté renvoyant à des préoccupations inconnues jusqu'ici et à une proportion croissante de jeunes travailleurs). Autrement dit, on constate également que la classe ouvrière n'a pu voir ses aspirations et ses revendications traduites au niveau de l'Etat (il va de soi que la nature capitaliste de l'Etat explique au-delà du PCF et de ses carences l'absence de solutions aux problèmes posés par le développement de la classe ouvrière). Le gaullisme conscient de cette profonde distorsion a cru résoudre la crise en imposant des pouvoirs autoritaires et ce faisant il n'a fait qu'approfondir la crise en la reculant et en la durcissant.

LA REPRESENTATION POUR DEMAIN

On ne s'apaisera même pas sur l'inexistence des droits de participation à la gestion dans l'entreprise ou les services, sur le formalisme des pouvoirs régionaux concentrés dans les mains des représentants directs de l'Etat ou sur celui des pouvoirs des municipalités paralysées par la soumission obligée à la tutelle et l'asphyxie financière; sur le refus du dialogue avec les syndicats qui eux-mêmes demanderaient à être « démocratisés » l'on s'en tiendra seulement aux pouvoirs des députés et à leur intervention effective dans l'évolution de la vie réelle des Français. Là il faut bien voir que si le système gaulliste a été ses dernières significations à la fonction de député, il n'a fait que poursuivre une évolution commencée auparavant. Parce que l'on n'a ja-

mais vraiment désiré que le régime parlementaire traduise les exigences des couches sociales on a fini par attribuer au Parlement une fonction de dévaluation des vœux des électeurs. Et c'est sur la base de cette démocratie faussée que les représentations de la gauche se sont constituées à travers les élections et les régimes.

Référons-nous à titre d'exemple aux deux leçons principales tirées des récents scrutins de mars 1967 : la tendance à la polarisation et la faible marge de manœuvre de la majorité. L'on n'a raisonné sur ces deux constatations qu'à l'intérieur de la mécanique électorale, sans prendre conscience que plus on s'enfermait dans ces analyses et ces stratégies exclusivement parlementaires, moins on percevait l'écart entre ces jeux et le pays réel. Le résultat éclate aujourd'hui : la motion de censure est repoussée au point que la preuve est administrée que jamais elle ne pourra être votée; c'est alors que très naturellement les forces vives de la nation mettent en question l'existence du gouvernement et du régime par-delà les réalités parlementaires.

L'on n'a pas compris que la polarisation, formule séduisante au niveau de l'arithmétique électorale, aboutissait en fait à réprimer la complexité et le foisonnement des revendications. Ce n'est pas le plus petit nombre de partis politiques qui permettra de gouverner, mais la présence dans une assemblée des interprètes directs des différentes couches sociales qui composent la société moderne. C'est donc tout le contraire. Il faut assurer la démocratie, c'est ce qui rendra son sens à la fonction élect-

ve, fonction passablement décriée.

Dans le contexte présent sans aborder les thèmes d'un programme de transition vers le socialisme autour desquels devraient être centrées de nouvelles élections (1), il nous apparaît nécessaire d'institutionnaliser le débat déclenché dans la rue. D'aucuns soupçonneront je ne sais quel désir d'atténuation dans cette volonté d'institutionnalisation. En vérité le danger réside beaucoup plus dans le risque de récupération du mouvement populaire au niveau des forces traditionnelles de la gauche. La mécanique parlementaire est un auxiliaire précieux de la société de consommation de masse en vidant les exigences de base de leur sens. Il convient par suite d'enrayer cette mécanique en confrontant les réelles aux forces réelles du pays. Il est indispensable que la classe politique soit à l'image des problèmes du pays et de ses besoins.

Une telle institutionnalisation ne s'opérerait pas sans dangers d'éducation, mais le maintien de la situation actuelle sans débouchés présente également des dangers. Exiger que le pays réel soit représenté est conforme au profond mouvement démocratique qui se fait jour. Il constitue également le seul moyen de surmonter l'obstacle de la gauche traditionnelle, qui n'incarne pas les objectifs poursuivis par la révolution en gestation.

Claude GLAYMAN

(1) Cf. notre article « La transition » dans « Combat » de lundi dernier. Nous aurons l'occasion de revenir sur les orientations d'un tel programme.

P.S. Cet article a été écrit avant que ne soit connue la dernière démarche du chef de l'Etat. Mais quant au fond ces lignes nous paraissent toujours justifiées.

UNE INTERVIEW DE M. MICHEL ROCARD SECRETAIRE NATIONAL DU PSU

« L'issue politique du mouvement actuel ne peut se définir dans des formes parlementaires »

On conviendra peut-être plus tard du rôle particulier qu'aura assumé le P.S.U. dans la dernière phase de désagrégation du gaullisme. Parti jeune, il aura déjoué bien des interprètes, provoqué bon nombre d'hostilités, été l'objet de dénigrement dans un climat trop souvent passionnel.

Aujourd'hui, lors d'une crise fondamentalement extra-parlementaire, il apparaît comme une formation charnière, désireuse avant tout de pousser la contestation à son terme, c'est-à-dire de collaborer à la mise en place d'une société socialiste moderne.

En ces heures graves, il nous a paru tout particulièrement significatif d'interroger son secrétaire national, Michel Rocard, et de lui permettre de développer l'analyse de son parti sur les événements que nous venons de vivre et sur ceux que nous allons voir.

Q. : Quelle est la signification des événements que la France est en train de vivre ?

R. : Cette signification est évidente : ni durant la quatrième République, ni durant la cinquième, les structures légales et constitutionnelles du pays n'ont permis de répondre aux aspirations les plus profondes des Français et d'effectuer à temps tous les changements que l'évolution rapide du pays dans les domaines économique, social et culturel, rendait nécessaire.

La quatrième République est morte de son impuissance à résoudre le problème de la décolonisation et le gaullisme meurt sous nos yeux du poids des concessions économiques et sociales qu'il a dû faire au patronat pour lui faire accepter une politique étrangère qui n'avait pas son approbation.

La colère des travailleurs a deux raisons principales :

— la première est la constatation évidente que chacun fait sur ce pays : l'inégalité sociale va en s'aggravant constamment. Il n'existe pas d'impôt sérieux sur le capital, toute la législation fiscale avantage le profit privé par rapport aux revenus du travail et les sociétés aux dépens des salariés. L'éventail des revenus lui-même est allé en s'ouvrant constamment et, malgré les belles phrases prononcées à ce sujet l'Université demeure toujours fermée aux enfants d'ouvriers et de paysans.

— la seconde raison est le refus permanent de toute négociation sérieuse opposé tant par le patronat que par le gouvernement aux demandes des organisations syndicales.

L'Etat n'a jamais admis de discuter avec ses propres salariés de leurs rémunérations et de leurs conditions de travail.

Les travailleurs français ont eu, de ce fait, plus encore que ceux des pays voisins, l'impression d'être traités en mineurs. Leur longue patience ne s'explique donc que par la vigueur de la répression anti-syndicale, la prudence d'organisations syndicales trop faibles pour jouer un jeu plus énergique, le souci du P.C., décidé à faire disparaître dans l'opinion l'image du « parti de la subversion » qui est restée ancrée si longtemps.

Mais la colère des travailleurs n'a pas explosé d'elle-même. Il a fallu un « détonateur » pour que les travailleurs comprennent que dans un régime où on ne discute pas, leur pression devait devenir plus énergique ; ce détonateur, c'est l'explosion étudiante.

Il n'y a pas lieu pour ce qui concerne l'Université de se montrer surpris. Le P.S.U., sensible à la crise de l'Université, avait décidé dès le mois de novembre de consacrer à son examen les Assises nationales convoquées pour le mois de juin. En mars, nous convoquions un Comité politique national pour les 11 et 12 mai avec l'ordre du jour des luttes univer-

sitaires. C'est dire que si nous avons été surpris par l'ampleur du phénomène dont, bien sûr, personne ne pouvait dater l'explosion, nous savions cependant pour notre part que la crise était inévitable et serait dure. Nous l'attendions plutôt pour la rentrée. La maladresse d'un recteur l'a précipitée. Cela ne change rien d'important.

Les raisons de cette crise sont évidentes : l'Université est un des secteurs du pays qui s'est le moins adapté à l'évolution récente. Elle continuait à délivrer avec solennité une culture archaïque sans prise sur le réel et qui servait des tests pour le choix des petits et grands commis de la bourgeoisie.

Faisant le pari démagogique d'une ouverture plus large de l'Université, le régime a été incapable d'en assurer les moyens matériels, pas plus que d'en repenser le contenu et les fonctions. Mais en même temps l'Université reste un des éléments majeurs de la recherche scientifique. A ce titre, elle est une force, essentielle puisqu'elle façonne l'avenir collectif par l'orientation même de cette recherche.

Mais l'Université aussi est centralisée. Dans l'Université non plus, on ne discute pas ; le pouvoir de décision réel appartient à d'anonymes bureaux de la rue de Grenelle et au ministère des Finances. Aucun moyen n'était offert pour poser les problèmes réels et faire avancer les solutions. Dans ces conditions, la colère d'abord, la violence ensuite étaient le seul mode d'expression du mouvement étudiant. Et l'impossibilité de régler le problème sur un plan purement universitaire a conduit les étudiants à une critique radicale de la société dans son ensemble.

L'extension très rapide de la solidarité étudiante montre la profondeur de la crise, et le déclenchement spontané des grèves avec occupations d'usines confirme que c'est aujourd'hui la structure profonde du pays, sa hiérarchie de castes, son refus du changement qui sont contestés.

Q. : Un an après votre Vème congrès, compte tenu d'interprétations parfois très fantaisistes à l'égard du rôle de votre parti, comment analysez-vous le comportement du P.S.U. au cours des 3 dernières semaines et quelle pourrait être son attitude dans les jours à venir ?

R. : Les choix politiques du P.S.U. ont en effet été fréquemment et sciemment déformés. Dès le premier congrès ordinaire du P.S.U. en 1961 à Clichy, nous affirmions que l'attaque du gaullisme sur le plan électoral et parlementaire aurait beaucoup de mal à vaincre précisément parce que nos structures politiques n'étaient pas de taille à apporter efficacement une opposition novatrice à ce régime. Ni les conseillers généraux, ni les parlementaires, ni notre mode de scrutin, ni la structure sociale des différents partis, ni le dogmatisme, ni l'opportunisme électoral qui caractérise pour l'essentiel les vieilles familles politiques ne paraissent pouvoir permettre de porter la contestation sur son vrai terrain. En revanche, le Gaullisme était fragile, et cela aussi nous l'avions toujours souligné, sur le plan économique et social. C'est la raison pour laquelle nous avons toujours mis l'accent de notre travail politique sur la critique de la société capitaliste française et des aménagements que lui apportait le gaullisme.

C'est aussi la raison pour laquelle les 30 et 31 mars derniers, nous consacrons un Conseil national aux relations entre partis et syndicats pour en définir un contenu nouveau et aux revendications d'un pouvoir syndical dans l'entreprise.

Le rôle du P.S.U. dans les phénomènes récents s'explique très bien à partir de ces positions :

- priorité à la lutte contre le capitalisme,
- refus de pactiser avec qui que ce soit sur des bases ambiguës,

- refus d'un électoralisme sans principe,
- et soutien à toutes les luttes des travailleurs, des paysans contre les structures dans lesquelles ils vivent ; même si ces luttes prennent une forme extra parlementaire.

Pour ces raisons, nous nous sommes trouvés de plain pied dans le combat qui vient de s'engager, qu'il s'agisse du secteur étudiant, du secteur paysan ou du secteur ouvrier, les membres du P.S.U. sont partout unanimes dans la lutte. Certain d'entre eux assurent même de lourdes responsabilités dans l'animation de ces luttes. Mais comprenons-nous bien. L'objet de ces luttes est justement de contester les formes politiques rigides et abstraites dans lesquelles tout se décide depuis des états-majors centraux à Paris. Ce n'est pas la conception du P.S.U. et si quelques uns de nos camarades ont pris dans les batailles récentes de très importantes responsabilités, ce n'est pas à partir des consignes que nous avons données, mais bien plus profondément à partir des exigences de la base et en plein accord avec les milieux de travail dans lesquels ils sont insérés. Le P.S.U. est de ce fait bien davantage un lieu de rencontre des militants au combat et un centre de réflexion sur les objectifs communs, à l'occasion, un milieu de coordination de luttes lorsque cela est possible. Il ne songe en aucune manière à les diriger directement, car il a appris que c'est précisément ce genre de choses que la base en lutte refuse aujourd'hui.

La crise du régime est aujourd'hui ouverte : le gaullisme se désagrège d'heure en heure sous nos yeux. Dans de telles conditions, accepter l'idée d'en revenir à des formes traditionnelles, à des négociations d'états-major parlementaires pour remettre en place une coalition des forces qui ont contribué à l'immobilisme du pays, c'est se couper des événements comme du mouvement, c'est accepter la défaite.

Q. : Ce qui m'amène très normalement à vous demander comment vous voyez l'évolution de la crise actuelle ?

Personne ne peut faire de pronostic. La lutte engagée spontanément par un très grand nombre d'étudiants et de travailleurs inorganisés est puissante. Mais, elle a d'innombrables adversaires, réunis autour du gouvernement, de la bourgeoisie et du patronat.

Pour que le mouvement engagé remette la victoire, il a aujourd'hui besoin d'une issue politique. Mais elle ne peut se définir dans des formes parlementaires, ni même peut-être celles d'un gouvernement dit d'union démocratique.

Pour le P.S.U., l'essentiel aujourd'hui est la définition des objectifs du mouvement, et non le simple recours à un homme. Que les forces en mouvement se rassemblent autour d'une plate forme précise à travers laquelle les militants en lutte à l'usine ou à l'Université précisent dans le détail leur volonté de mettre bas le système capitaliste. Ce travail, d'une certaine manière, est presque un préalable au recours à un homme. Il doit être conduit pour l'essentiel par les comités d'action populaire qui se multiplient aujourd'hui à travers tout le pays.

C'est dans ce cadre qu'une solution politique émanant de divers horizons des forces sociales peut être envisagée. C'est ce à quoi nous travaillons. Si dans les quelques jours qui viennent, une telle issue peut être proposée au pays, alors la victoire du changement contre l'immobilisme, la victoire des forces socialistes contre les forces de conservation qui qu'étiennet qu'elles portent à des chances d'être acquises.

Propos recueillis
par Claude GLAYMAN

Il faut savoir aussi terminer un règne !

Arrivé au pouvoir dans les fourgons des prétoriens en révolte, après dix ans passés dans « le mobilier national », si de Gaulle est renvoyé dans ses foyers par un peuple résolu et fort de la puissance de ses bras croisés, que pourrions-nous dire de mieux sinon qu'enfin justice est faite...

Depuis dix ans nous interrogeons : « Comment va s'opérer la succession ? » La démesure était telle, à tous les échelons, que les hypothèses les plus audacieuses se heurtaient à une réalité inaccessible. L'homme était si encombrant, il mettait une telle application à nous assurer que, n'ayant jamais eu de prédécesseurs, ne pouvant être comparé à quiconque (sinon en manière d'offense) sa disparition marquerait la fin de notre histoire, qu'on se laissait pres-

que prendre au jeu. Quel audacieux oserait désormais s'asseoir sur le fauteuil encore chaud ? Et le successeur, convaincu de ses insuffisances, saurait-il se libérer du complexe de l'occupant sans titre ?

Eh bien ! La colère des écoles et la grève de 9 millions de travailleurs résolvent ce problème qui restait insoluble tant qu'on en limitait les données à l'évaluation des forces sur l'échiquier parlementaire.

Plus récemment, depuis que s'est ouverte cette crise sociale dont l'ampleur n'eut pas de précédent, une autre question venait sur toutes les lèvres : « Comment passerait-on du stade revendicatif à la bataille pour le pouvoir politique ? » Il est vrai que l'articulation du politique sur le social n'apparaissait pas. Les chefs syn-

dicalistes, on l'oublie trop, ne sont pas des généraux d'armée dont les ordres sont obéis sans hésitation ni murmure. On ne commande pas à des hommes qui ont une famille à nourrir, des traites en cours, de renoncer à des semaines de salaire, comme à un soldat de sortir de sa tranchée. Les cadres syndicaux prennent la température de leurs troupes et les conduisent là où celles-ci ont, au préalable, décidé d'aller. Les travailleurs de France veulent aller jusqu'à la disparition du gaullisme et à la mise en place d'un nouveau gouvernement. Provisoire ou définitif, ce n'est pour l'instant qu'une modalité pratique...

Hier encore, devant l'annonce d'un référendum, on pouvait hésiter. Devait-on entrer dans le jeu, voter « non » pour que, de Gaulle battu politiquement et dans

les formes légales, une hypothèse soit levée et la légitimité du nouveau régime indiscutable ? Devait-on, au contraire, boycotter cette consultation qui visait seulement à sauver un homme ? Les événements qui se sont précipités depuis quelques heures ont rendu le choix plus facile. Même les gaullistes les plus fidèles admettent l'absurdité de ce référendum qui exigerait, pour être organisé, que l'Etat tint encore debout.

De quelque manière que les choses se passent maintenant, de Gaulle aura raté sa sortie. L'image d'Epinal qui raconte la carrière, assez exceptionnelle, d'un homme dont le génie a consisté à saisir l'occasion au passage la belle légende dorée du gaullisme se termine bien mal. Mais l'homme paie les dix années au cours desquelles il a humilié ses compa-

tristes, méprisé leurs aspirations les plus naturelles, tout écarté de ce qui, autour de lui, pouvait porter ombrage à un pouvoir qu'il voulait absolu, comme en un siècle lointain où sa pensée évoluait plus volontiers que dans le nôtre... Sa dernière faute, une des plus graves : avoir abaissé ces corps intermédiaires, ces assemblées élues qui auraient, sans doute, tamisé sa puissance mais aussi amorti la violence de l'affrontement.

A un de Gaulle dont les heures sont maintenant comptées, il reste une ressource : prétendre qu'il part de son bon gré et tenter ainsi de faire oublier qu'on le chasse... Mais quelle piètre consolation pour celui qui ne vivait que pour un tête à tête impérial avec l'Histoire en marche !

F. Fonvieille-Alquier

LA COURSE DE VITESSE EST ENGAGEE ENTRE M. POMPIDOU ET LES SYNDICATS

« Devant le vide politique qui se révèle, devant le départ à Colombey du général de Gaulle il apparaît que M. Mendès-France est l'homme qui est capable de garantir les droits acquis, d'animer une équipe nouvelle, et d'assumer avec les forces de gauche les responsabilités du pouvoir ». Le choix est clair. Solennellement, conscient de la gravité de la situation, M. Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.D.T., a lancé sa confédération dans la lutte politique, a posé les problèmes sociaux actuels en termes de crise du régime. Pour la C.F.D.T., le gouvernement et le chef de l'Etat ne sont plus des interlocuteurs valables.

« De Gaulle démission ! » « Gouvernement populaire ! » scandaient hier après-midi de la Bastille à Saint-Lazare des centaines de milliers de personnes venues manifester à l'appel de la C.G.T. Depuis le 13 mai dernier, les défilés folkloriques de la Bastille à la République appartiennent au passé et ont laissé la place à de véritables manifestations de masse où, suivant l'exemple des étudiants, les travailleurs n'hésitent plus à brandir de multiples drapeaux rouges et à chanter l'« Internationale ».

Cette prise de position de la C.F.D.T. et cette manifestation de la C.G.T., entérinent et consacrent la volonté des millions de grévistes de renverser un régime responsable d'une politique sociale rétrograde, et qui a trop fait du mépris du citoyen et du mépris des moyens favorisés de gouvernement pour être encore considéré par l'opinion comme un interlocuteur.

Les « mégotages » des négociations de la rue de Grenelle ont achevé de cristalliser le mécontentement populaire, de transformer la crise sociale en une crise de régime. Contrairement aux accords Matignon de 1936, les travailleurs n'obtenaient aucune victoire immédiate, franche et concrète. Comment le général de Gaulle qui a toujours fondé son autorité et son prestige sur le sens des foules, des

coups d'éclat, des beaux et grands gestes a-t-il pu à ce point se suicider politiquement ? En sauvant les Ordonnances, M. Pompidou a perdu le régime. C'est son orgueil qui aura tué le gaullisme.

Il reste à cette évidence politique -- la mort du gaullisme -- à devenir une réalité. Et là une course de vitesse est engagée entre le Pouvoir et les syndicats.

Le Pouvoir ou plutôt M. Pompidou, n'est pas décidé à abandonner la partie et à céder devant la rue (voir page 3). Hier, (le jeu était entre trois forces : le Pouvoir, les syndicats, la rue ; aujourd'hui il se joue entre deux antagonistes : M. Pompidou et l'arrière-ban gaulliste, les syndicats suivant les masses.

Pour M. Pompidou, voulant restaurer son autorité, le problème social est la pierre de touche. Jamais il ne pourra reprendre en main le monde politique, réussir ou même réaliser des élections présidentielles ou législatives s'il n'a pas remis au travail la majorité des grévistes, s'il n'a pas rendu au pays une vie élémentaire. L'appareil d'Etat est en déliquescence. Nous n'en donnerons pour exemple que la décision prise hier par le personnel assurant les liaisons télé entre le ministère de l'Intérieur et les préfectures de se mettre en grève.

Mais que peut faire Pompidou. Négocier ? reprendre la rue ? réprimer ?

Négocier ? les syndicats les plus importants ne le reconnaissent plus comme un interlocuteur valable et les négociations actuelles dans le secteur nationalisé ne sont pas propres à l'encourager. A l'EDF, RATP, SNCF, c'est la rupture. Les mineurs avaient bien signé un accord, mais hier matin ils ont refusé de reprendre le travail et les cégétistes comme les cédétistes remettent en cause l'accord conclu. A la fonction publique, les négociations prévues pour hier ont été curieusement remises à aujourd'hui 15 heures, heure du conseil des ministres.

Reprendre la rue ? La manifestation gaulliste prévue pour cet après-midi à la Concorde sera sans doute bien insuffisante pour cette tâche, et aura sans doute pour seul effet d'apparaître aux syndicats et aux grévistes comme une provocation.

Réprimer ? habilement M. Pompidou pourrait tout d'abord lancer un appel pour le respect du droit au travail. Mais ce serait là s'engager sur la voie de la répression. Car qui peut penser que les piquets de grève abandonneront les usines à un simple appel de M. Pompidou ? Et comment les contraindre ? La justice hier a donné raison aux grévistes contre Citroën à propos de l'occupation des usines. Et la répression policière, outre qu'elle serait bien faible à dix millions de grévistes répartis dans tout le pays, elle pourrait bien hâter la fin d'un régime que la répression du mouvement étudiant a réussi à ébranler.

On le voit, c'est l'impasse. Pressés par la base, les syndicats ne peuvent plus reculer et à la course de vitesse que nous évoquons plus haut s'ajoute celle qui se développe entre les organisations syndicales elles-mêmes.

Bien qu'en retard, la C.G.T., a effectué un virage sur lequel elle ne peut plus revenir. Sa modération des jours passés a causé trop de troubles dans ses rangs pour qu'elle puisse revenir en arrière. Avec ses 1.500.000 adhérents, la C.G.T., a déclaré la guerre au régime.

La C.F.D.T. pour sa part est prête à toutes les éventualités est prête à intervenir plus directement dans les événements politiques si cela est nécessaire.

Cette intervention syndicale au-delà de l'action des partis politiques, préfigure l'avenir. Les forces nouvelles qui viennent de surgir dans le monde étudiant et ouvrier veilleront à ce que on ne leur vole pas leur victoire. Ils sont venus à la politique, pour que la politique demain vienne à eux.

Georges VALANCE

● Fonction publique : négociations reportées

Les conversations sur la Fonction publique, interrompues mardi soir devaient reprendre hier à 15 h. (on peut noter que la reprise de ces discussions était prévue à l'heure même où devait se dérouler le Conseil des ministres). Mercredi matin des techniciens se sont réunis pour situer les répercussions financières de la demande présentée par M. Tribie, secrétaire général des fonctionnaires FO qui a demandé l'attribution de 40 points d'indice, uniformément à tous les fonctionnaires. Cette proposition avait été formulée par M. Tribie après que M. Pompidou ait refusé, dans la nuit de mardi à mercredi, de donner aux fonctionnaires davantage qu'au secteur privé, alors que les fonctionnaires demandaient 16 % d'augmentation afin de permettre le rattrapage.

Il restait donc à discuter l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement, l'extension des droits syndicaux, une loi-cadre modifiant le statut de la fonction publique et le paiement des jours de grève, lorsque l'on apprit que les négociations étaient reportées à aujourd'hui après-midi.

● Mineurs : demande d'ouverture de négociations

La Fédération OGT du sous-sol a demandé hier la réouverture des discussions afin de reconsidérer plusieurs points précis : salaire, échelle mobile, 40 heures, indemnité de raccordement aux mineurs qui n'en bénéficient pas encore, avenir de la profession, fi-

NEGOCIATIONS : RIEN NE VA PLUS

xation d'objectifs de production à terme, garantie de l'emploi, et avenir des fils de mineurs.

Dans un communiqué la Fédération souligne que :

« Les mineurs rejettent comme insuffisantes les propositions contenues dans le constat qui avait été dressé à l'issue de discussions entre syndicats et direction des charbonnages ».

La Fédération CFDT des mineurs demande elle aussi la réouverture des discussions.

De son côté, la Fédération des mineurs Force Ouvrière annonce qu'elle « a demandé à la direction des Charbonnages de France de poursuivre la discussion de points en suspens ».

● SNCF et RATP : rupture

Les négociations avec la SNCF et la RATP sont totalement interrompues. A ce sujet, le ministère des Transports a publié un communiqué dans lequel il précise les conditions dans lesquelles ces discussions ont été suspendues :

1) en ce qui concerne la SNCF, au cours d'une première réunion, il n'a pas été possible de présenter des contre-propositions à celles qui lui ont été faites.

2) En ce qui concerne la RATP, le ministère des Transports a soumis hier, 28 mai, aux organisations syndicales des propositions qui comportent notamment une augmentation de 12 % de salaire

y compris certaines mesures catégorielles, un aménagement important des horaires de travail et diverses améliorations du régime des pensions.

Aucun effort de cette importance n'a jamais été consenti en faveur de cette entreprise, à aucun moment dans le passé. Mais ces concessions vont à la limite de ce

LES REACTIONS SYNDICALES

Les réactions suscitées par les négociations continuent d'affluer. En général, les positions, tant du côté syndicaliste que du côté patronal restent inchangées.

Hier matin, le bureau confédéral FO publiait un nouveau communiqué. Après avoir rappelé que FO s'est toujours montré favorable à des discussions dans tout le secteur public, nationalisé et privé. La déclaration précise notamment que :

« Les militants FO s'efforceront partout d'arriver à des accords qui répondent aux préoccupations des salariés et également à l'intérêt général ».

« La situation est arrivée à un point tel que chacun doit prendre ses responsabilités ».

« Le bureau de FO veut espérer que du côté patronal et gouvernemental on en aura conscience ».

« La confédération FO assume ses responsabilités ».

Dans un communiqué publié hier la CFDT attire l'attention sur la politisation de la grève. Ce

qui est tolérable pour les contribuables de la région parisienne et les usagers des transports en commun ».

« Les négociations ajoute le ministère des Transports, peuvent naturellement être reprises à tout instant pour réaliser sur ces bases un accord qui conduirait à la reprise du travail ».

qui entraîne un éloignement des objectifs professionnels.

Dans cette optique, la CFDT déclare notamment :

« En face de la volonté délibérée affirmée fortement par certains responsables syndicaux de politiser le mouvement, ajoute le communiqué, la CFDT déclare sans équivoque que c'est aux formations politiques d'assurer leurs responsabilités. A chaque citoyen de se prononcer au moyen de son bulletin de vote ».

« La CFDT se félicite de l'engagement de négociations à l'échelon des grands secteurs d'activité (métallurgie, bâtiment, textile, chimie, commerce etc...) en plus des secteurs public et nationalisés ».

La Fédération de l'éducation nationale « proteste contre les lenteurs apportées dans le déroulement des négociations sur la fonction publique et le refus jusqu'ici opposé à sa demande d'ouverture de discussions immédiates sur les problèmes de l'éducation nationale ».

Les Etats-Unis au secours du franc

Le Federal Reserve Bank de New York agissant pour le compte de la Banque de France a annoncé qu'elle était disposée grâce à un accord « swap » de 100 millions de dollars à acheter des francs français au prix plancher de 20,145 cents. Ainsi, après la Banque des Règlements Internationaux, c'est la Banque Fédérale de Réserve Américaine qui vient au secours du franc.

Cette situation prend un relief tout particulier si l'on se souvient des positions de la France lors de la crise monétaire internationale et particulièrement au moment des accords de Stockholm.

Alors qu'à l'époque, M. Michel Debré avait refusé, avec la plus grande intransigeance et sans même appliquer les règles élémentaires de courtoisie en matière de rapports internationaux, d'accorder aux Etats-Unis le soutien français, les mêmes Etats-Unis répondent aujourd'hui en évitant un possible effondrement du franc. Il est évident qu'à Washington, on considère dès aujourd'hui que le général de Gaulle et son ministre des Finances doivent être dissociés d'un pays qui les répudie et que c'est à ce pays seul que les Américains tendent la main.

Ph. M.

● L'Assemblée générale des Syndicats des correcteurs CGT, tout en regrettant « l'attitude anti-unitaire de la Confédération » et la rupture provoquée par M. Séguin, approuve M. Barjonet « qui devrait, selon cette assemblée générale, présider à l'orientation de la Confédération ».

L'ECONOMIE FRANÇAISE RESISTERAIT DIFFICILEMENT A DE NOUVELLES SURENCHERES

Dépassé, vaincu, humilié, le gouvernement de M. Pompidou a accepté de passer sous le joug. Il a accepté la négociation de laquelle sont issus les pseudo accords de Grenelle. Lâchant tout, consentant à presque tout dans un effort désespéré de conserver un Pouvoir qui ne peut plus rien, celui que l'on est en droit de considérer d'ores et déjà comme l'ex-Premier ministre, a tendu une main molle aux syndicats. Là, tout pouvait encore s'arranger. L'effort consenti aux travailleurs par les pouvoirs publics pouvait encore être resorbé par la Nation. Le gonflement des prix de revient, conséquence naturelle de l'augmentation des salaires, pouvait trouver sa parade sur trois fronts. D'une part, le renoncement aux dépenses somptuaires de l'Etat et notamment l'abandon de la force de frappe. A condition bien entendu, que cet abandon ne se traduise pas par une augmentation des dépenses militaires classiques.

D'autre part, l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, pouvait se traduire par une augmentation symétrique de la consommation. Ce qui aurait pour premier effet d'augmenter la productivité des entreprises.

Enfin, un coup de fouet d'une vigueur extrême aurait pu être donné à l'expansion, en portant son taux de croissance aux alentours de 9 % ce qui avait d'ailleurs été proposé au moment de l'élaboration du Ve Plan.

Donc en fait, tant qu'on en restait aux accords de Grenelle une solution à la crise pouvait encore être trouvée sur le plan économique. Solution difficile certes, douloureuse parfois. Car, ne nous leurrions pas, à une échéance très rapprochée, ce sont les PME qui supporteraient le poids majeur de la nouvelle politique. N'ayant ni les « épaules » ni les moyens des industries de pointe, nombre d'entre elles seraient irrémédiablement condamnées.

En outre, renoncer à certaines dépenses, notamment les dépenses militaires, c'était déposséder de leur emploi des dizaines de milliers de travailleurs. Ne prenons qu'un exemple : les usines Dassault.

Mais, répétons-le, coûte que coûte, vaille que vaille, la solution était possible. Syndicats et gouvernement, unis par le même conservatisme la désiraient. Or, voici que depuis quarante-huit heures, la dynamique de l'action, ce qu'il faut bien main-

tenant appeler un courant révolutionnaire, ont balayé toutes ces hypothèses.

L'économie française répondrait difficilement à de nouvelles surenchères, même si l'Europe était sacrifiée. De toute façon, cette surenchère ne s'inscrirait plus maintenant dans un contexte économique ou syndical. Ce qui est en cause aujourd'hui ce n'est ni le niveau de vie, ni le SMIG, ni les 40 heures. C'est l'Etat, ou tout au moins ce qui en reste. C'est à dire uniquement une façade lézardée, quelques apparences. Un chef d'Etat affolé qui court chercher l'inspiration à la campagne. Un gouvernement qui ne gouverne plus et des forces de l'ordre qui déambulent en vain dans le désordre.

A partir de maintenant, la contestation n'est plus ni sociale ni économique. Elle n'est que politique et la seule solution doit être trouvée dans la démission du chef de l'Etat.

Le général de Gaulle arrive à Colombey, Daniel Cohn-Bendit à la Sorbonne. David a abattu Goliath. Il serait temps d'en prendre conscience.

Philippe MARCOVICI

COHN-BENDIT RELANCE LE PRINCIPE D'UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE LIBRE DE TOUTES ATTACHES

La contestation permanente

par Henry CHAPIER

Avant sa conférence de presse de minuit, Daniel Cohn-Bendit s'est adressé dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne aux étudiants et jeunes ouvriers réunis en assemblée de contestation.

Pendant cette demi-heure qui a suivi son retour, le leader du mouvement du 22 mars a précisé sans équivoque sa doctrine revenant sur le principe de contestation permanente qui anime le mouvement révolutionnaire que d'aucuns voudraient voir se constituer en parti politique. Dans son exposé d'une logique irréfutable, Cohn-Bendit a déclaré que toute la puissance du mouvement venait justement de son absence d'organisation centralisée, et de structures rigides.

« Je me refuse, a-t-il souligné, de construire ici à la tribune de la Sorbonne une ligne politique quelconque, et à agir en leader. Mes camarades du « Mouvement du 22 mars » se sont à présent dispersés dans les « Comités de quartier ». C'est là, au cœur de l'action, au milieu des militants que naît peu à peu notre ligne : ce n'est pas à nous -- ici -- d'en préjuger ».

Ce refus de se laisser emprisonner par le verbalisme d'une plateforme politique, par la discipline d'un parti constitué est le moteur même de ce mouvement révolutionnaire : libre de toutes les attaches, Cohn-Bendit ne veut pas fixer « d'objectifs » à atteindre, et tout montre que la contestation permanente ne s'arrêtera plus, qu'elle ne se contentera guère plus d'un gouvernement qu'elle ne s'est satisfaite des améliorations réformatrices recherchées par la C.G.T.

Certes, le renversement du capitalisme, et l'avènement d'une société socialiste sont-ils les buts du mouvement. Mais Daniel Cohn-Bendit voit au-delà, et la doctrine de son mouvement aspire à une révolution en profondeur, au niveau des structures mentales, psychiques, et sociales de l'homme du XXème siècle, traumatisé par la technologie, et le travail tel qu'on l'entend aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. En prenant ses distances avec l'U.N.E.F., comme avec les syndicats ouvriers, le mouvement du 22 mars précise cependant qu'il s'associe aux manifestations et actions communes, chaque fois qu'elles lui paraissent compatibles avec l'essence de l'impulsion révolutionnaire, et à condition qu'on ne lui demande pas d'action concertée et structurée à long terme.

« Certains déplorent notre absence d'organisation. Nous le savons. Nous savons aussi qu'en ce moment nous ne sommes pas capables de comprendre tout le parti à tirer d'une situation explosive. Mais lorsque les premières barricades se sont élevées dans Paris, elles sont parties spontanément, d'une impulsion populaire, et non pas par des mots d'ordre. Personne ne l'avait prévu, et des structures d'organisation l'auraient peut-être empêché. Notre mouvement n'a ni l'intention de se figer, ni d'être récupéré par quelque formation que ce soit ».

Cette option d'un mouvement « Open » de contestation permanente explique aussi que Daniel Cohn-Bendit ait joué une farce à la presse télévisée hier, mercredi matin, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, où il était censé paraître.

« La presse à la porte. -- Les festivités sont finies. -- Il n'y aura ni Brigitte Bardot, ni Cohn-Bendit ». Dans ces cris vengeurs des étudiants, il y avait beaucoup plus qu'une raillerie. Le leader du mouvement du 22 mars a compris que son utilisation par les chaînes de télévision risquait d'en faire une « vedette », qu'à trop paraître sur le petit écran il perdrait son impact, et retomberait dans la situation des rhéteurs politiques traditionnels. En un mot, il a eu la subtilité de ne pas jouer le jeu, de refuser la gloire proposée par le système.

Les prolongements de la révolution culturelle dans les universités, ateliers, théâtres, usines et écoles, ainsi qu'aux états-général du cinéma lui donnent raison : les révolutions se font dans chaque domaine à partir de la base sans mot d'ordre, et par delà les syndicats, associations et partis. C'est ce ferment que Daniel Cohn-Bendit veut préserver, c'est cette brèche au cœur du système bourgeois qu'il veut approfondir. Il ne suffit pas de renverser le régime et ses structures politiques, si après ce coup de balai -- la sclérose demeure...

H. CH.

LE RETOUR DE L'ENFANT PRODIGE

M. Cohn-Bendit avait dit : « Je reviendrai ». Il a tenu son défi. Malgré les frontières hérissées de chevaux de frise, de CRS et de sous-préfets aux champs, il est revenu. A pied ou autrement, peu importe ; il est là, en dépit des fouchets, des grimauds, des papillons et des boulevards du crépuscule. Ce n'est pas un événement ; c'est une gifle. Le personnage de Cohn-Bendit prend une dimension légendaire. La révolution néerlandaise a eu Till Eulenspiegel, la fronde étudiante aura « Dany le Rouge et Noir ».

Mardi soir, c'était la fête au Quartier Latin. Les étudiants en Sciences Politiques jetaient les

analyses du Monde aux orties et se ruaient avidement sur les transistors périphériques. Les jeunes puristes faisaient des effets de toge « La loi, très cher... ». La Faculté de Médecine était déserte. Tous à l'Agora ; tous à la Sorbonne. M. Pompidou annonce : « J'ai d'autres sujets de préoccupation que M. Cohn-Bendit ». Que n'en avait-il d'autres que de le déclarer indésirable ? Ou bien, ignore-t-il ce que fait M. Fouchet ?

Maintenant, grâce à leur impétuosité, M. Cohn-Bendit règne sur la Sorbonne « Dis, qui t'a fait roi ? ».

L'enragé

« La rue ne mène pas forcément au massacre »

DECLARE LE LEADER DU MOUVEMENT DU 22 MARS A LA SORBONNE

Le régime de la grandeur française sombre de plus en plus dans le ridicule. Mardi soir il aura suffi d'un jeune étudiant aux cheveux roux teints en noir pour ridiculiser un gouvernement qui avait décidé de l'expulser de France sans être capable -- et c'est bien normal -- de fermer les frontières, et sans pouvoir maintenant l'arrêter à moins de prendre le risque de violentes manifestations qui ébranleraient encore plus ce qui reste du régime.

Daniel Cohn-Bendit a pu ainsi donner une conférence de presse à la Sorbonne à la barbe de tous les flics en civil et à la matraque de tous ceux en uniforme. Une fois de plus c'est la sottise de Goliath qui a fait la force de David.

Un David humoriste qui ne s'est pas privé de moquer ses « persécuteurs » : « J'ai reçu un procès-verbal signé Christian Fouchet me signifiant que j'étais jugé indésirable en France. La raison donnée est que ma présence en France est de nature à compromettre l'ordre public. Il y a eu au Quartier Latin deux fois de gros désordres. La première fois lorsque la police est rentrée à la Sorbonne. Jusqu'à preuve du contraire, ce n'est pas Dany Cohn-Bendit qui a fait rentrer la police à la Sorbonne. Donc, je demande que le responsable qui a fait rentrer la police à la Sorbonne et qui a ainsi causé du désordre, soit expulsé de France. Deuxièmement, après mon départ, il y a eu des manifestations, je demande que celui qui m'a expulsé, puisqu'il a causé du désordre dans les rues de Paris, soit expulsé de France ».

Comment Cohn-Bendit a-t-il passé la frontière ? « En marchant dans la brume matinale, dans les bois, au chant des oiseaux, je me suis retrouvé très tôt en France ». Restera-t-il à la Sorbonne ? On verra !

Comment échappera-t-il à la police ? « on verra ! ».

Mais Cohn-Bendit a également parlé en responsable, c'est-à-dire en évitant toutes les provocations, tout en ne fuyant pas les questions. Le gouvernement l'a accusé d'avoir dit à Amsterdam que l'on devait déchirer le drapeau français. Il répond : « Je n'ai pas dit qu'il devrait être déchiré mais qu'il a été déchiré. Et c'est vrai, on en a fait des drapeaux rouges ! ». Et il ajoute : « Vu ma nationalité douteuse, vu mon ascendance douteuse, je ne reconnais aucun drapeau national, français ou allemand. Les seuls drapeaux que je reconnaisse sont ceux du mouvement ouvrier : les noirs et les rouges. Mais si

quelqu'un veut faire la révolution avec le drapeau bleu, blanc, rouge, je ne suis pas contre du moment qu'il fait la révolution ».

Cohn-Bendit s'est ainsi posé en leader révolutionnaire plus qu'en leader étudiant : « Il n'existe pas de mouvement étudiant mais un mouvement révolutionnaire dont la devise est : « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Dany le Rouge répondra-t-il aux accusations lancées contre lui par le parti communiste : « Il n'est pas question pour moi de condamner les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Je comprends la démocratie ouvrière comme le droit pour chacun de développer sa ligne politique ».

Mais dire, comme l'a fait le P.C.F., que je suis à la solde d'une organisation internationale est aberrant. Si l'on veut dire par là que je fais partie d'un mouvement révolutionnaire international, c'est vrai ! Nous avons des relations avec des révolutionnaires de plusieurs pays ».

Le « mouvement du 22 mars » a pourtant des divergences plus profondes avec le P.C. : Oui, mais ce n'est pas par anti-communisme, c'est seulement parce que nous ne sommes pas d'accord avec la politique du P.C. Le P.C. a le droit de dire que nous sommes des farfelus et des ridicules. Mais je trouve inadmissible qu'il se livre à des attaques personnelles. Enfin, ce que je peux dire, c'est que dans les structures d'organisation actuelles du parti, il est évident que s'y exprime la direction et non la base ».

Quelle action envisage de mener désormais Daniel Cohn-Bendit ? « C'est au mouvement du 22 mars, auquel j'appartiens de le décider ». Est-il du moins partisan de continuer l'action dans la rue ? « Pompidou a dit qu'il approuvait tout sauf la pression de la rue. Et effectivement si notre mouvement s'est développé, c'est grâce à la rue. Mais cela ne veut pas dire que je sois partisan des massacres. Il y a des formes d'action dans la rue qui ne mènent pas forcément au massacre. Le mouvement actuel a suffisamment montré ses capacités pour qu'il puisse éviter les affrontements provocateurs de la police. Mais il ne faut pas renoncer à manifester dans la rue parce que la police est décidée à nous interdire la rue. En aucun cas la rue ne doit être sacrifiée à la police ».

Daniel Cohn-Bendit est ainsi décidé à poursuivre son action. Son retour, sa conférence de presse sont les plus beaux signes de la désintégration actuelle du Pouvoir.

La présence à Paris de Dany le Rouge est le signe vivant de la situation révolutionnaire qui se développe actuellement en France.

Georges VALANCE

TRIBUNE LIBRE

LE TEMPS DE L'AUTOGESTION

Impuissant à endiguer le puissant mouvement étudiant et ouvrier qui a définitivement bouleversé les structures de la France anachronique, en dépit de la violence de la répression policière, en dépit du soutien déguisé des bureaucraties politiques et syndicales accrochées aux thèses du réformisme le plus plat, le pouvoir gaulliste cherche une issue en proposant un référendum concernant la « participation », autrement dit la « cogestion ».

Pour le grand capital, confronté à un capital retardataire, timoré, il s'agit, ni plus ni moins, de tenter d'intégrer, comme cela s'est fait dans plusieurs démocraties bourgeoises, la classe ouvrière française à l'ordre établi, celui de l'exploration de l'homme par l'homme. Il s'agit, ni plus ni moins de transformer les travailleurs en co-gérants loyaux de la société capitaliste. On verrait alors exploités et exploités confondus, œuvrer de sorte que la machine capitaliste fonctionne au mieux.

Une fraction importante de la « gauche » continue de se faire l'avocat de la co-gestion. C'est une trahison des motivations réelles qui ont amené des milliers et des milliers d'étudiants et de travailleurs -- jeunes ou vétérans des luttes syndicales et politiques -- à affronter à plusieurs reprises, avec un courage inouï, une passion de feu, les « chiens de garde » des puissances d'argent.

Aujourd'hui, malgré les entreprises de sabotage des Séguy et Cie, les travailleurs refusent d'enterrer leurs grandes espérances. Certes, une grande majorité d'entre eux n'adhèrent pas encore au « projet révolutionnaire ». Mais il s'en faudrait de peu pour que sur des perspectives claires, ils s'engagent sur la voie de la transformation radicale des rapports de production.

Ces perspectives claires se résument à quelques expressions : Pouvoir ouvrier, autogestion. Elles découlent de la logique, étant entendu que le régime gaulliste se trouve en contradiction absolue avec les aspirations actuelles des masses.

Au pouvoir bourgeois doit succéder le pouvoir des étudiants, des ouvriers et des travailleurs. Ce pouvoir existe déjà dans les usines, les ateliers, les facultés, les bureaux.

Qu'il y ait nécessité d'une « période de transition », que le socialisme ne puisse triompher dès demain matin, ne doit pas avoir pour conséquence que le mouvement de

révolte et de refus qui illumine notre pays depuis le début, du mois de mai, puisse être catalysé par les politiciens traditionnels, les parlementaristes incrévables.

C'est en fondant dès maintenant, par l'autogestion, le véritable pouvoir des ouvriers, des étudiants et des travailleurs, qu'on assurera l'avenir, qu'on sera sûr que la « transition » enclenchera sur la révolution socialiste. C'est à ce prix que la bourgeoisie se verra impuissante à effectuer un retour en force, qu'elle prépare dans la coulisse, en s'appuyant sur le « parti de la trouille » et les démocrates bourgeois qui reprennent du poil de la bête.

André LAUDE

TRIBUNE LIBRE

On demande une vraie gauche

La colère des étudiants et l'adhésion populaire à leur mouvement de contestation globale de la société, ont créé une situation révolutionnaire en France.

Un grand espoir se lève que l'ordre bourgeois sera détruit et qu'un système fondé sur la justice et la liberté pourra lui succéder.

Etudiants et jeunes travailleurs qui ont déclenché la révolte, intellectuels, ouvriers et même classes moyennes qui se sont engagées à leurs côtés, ne pourront jamais accepter que leur révolution soit confisquée par les appareils des partis qui ont depuis longtemps trahi les intérêts de la classe ouvrière.

Le P.C.F. parce qu'il est l'instrument d'une « Internationale » qui a installé dans certains pays des régimes qui ne peuvent être considérés comme des démocraties,

le FGDS parce qu'elle est la réunion de familles politiques non représentatives des travailleurs et qui ont donné -- du moins pour le parti radical et la SFIO -- plusieurs fois la preuve qu'ils n'avaient pas pour objectif la transformation de la société mais sa préservation.

La seule alternative au gaullisme -- si l'on veut réellement briser les structures capitalistes -- est la naissance d'une grande formation de gauche unissant les travailleurs libérés de la tutelle communiste, les étudiants qui ont montré que le combat pour la révolution passait par la Révolution. Aujourd'hui, c'est une évidence partagée.

Michel NAULET

(Mouvement de Mai 68)

TRIBUNE LIBRE

Dans les quatre pages qui suivent, nos lecteurs trouveront un certain nombre d'articles et de dessins émanant de collaborateurs du « Canard Enchaîné »

« Combat », dans le cadre de sa Tribune Libre, est heureux de leur donner la possibilité de s'exprimer à titre personnel sur les présents événements

L'Usée V°

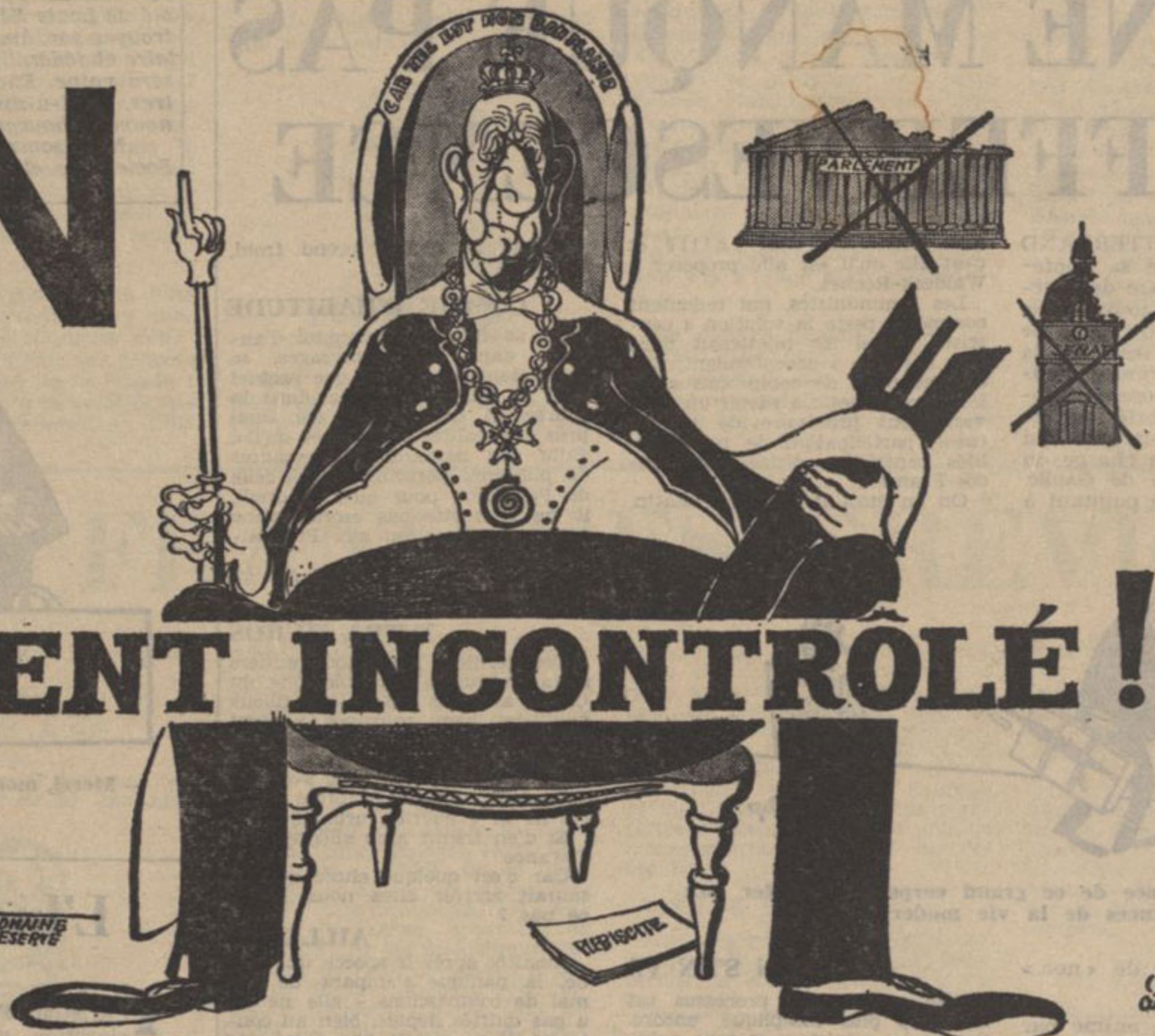


DE GAULLE ? QUI EST-CE ?

NON

A CET

ÉLÉMENT INCONTRÔLÉ !



H. SAN
C.A.C.C.
(Comité d'Action
Cinéma du Canard)

Ah ! que la République était belle sous de Gaulle !

FICHTRE oui, elle était belle, cette république, la vraie, celle dont nous avons rêvé durant ces dix années, la même que nous espérons connaître à la Libération, et dont les plus âgés d'entre nous avaient déjà, l'espace d'un été, entrevu le visage rayonnant en 1936. Et en ce mai 68, la revoici plus que jamais, belle et rebelle sur ses barricades...

Pourvu que cette fois elle le reste ! C'est le souhait que nous formulons tous pendant qu'il en est temps encore, pendant que rien n'est perdu, pendant que tout peut être gagné.

Déjà la première manche : nous voilà précipités dans l'après-gaullisme... alors que de Gaulle est encore là. Si peu, il est vrai... Comme Volpone, qui feignait d'être mort, notre Golpone a l'amer privilège de voir défiler, autour de ce qui reste de lui, la cohorte de ses dauphins. De les voir et de les entendre. C'est l'heure de vérité, la minute des « Tu quoque Brutus... » C'est l'heure des retournements de veste, voire de gilets rayés. Qui n'a pas son brassard de F.F.I. ? Qui n'a pas son certificat de résistance ?

Monsieur, moi qui vous parle, j'ai serré la main à Mon-

nerville, tel jour, à telle heure, demandez-le lui.

— Moi, j'ai flanqué ma démission avant Pisani.

— Moi, j'ai crié « Vive l'Amérique ! » lors de l'anniversaire du débarquement.

Chaque révolution a son style. Le panier de son est périmé, dieu merci ! Nous en sommes au panier de crabes.

« Il » est retourné à Colombey, où cette fois, ni Pinay, ni Guy Mollet n'iront le chercher, du moins on le suppose. Et l'on ne sait encore quel sera le titre du quatrième tome de ses « Mémoires ».

Ce qui est certain, c'est que la page est tournée.

Attention, citoyens ! Faite gaffe, camarades ! Le parti de la Crainte relève la tête. Rien de commun avec celui dont parlait et sur lequel comptait Giscard d'Estaing, avec ces 51 pour cent de Français qui, pour l'amour de l'Ordre, étaient prêts à voter « Oui » au référendum.

Le parti de la Crainte, le vrai, c'est celui qui naquit, dans le « Milieu » politique, le 13 Mai

1958 quand Pflimlin foira ; quand la peur du parachutiste, savamment attisée par les hommes de main gaullistes, précipita le processus que vous savez. Ce parti de la Crainte, c'est celui dont les chefs de file s'en furent dare-dare se déculotter à Colombey et qui dix années durant, de plébiscite en plébiscite, se tut ou se terra. Bref, celui qui, audacieux mais pas téméraire, savait « jusqu'où il ne faut pas aller trop loin ». (Admirable formule qui avait été faite pour lui).

Ce parti de la Crainte fut aussi, dans une certaine mesure, le parti de la satisfaction. Les côtés « positifs », vous sa-

vez ? de la politique du général. Cette politique extérieure qui, ainsi que le faisait remarquer l'autre jour un journal de New York, lui faisait oublier sa politique intérieure. Il n'était pas le seul. Une section importante de la gauche française en faisait autant.

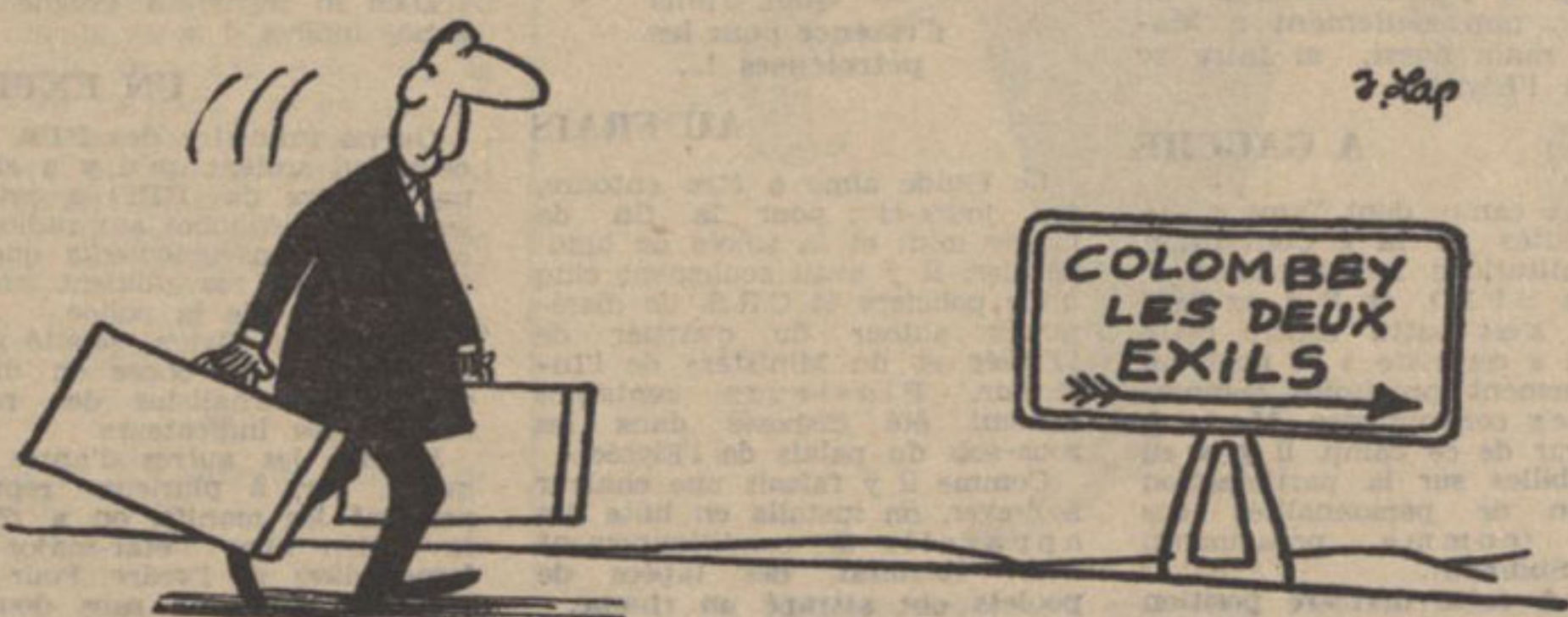
« La France s'ennuie », disait l'autre. Non, elle dormait. Qui eût pu prévoir que ce qui la réveillerait serait le chahut un peu poussé d'un « quarteron » d'étudiants de Nanterre ? C'était le signal guetté par l'Histoire. Aux premières barricades, on comprit que c'était du sérieux.

Car la Révolution, en France, a des traditions, un rite auquel elle tient. Il lui faut des barricades... « Mais nous sommes en 1968, le romantisme est périmé ! » — « Débrouillez-vous ! ».

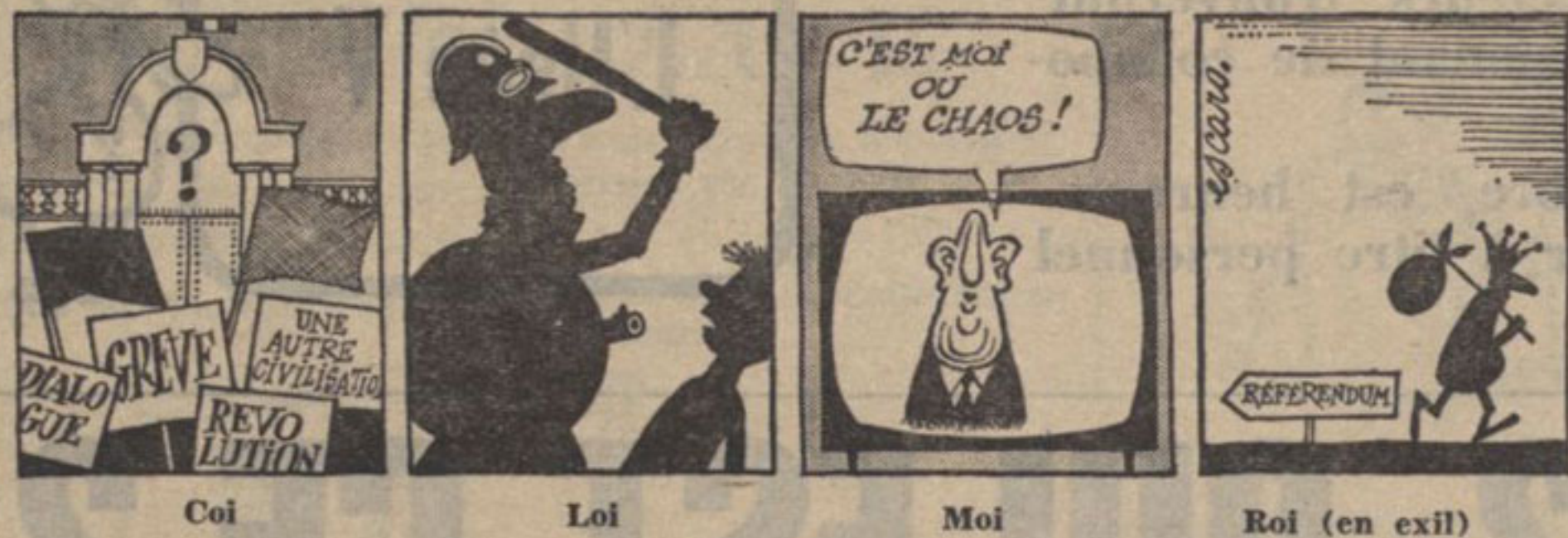
Elle les a eues ses barricades, et au Quartier Latin, encore ! Et même un peu, pour honorer les ancêtres, au faubourg St-Antoine et à la Bastille... Cette même Bastille où le parti de la Crainte, il y a dix ans, avait fait défiler ses foules, comme à un enterrement. C'en était un d'ailleurs...

R. Treno

du « Canard Enchaîné »
(suite en page 9)



ÇA VA DE SOI



Coi

Loi

Moi

Roi (en exil)

Les échos de Jean Manan, du « Canard Enchaîné »

ON NE MANQUE PAS D'EFFERVESCENCE

FRANÇOIS MITTERRAND avait préparé sa conférence de presse de mardi depuis plusieurs jours, mais il n'a pu la faire qu'après de jolies bagarres au sein de la Fédération. Deux camps s'opposaient — et s'opposent encore. La bataille a porté sur ce « gouvernement provisoire » qui prendrait le pays en charge en cas de démission de de Gaulle (avec Monnerville se pointant à

que Mitterrand s'est rallié et c'est elle qu'il est allé proposer à Waldeck-Rochet.

Les communistes, qui redoutent comme la peste la solution « centriste » qui les rejeterait dans leur « ghetto » accepteraient, dit-on une sorte de compromis entre les deux thèses : à savoir un gouvernement provisoire de gauche (avec participation de personnalités centristes) dirigé par Mendès-France.

On en était là mercredi matin.

Quand le régime prend froid, la police éternue.

COMME D'HABITUDE

On se demande pourquoi d'aucuns, dans mes entourage, se permettent de couiner que l'actuel chef de l'Etat n'est plus dans la course. Il n'a jamais été aussi près des réalités ! A preuve qu'il a fallu des démarches pressantes de plusieurs personnes, plus celle de Pompidou pour que, vendredi, il ne se mette pas en uniforme pour son allocution aux Français.

Il en est encore à croire que ça impressionne les gens !

INTRA MUROS

Ces derniers mois, tout entiers à la guéguerre psychologique du Guide avec les USA, les milieux gaullistes bien informés allaient disant que ces pauvres américains allaient devoir faire face, dans l'été, à un affrontement avec les Noirs qui prendrait la forme terrible de la « guérilla urbaine ».

Et d'en frémir avec allégresse et d'avance.

Car c'est quelque chose qui ne saurait arriver chez nous, n'est-ce pas ?

AILLEURS

Aussitôt après le speech du Guide, la panique s'empara de pas mal de compagnons — elle ne les a pas quittés depuis, bien au contraire. Il ne s'était pas passé une demi-heure que plusieurs hôtels de Bruxelles recevaient des appels téléphoniques de Paris demandant des réservations. Il y en a, du côté du pouvoir, qui ont la conscience tellement tranquille qu'ils sont déjà, en esprit de l'autre côté de la frontière !

NON MAIS

Jeudi 23 mai, sur la Place de Bourgogne, derrière le Palais Bourbon, une escouade de C.R.S. reçoit l'ordre de marche. Ces messieurs mettent leur casque. L'un d'eux, en l'enfonçant sur sa tête, s'écrie sur un ton de défi :

— Et nos indices !
Jolie mentalité...

A UN POIL

C'est qu'ils ont des revendications, eux aussi. Le mercredi 8 mai leur délégué syndical fut reçu au ministère des Finances par le haut fonctionnaire idoine. Les C.R.S. réclamaient un relèvement minimum de 5 % de leur traitement. Après de longues palabres, les Finances proposèrent 4,75 % seulement. Le délégué syndical refusa.

D'où la rogne, la grogne et : « nos indices ! ».

UN EXPERT

Guéna (ministre des PTT, pour ceux qui croient qu'il y a encore un ministre des PTT) a interdit les radio-téléphones aux radios because les renseignements que les étudiants en recueillaient sur les mouvements de la police.

Un nommé Vivien, député gaulliste résuma la chose en disant que les journalistes des radios étaient des indicateurs.

Il juge les autres d'après soi-même, car, à plusieurs reprises, pendant les manifestations, on a repéré le Vivien avec l'état-major des forces dites de l'ordre. Pour leur soutenir le moral, sans doute.



... L'impuissance de ce grand corps à s'adapter aux exigences de la vie moderne ...

l'Elysée) ou en cas de « non » au référendum.

Le premier camp, animé par des radesques dont Billières se fit le porte-drapeau, proposait un regroupement au centre, regroupement qui se serait étendu sur la droite jusqu'à la cinquantaine de gaullistes (devenus ex) dont Pisani passe pour le chef. Les giscardiens et les P.D.M. auraient fait partie de ce camp. Plusieurs socialistes ont appuyé cette manœuvre, du style « Union Nationale ».

Dans ce cas le chef dudit gouvernement se serait appelé Pierre Mendès-France. On a pu voir l'effet de cette manœuvre dans les « appels » parfaitement spontanés lancés d'ici et de là à P.M.-F.

Mitterrand a eu le plus grand mal à bloquer cette opération et il n'est pas sûr qu'il puisse la bloquer définitivement. Et il n'a annoncé qu'il était à nouveau candidat à la Présidence de la République que pour mieux barrer la route à ces messieurs-dames qui se regroupent pour porter Mendès au pouvoir, non seulement à Matignon mais aussi, si faire se peut, à l'Elysée.

A GAUCHE

L'autre camp, dont l'âme a été les députés de la « Convention des Institutions Républicaines », certains S.F.I.O. et l'« ex-PSU Desson, s'est battu contre cette solution « centriste » et pour un gouvernement provisoire comprenant des communistes. Mais à l'intérieur de ce camp, il y a eu des bisbilles sur la participation ou non de personnalités des P.D.M. (comme, notamment, Pierre Sudreau).

C'est à cette dernière position

ON S'EN VA

Côté majorité le processus est beaucoup plus compliqué encore. Quand les ministres se sont pointés à l'Elysée, mercredi à 10 heures, on leur a dit que le Conseil n'avait pas lieu. Puis ils ont appris (par la radio pour la plupart) que de Gaulle était parti dans son cher et vieux village.

Ce qu'on ne leur a pas dit, c'est que jusqu'à 4 heures du matin, on avait beaucoup causé à l'Elysée et qu'à cette heure-là Pompidou avait quasiment obtenu la démission (d'aucuns disaient l'abdication) de de Gaulle.

Question : est-ce pour fligner son testament politique ou pour revenir sur cette « décision » qu'il est allé à Colombey ?

On va bientôt le savoir, non ?



— Quoi, plus d'essence pour les pétroleuses !...

AU FRAIS

Le Guide aime à être entouré, ces jours-ci : pour la fin de l'après-midi et la soirée de lundi dernier, il y avait seulement cinq mille policiers et C.R.S. de dissimulés autour du quartier de l'Elysée et du Ministère de l'Intérieur. Plusieurs centaines avaient été disposés dans les sous-sols du palais de l'Elysée.

Comme il y faisait une chaleur à crever, on installa en hâte des appareils de conditionnement d'air. Résultat, des tapées de poulets ont attrapé un rhume.

SOCIALISME ET LIBERTÉ !

par Morvan Lebesque

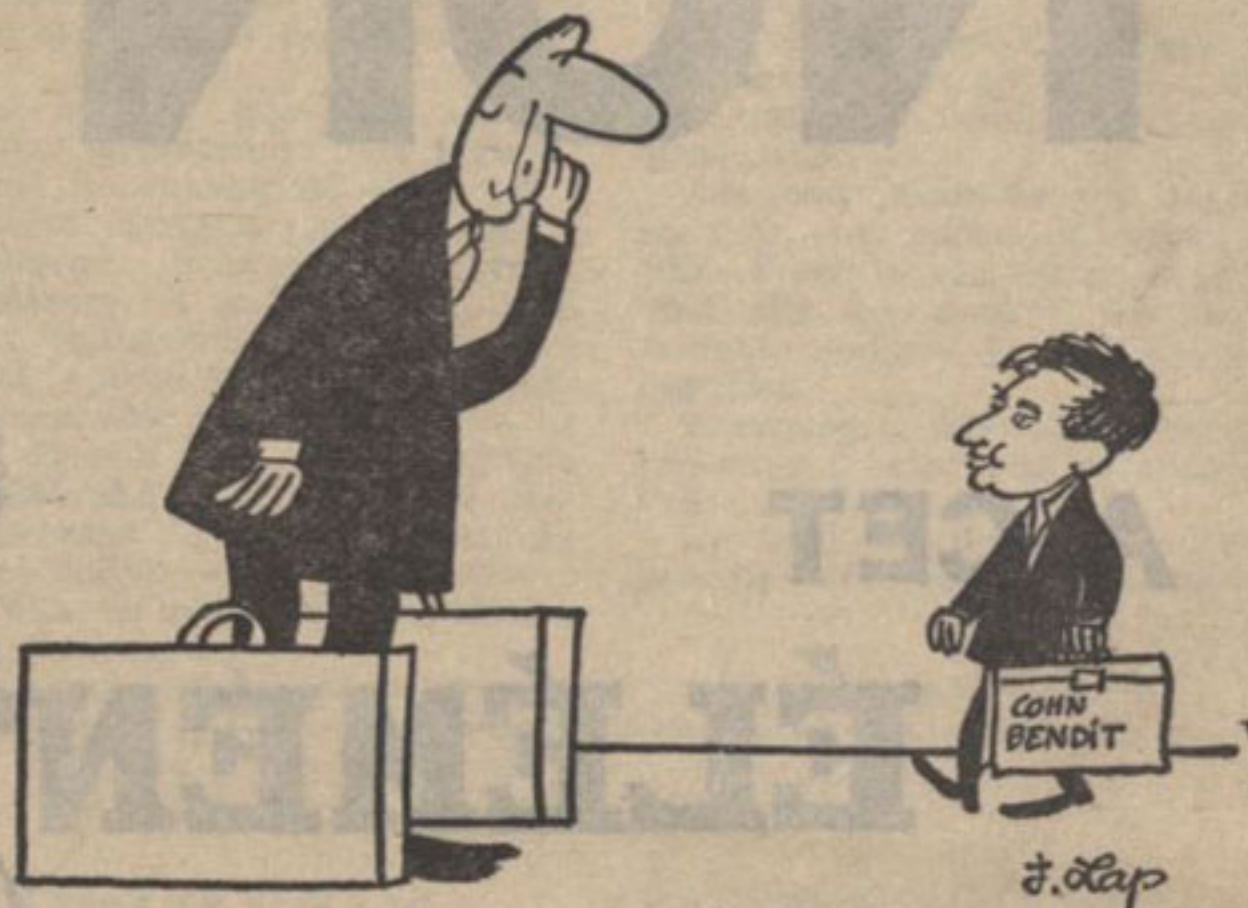
du « Canard Enchaîné »

LES heures que nous vivons vont plus vite que la plume. Elles ne nous laissent que le temps d'un cri : socialisme et liberté !

Plus jamais le pouvoir d'un seul ! Plus jamais, sur cette France si jeune, le règne du vieillard Pétain ou du vieillard de Gaulle ! Plus jamais le mensonge d'état baptisé information ! A bas toute contrainte, et toute dictature, d'où qu'elles viennent !

On parle de réformer l'Etat. La grande réforme est de l'adapter à la France, à ce pays beau et divers appelé France, dont il n'a jamais été le serviteur, mais le maître implacable et lointain. Il faut abattre le centralisme césarien, non seulement dans l'administration, mais dans les appareils sclérosés et dans les esprits. Il faut réconcilier l'Etat et la Nation. Il faut proclamer partout la responsabilité de base : dans les usines, dans les universités, dans les provinces nivelées et ruinées. Ce pays, accablé de Louis XIV paradant sur des tréteaux de prestige, doit retrouver son âme multiple dans une démocratie moderne, populaire et fédéraliste. Sinon, cette révolution, comme tant d'autres, sera vaine. Elle n'installera au pouvoir que de nouveaux maîtres, c'est-à-dire, sous quelle forme qu'ils se présentent, une nouvelle bourgeoisie.

Nous sommes, en ce moment, à la fois à Prague et à Madrid. Socialisme et liberté !



— Merci, mon cher Cohn-Bendit de m'avoir indiqué le chemin de Colombey !

L'Ineffable du quartier

IL s'agit, bien sûr, de Christian Fouchet. Sa déclaration, au milieu de la nuit de vendredi à samedi, a eu des effets beaucoup plus hilarants que les grenades à gaz.

Après avoir classé les « émeutiers » en trois catégories : — 1) Les étudiants « pris de vertige » ; 2) La pègre, qui « surgit de chaque pavé » ; 3) Les anarchistes, qui, avec de fausses croix-rouges, font circuler des voitures espionnes camouflées en ambulances, — notre hi-han national enchaînait.

Contre tout cela, le service d'ordre doit se battre dans des conditions difficiles, avec des grenades lacrymogènes et des bâtons. Le service d'ordre doit

se battre contre ces gens bien armés, qui utilisent des lance-pierres, et même des billes d'acier.

En l'écoutant, les étudiants vertigineux, la pègre et les anars du Quartier Latin, hon-



se battre contre ces gens bien armés, qui utilisent des lance-pierres, et même des billes d'acier.

En l'écoutant, les étudiants vertigineux, la pègre et les anars du Quartier Latin, hon-

Gabriel Macé

du « Canard Enchaîné »

AUTO-STOP





LE 29 Mai, dix ans jour pour jour après qu'il eut annoncé au peuple qu'il engageait le processus de sa restauration, le Roi fut forcé par le peuple d'engager celui de son abdication. Quel terrible retour des choses ! Quelle leçon prodigieuse ! Quel fatal accomplissement !

Les prairies de Colombey resplendissaient de fleurs quand le Roi y arriva à la sourdine pour y méditer sur les malheurs de la fin du règne et l'abaissement de l'orgueil des Grands. Mais pour ce prince, c'était l'automne en mai.

Déjà, depuis plusieurs jours, on avait vu se décomposer le peu de Cour qui restait autour de lui. L'insolence qui avait été pendant dix ans le masque ordinaire des courtisans et des ministres, s'était figée sur leur visage. Il régnait sur l'Elysée un air de veillée funèbre, les cor-

Triste et terrible fin du règne

ridors, les antichambres, les arrière-cabinets offraient le spectacle confus de la désolation. On entendait les mugissements contenus des chevaux-légers, on apercevait partout des petites compagnies de silencieux qui méditaient profondément aux suites de l'événement, les yeux fichés à terre, tirant des soupirs de leurs talons. Mais le plus plaisant à observer, c'était les manèges de ceux qui prenaient leurs mesures pour se hâter furtivement de courir trahir.

Recluse dans ses réduits, Madame de Maintenant, que dis-je ? Madame de Nuguère, exhalait du matin au soir ses regrets sur le ton éploré de la litanie : — Ah ! si Charles m'avait écouté quand je le suppliai en 1965

de se retirer à Colombey dans le sein de sa gloire et de n'aspirer point à un second septennat.

Mais Charles n'avait écouté que « ses voix »...



Que de jours passèrent, au long de ces semaines énglan-tes, avant que le Roi sentit, par

degrés, que les temps de son omnipotence étaient révolus. Quoique le coup de tonnerre de la révolte de ses sujets l'eût tiré du songe dont il se berçait depuis dix ans, ses yeux ne se dessillèrent point d'emblée. Il voulait se persuader que cette Fronde était tournée, non contre lui et contre son despotisme, mais contre la sottise et les bêtises de ses ministres. Il pensa l'apaiser par ses chimères référendaires. Il redoubla de bons mots, de saillies dérisoires, clama que jusque dans sa rébellion « la France était exemplaire ».

Le pauvre homme ! Déjà, c'était plus qu'un roi de plâtre régnant sur un postiche d'Etat, de qui l'autorité ne s'étendait pas au-delà des murs

de l'Elysée. Mais il ne le savait pas encore et longues journées s'écoulèrent avant que ses ministres et les personnages de sa manche osassent enfin de lui dire.

C'est en vain qu'on avait vu le premier ministre se saisir du timon verrouillé de l'Etat et tenter à la désespérée de sauver la couronne. Las ! il n'était plus question que le Roi échappât du naufrage.

Le rideau tombait, la scène changeait.

Et voici qu'à l'heure du dénouement, revenait à la mémoire la sentence fameuse de Balzac dans « Sur Catherine de Médicis » :

« A l'exception de Charlemagne, tous les rois de France du nom de Charles ont fini misérablement ».

Le dernier Charles, à son rang, avait accompli la parole.

André Ribaud

du « Canard Enchaîné »

SUR LE FRANC DES GRÈVES

MA Cour des Comptes, mon Conseil d'Etat, tous mes grands corps d'Etat, pourtant truffés, depuis dix ans, d'énarques bien pensants, sont en pleine désagrégation. Ces jeunes gens et ces vieilles barbes considèrent positivement que de Gaulle est déjà retiré à Colombey. Petits impatients !

GENEROSITE

Le dernier quarteron de ministres fidèles a convoqué le dernier quarteron de fonctionnaires fidèles ou présumés tels. Consigne générale : faire savoir à toutes les communes, aux sociétés de pêche, aux amicales de joueurs de boules, etc., que le moindre de leurs désirs, exprimé en vain depuis dix ans, doit être considéré désormais comme satisfait.

Et qu'on est prêt, s'il le faut, à signer tout ce qu'on voudra. C'est le gouvernement suivant qui paiera.

CONTRACTES

La police parisienne - la pauvre ! - n'a plus d'essence ; elle

et qu'ils vont chercher à le mettre de côté.

Qui dit mieux ?

UN SAUVEUR, S.V.P. !

Au sein du grand patronat, ça gamberge dur. Pour le moment,



Huvelin se dévoue, se montre, parle, signe. Et laisse les gens sérieux, Ambroise Roux par exemple, mijoter dans une ombre propice. Pour la relève.

Ces messieurs sont prêts à admettre que la porcelaine gouvernementale est tellement ébréchée qu'une opération de recollage paraît surhumaine, et que, avec ou sans oui massif, ma Cinquième est

cuite. Comme disait Mayolle lundi : « Si même Frachon ne peut plus parler chez Renault, où va-t-on ? »

Eux aussi lorgnent, du côté de Mendès...

ILS RIENT JAUNE

Pas vernis, les Japonais. Ils venaient juste de choisir le franc français pour financer leur commerce avec la Chine. Or, le franc n'est plus coté sur les places monétaires internationales. Ou bien il est en baisse épouvantable. C'est dire que les malheureux qui venaient de faire de grosses réserves de francs, prennent une méchante piquette ; et se font un devoir de liquider à toute allure leurs francs pourris. C'est bien triste.

EMIGRATION

Les francs quittent d'ailleurs la France. Et même pas sous les banquettes de voitures : ce sont, primo des francs déposés naguère par des étrangers, donc convertibles, qui regagnent le havre suisse au

rythme, pour l'instant, de 50 millions de dollars par semaine ; mais aussi des francs bien français, en billets Voltaire, que les financiers amateurs ne parviennent à échanger en Allemagne et en Italie qu'à 80 % de leur valeur.

Dimanche dernier, en Belgique et au Luxembourg, certains pompiers n'acceptaient même plus de monnaie française. Belle mentalité !

VOYAGE REMIS

L'Association professionnelle des Banques devait envoyer ces jours derniers un peloton d'adhérents en

Australie, aux fins d'investir là-bas la bonne épargne française. Toute réflexion faite, les banquiers resteront à Paris. On est casanier !

ERRATUM

Légère confusion, vendredi dernier, lors de la marche sur la Bourse. Les penseurs du 22 mars avaient imaginé une marche sur la Bourse du Travail, histoire de rendre « la Bourse aux travailleurs ». Mais les troupes n'ont rien compris.

Jean Manan

du « Canard Enchaîné »

« La France est toujours exemplaire » (de Gaulle)



L'exemplaire en question (évidemment)

Ah ! que la République était belle sous de Gaulle !

(suite de la page 7)

Aujourd'hui, par la grèche ouverte, tentent de s'engouffrer le bon et le pire. Les demi-soldes de la Quatrième, les francs tireurs de la Sixième, et surtout le gros de la troupe, celui sans qui les révolutions ne sont que des essais non transformés et les barricades de pitoyables images d'Epinal. Aujourd'hui, ce n'est plus : « Voilà comment on meurt pour 25 francs »... Mais « Voilà comme on se bat pour ton S.M.I.G., camarade ! »

Les révolutions, tout comme les putsches, c'est connu, ont leurs cocus. Mais il y a la manière. D'aucuns ont voulu trop vite et trop brutalement évincer les étudiants, ces incontrôlés, ces incontrôlables, enfin, quoi, ces gènes ces emmerdeurs ; trop vite les balancer par-dessus bord. Entreprise difficile ! On assiste à des navet-

tes affolées : de Varsovie en Prague et de Prague en Varsovie. Chers amis, reprenez-vous, que diable ! Nous sommes tout de même à Paris...

A Paris, vous savez ?

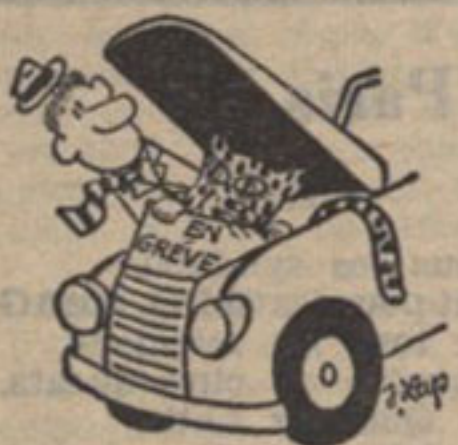
Au lendemain du 14 Juillet, un chroniqueur stupide écrivit, paraît-il, que « la prise de la Bastille, ce n'est pas ça qui ferait disparaître les prisons ».

C'est comme si aujourd'hui quelqu'un disait « que l'incendie de la Bourse, ce n'est pas ça qui abolira le capitalisme ».

On lui rirait au nez. Et l'on aurait raison...

Que la République était belle sous de Gaulle.

Et la France donc, au soleil (d'ailleurs rare) de Mai... ssidor. R. Tr.



est obligée d'aller se ravitailler à Chartres, aux dépôts de l'Armée.

A propos de police, il n'y a plus de contractuels dans les rues de Paris. On les a priés de se faire oublier. Au moins jusqu'au référendum.

LES NANTIS

Dans la matinée de mardi 29 mai l'honorable direction du Conseil National du Crédit a suggéré aux banquiers de « trouver des méthodes ingénieuses d'épargne » (sic) pour épargner une bonne partie des quelque 30 milliards anciens que les salariés vont palper dans les prochains douze mois du fait des augmentations de salaires.

Ces messieurs les hauts fonctionnaires du Conseil National du Crédit croient en effet que les salariés n'ont que faire de cet argent

QUAND ON NANTERRE LA Ve

Pas de référendum. Et pourtant on avait déjà enregistré le premier « non ».

Celui du Conseil d'Etat.

Si vous manquez d'essence...
...prenez vos pompes

Cohn-Bendit, un anarchiste bon teint



Ce n'est pas ce que vous croyez, il s'agit du Parti de la Crainte.

Rebondissement de la grève des douaniers : M. Chaban-Delmas, qui avait déclaré qu'il allait faire une déclaration, déclare qu'il n'a rien à déclarer.

Cohn-Bendit a passé...
...son Forbach

Autre dernière nouvelle :
Pour suppléer à la grève-surprise (combien surprenante en effet) des transmissions au ministère de l'Intérieur, M. Christian Fouchet aurait décidé de faire appel à Cohn-Bendit.

Dernière minute : Pompidou veut former un gouvernement provisoire.

Jerôme Canard
du « Canard Enchaîné »

Il n'est bon Becket que de Paris



Le Théâtre, lui-aussi, est descendu dans la rue. Les fameuses poubelles de la pièce de Samuel Becket, « FIN DE PARTIE », dans lesquelles deux vieillards épiloguent sur la fin du monde — tout au moins, d'un monde, — sont depuis huit jours sur tous les trottoirs. Voici le dernier acte de l'adaptation française de la pièce. C'est une « reprise » du théâtre du Vieux-Colombey.

Salariés, attention ! Serez-vous payés en gourdes ?

L'AUTRE semaine, France-Soir présentait la photo d'une nouvelle pièce de monnaie haïtienne, frappée le jour - symbolique - du 13 Mai (1968). C'est une pièce très remarquable :

Côté face, on voit, au lieu de la Semeuse, une sorte de B.B. à l'opulent balconnet qui brandit un redoutable coupe-choux. Côté pile, un cocotier entouré de drapeaux et surmonté des mots fameux : Liberté, Egalité, Fraternité. Au-dessous du cocotier la valeur de la pièce : 1.000 gourdes.

France-Soir affirmait que cette pièce aurait un tirage très limité.

Erreur, cher confrère ! Car notre ministre des Finances, le cher Debré, a eu le

coup de foudre pour la gourde. Il entend qu'elle remplace désormais le franc comme unité monétaire. Ce dégoûté-là trouve que la gourde est beaucoup plus symbolique pour les Français.

Le fait est que bon nombre de nos expressions s'en trouveraient heureusement renouvelées : « L'épi sauvera la gourde », « gourde comme l'or », etc... D'ailleurs, il suffit d'un tout petit changement pour convertir la gourde haïtienne en gourde française : on remplacera la B.B. du côté face par une effigie du général de Gaulle, le côté pile conservant la vieille formule républicaine, — et le cocotier.

Voilà la réforme monétaire qui s'imposait !

Le moment est venu, en ef-

fet, où les Français sont appelés, une fois de plus, par la grâce du référendum, à jouer à oui ou non, c'est à dire à pile ou face.

Et vous voyez l'avantage de la gourde dans ce jeu-là : Face, le général. Pile, la devise républicaine.

Les uns souhaiteront sauver la face, les autres, flanquer la pile. Pour le cas où ça tomberait pile, on pourra, éventuellement, secouer le symbolique cocotier.

Françaises, Français, préparez-vous à jeter vos gourdes en l'air.

Le tout est de ne pas s'engourdir ! Ouvrez vos esgourdes.

Gabriel Macé

du « Canard Enchaîné »

A la Télé Un joli programme - démissions

A la télé, c'est tous les jours la nuit du 4 Août : on s'embrasse, on s'unit, du passé on fait table rase.

Et c'est très bien ainsi. Mais cela donne lieu, tout de même, à des scènes qui méritent de passer à l'histoire.

Notamment lorsque M. de La Grange prit la parole pour dénoncer avec force le manque d'objectivité des Actualités Télévisées.

On vit alors le vieux Claude Darget monter sur l'estrade. On

s'attendait à un éclat. Il resta calme et silencieux. Mais pendant que l'orateur continuait de donner des leçons de civisme à ses petits camarades, on vit Darget enlever sa veste, la retourner ostensiblement et l'enfiler à l'envers.

Evidemment, ce n'est ni positif, ni constructif, mais cela valait la peine d'être vu.

Mais le spectacle le plus inoubliable a été donné lors de la réunion des producteurs. La poursuite de la grève fut votée à main levée. Un seul contre : M. Jean-Pierre Rosnay, du club des Poètes (et qui décerna un prix de poésie présidé par M. Missoffe). Une seule abstention : Albert Raisner, l'harmoniciste vé-

On allait donc lever la séance lorsque Jean-Paul Carrère (qui est loin pourtant d'être un enragé) demanda la parole pour une simple observation :

— Il m'a bien semblé que notre camarade Jacques Locquin votait la grève. Cela me paraît si surprenant que je lui demande de confirmer son vote.

— Je le confirme, dit Jacques...

Et, croyez-moi, cela a causé comme un choc. Car l'honorable Jacques Locquin (producteur de « Micros et caméras », exerce, à ses moments perdus, les fonctions de barbouze notaire, ancien chef d'antenne en Chine, actuellement en mission permanente auprès de l'O.R.T.F.

Yvan Audouard

du « Canard Enchaîné »

Messages personnels

En raison des difficultés de communications le Canard, comme plusieurs de ses confrères, se fait un devoir de diffuser dans ce numéro, des messages personnels, qui allongeront sensiblement la rubrique « Petite Correspondance ». M. Guena ne nous en voudra pas...

x x

MGR MARTY fait savoir aux étudiants atteints par des grenades lacrymogènes, et qui sont soignés à la Sorbonne, qu'il va leur faire parvenir cent bouteilles de lacryma christi de sa cave personnelle. Le Mutin de la Messe Noire entend, par ce geste, être le premier à mettre en pratique les généreux principes énoncés dans son fameux appel du 25 Mai.

x x

M.C. FOUCHET mis en demeure de quitter le Musée de l'Homme, cherche petit intérieur au Musée Grévin.

FEU LA BOURSE !

Par suite de l'apparition soudaine de quelques actions incontrôlées, la Bourse de Paris a enregistré une flambée des cours mais la tendance a, en définitive, heureusement fait long feu.

ISOLFEU : 00
CHARGEURS REUNIS : 22
FRANCE INVESTISSEMENT : moins 5
EX AZOTE : se tient à 4
RADIO-TELEPHONE :
SAINT-CHARLES LIMITED : hélas, 8 au prochain

POMPIDOU CONSOLIDÉ : oh ! ce cours !
FRANÇAISE DES PETROLES : incoté, voir à Oil-Triste.

Opticon

du « Canard Enchaîné »

Je vous salue, Paris !

I

Par St-Jacques, St-Michel,
Par l'UNEF, la SNE Sup,
L'ouvrier qui occupe
Son usine, à Javel,
Par les cars pleins de bourres
Massés au Luxembourg,
Par les pavés des rues
Et par les barricades,
Par les jets de grenades
Et les flics qui se ruent,
Je vous salue Paris !

II

Par la foule des On
En blouse ou en sarrau
Ecartant les Barrault
Place de l'Odéon
Par la grève à Auteuil
Gagnant dans un fauteuil,
Par la contestation -
Service « Immobil-Oh »
Par la marche à l'Etoile,
La manifestation,
Je vous salue Paris !

III

Par tous les syndicats
Luttant pour les SMIG, SMAG
Et par tous les micmacs
Pour quatre ou cinq ducats,
Par le Quartier Latin
Et ses tristes matins,
Par les hôtes-ruisseau,
Les damnés de la terre,
Par la faute à Nanterre
Et la faute à Rousseau,
Je vous salue Paris !

IV

Par le monde futur
Qu'il faut construire en hâte,
Par tous les fluctat
Et les nec mergitur,
Par la réforme-oui
Naissant de la chienlit,
Par tous les interdits,
Par Lyon, Bordeaux, Nantes,
La France bourdonnante,
L'Hexagone-Bendit,
Je vous salue Paris !

Roland Bacri

du « Canard Enchaîné »

Alors les hommes des anciens jours réapparurent...

La révolte étudiante a eu des aspects tragiques mais l'espoir veut qu'on s'attende à un dénouement heureux. De l'Université est née une crise qui a pris l'envergure d'un drame national. Aujourd'hui c'est le chaos : le gouvernement ne tient plus les rênes du pays et le Parlement a prouvé sa vacance de fait. Pourtant, à tous les niveaux, les Français prennent leurs responsabilités et veulent reconstruire un Pouvoir démocratique et social. Pour une fois les faits ont précédé les idées et cette révolution aura été imprévue ; derrière le mythe de la stabilité gaullienne toutes les structures ont craqué. De la profession à la civilisation tout est contesté, critiqué et seules les irrémédiables Cassandre se plaignent de ce que les projets de refonte ne sont pas assez clairement explicités. C'est sur le tas que se fait cette révolution, à l'usage et sans préjugés.

Les étudiants ne se sont pas battus seulement pour une nouvelle Université. Ils veulent une nouvelle société dans laquelle ils auront la place qu'ils méritent et les responsabilités qu'ils peuvent assumer. Dès le début leur lutte a été politique, économique, sociale et culturelle, ils ne se sont pas contentés de conquérir de nouveaux privilèges. Les barricades qu'ils ont dressées au cœur de Paris et dans plusieurs villes de province auront eu une lourde responsabilité dans la fin du gaullisme et c'est pourquoi l'UNEF et les étudiants qui avec elle se sont révoltés veulent poursuivre la lutte jusqu'à ce qu'un nouveau régime leur permette de mieux s'épanouir. Moins que jamais les revendications des étudiants peuvent se limiter au cadre de l'Université ; plus que jamais leur syndicalisme doit dépasser le corporatisme. (Bien sûr, la majorité des étudiants est indifférente ou attentive ! bien sûr, des étudiants militent en grand nombre dans des organisations d'autres bords mais il se trouve que ce sont les étudiants de gauche qui ont conquis le pouvoir dans l'Université et qui ont ébranlé le Régime).

La lutte de l'UNEF et des « groupuscules » est

au fond révolutionnaire même si certains n'ont pas approuvé leur stratégie. La forme violente de leur combat dans la rue, la démonstration de leur puissance au stade Charléty, leur volonté de s'unir à la lutte ouvrière et les propositions qui apparaissent dans leur programme implicite en témoignent.

Un grand mouvement révolutionnaire se dessine qui provoquera peut-être le rajeunissement des structures politiques et syndicales et qui n'attend plus que d'être plus précisément organisé.

Les « enrégés » qui furent une poignée à Nanterre se sont multipliés par dizaines de milliers parmi les étudiants mais aussi parmi tous les travailleurs - et pas seulement chez les jeunes. Après de l'UNEF se sont rangés des militants de tout ordre, des syndicalistes, des hommes politiques, des intellectuels, des ouvriers, des paysans... Le meeting de Charléty a peut-être définitivement sorti les étudiants du ghetto universitaire ; il en a fait des citoyens à part entière, intégrés dans la société au même degré que les autres travailleurs.

Le PC et la CGT, qui n'ont pas été tendres avec des étudiants qui ne semblaient pas les respecter assez et qui sont loin de pardonner à Daniel Cohn-Bendit ses propos anarchistes, ont finalement pris conscience de cet état de choses. Les rapports qui furent un moment tendus sont loin d'être très cordiaux mais les uns ont compris qu'ils avaient besoin des autres et que leur combat était essentiellement le même. Les communistes et les cégétistes, prudents et embarrassés par des idées trop préconçues, ont été quelque peu dépassés par la révolution. Ils ont manqué d'audace en laissant les étudiants se faire matraquer par les « forces de l'ordre » mais le jeu auquel ils se livrent maintenant n'est pas exactement une « récupération » : c'est une alliance avec une force neuve.

La CGT tient de sa forme syndicale une certaine souplesse qui l'oblige à en référer toujours à la « base » sans se retrancher derrière l'évangile du Parti. Or cette base a montré sa fermeté dans la

grève générale et sa volonté de porter la lutte du plan social au plan politique. Nombreux ont été les ouvriers qui se laisseront tenter par la dureté révolutionnaire des étudiants et qui acceptèrent de se mêler à eux. Aussi la CGT est revenue sur sa condamnation du mouvement étudiant et a-t-elle accepté de rencontrer l'UNEF :

« Elle considère qu'une collaboration féconde peut et doit s'établir entre la CGT et l'UNEF sur la base de la définition d'objectifs communs, de la responsabilité des organisations dans la conduite d'un mouvement de masse de caractère organisé, ainsi que du respect mutuel de l'indépendance respective des organisations et du respect des engagements pris en commun ».

L'UNEF veut aller beaucoup plus loin et organise une grande manifestation inter-syndicale sur deux objectifs : « Le renversement du régime et l'octroi du pouvoir aux travailleurs ».

Mais le sens politique de son action n'aveugle pas l'UNEF qui sait jusqu'où elle peut aller trop loin et qui reviendra dès que les temps seront plus calmes à des tâches plus syndicales. Le « Mouvement du 22 mars » s'est déjà retranché sur ses positions de Nanterre car il doit craindre que la pureté de sa révolte ne soit détournée au contact des tactiques politiques ; son but était surtout de contester et de provoquer (ce qu'il a fait à merveille) mais c'est à d'autres de reconstruire. Et certains qui furent sur les barricades, malgré le retour rocambolesque de Cohn-Bendit pensent déjà amèrement à cette phrase de T.E. Lawrence :

«... Pourtant quand nous fûmes au terme et que vint l'aube du monde nouveau, les hommes des anciens jours reparurent et nous déroberent notre victoire, et ils la réformèrent à la ressemblance du monde antérieur qu'ils connaissaient.

... En balbutiant, nous disions que nous avions travaillé pour un ciel neuf et pour une terre nouvelle... »

Gilles PLAZY

Baccalauréat : Pompidou «consulte»

M. Pompidou, ministre de l'Education Nationale par intérim, a fait savoir que « la session du baccalauréat qui devait s'ouvrir les 6 et 7 juin dans la zone A et les 13 et 14 juin dans la zone B est reportée dans les deux zones après le 20 juin. La date et les modalités de l'examen font actuellement l'objet de consultations auprès des diverses parties intéressées et seront communiquées prochainement ». En ce qui concerne le déroulement des épreuves, il se pourrait que la formule retenue par le gouvernement soit proche de celle proposée par la F.E.N. et le S.N.E.S. : Passage sur dossier scolaire, possibilité d'appel pour les ajournés, sous forme d'examen oral. Pour les refusés, une session se déroulerait sous une forme voisine de celle du baccalauréat traditionnel.

Loin de nous l'idée de faire un procès d'intention à M. Pompidou, mais nous aimerions bien savoir quelles sont les parties intéressées auxquelles il fait allusion, ce ne sont sûrement pas les lycéens, ni leurs comités d'action,

pas plus que les grands syndicats d'enseignants du secondaire qui ne le considèrent pas comme un interlocuteur valable. Alors, qui ? quelques professeurs, quelque comité « des Sages », quelques parents d'élèves ? Les replâtrages opérés par ce « groupuscule » sauront-ils obtenir l'adhésion de la grande masse ? En face, enseignants, comités d'action, syndicats, continuent d'élaborer projets et contre-projets. C'est l'Ecole Napoléonienne qui est entièrement remise en cause. Et cela, M. Pompidou ne l'a pas compris, du moins en apparence. Là où il ne voit que « monomes », il y a une volonté délibérée de changement. Le seul moyen de sauver le baccalauréat, pour cette année, c'est que M. Pompidou accepte de s'effacer, et qu'il laisse aux responsables de l'Enseignement Secondaire le soin d'établir les modalités d'attribution du diplôme de fin d'études de classe terminale. C'est à ce prix, seulement, que l'on pourra dépolitiser le problème.

M.E.

La Révolution dans l'Enseignement Secondaire

Enfin l'Université se libère ! Elle est devenue en quelques semaines un vaste laboratoire de recherches culturelles et pédagogiques. L'esprit nouveau surgit partout : au début dans les facultés et maintenant dans le monde des lycéens et parfois dans le primaire. Dans les lycées, sous la pression des jeunes du second cycle, une révolution s'opère dans les mentalités et les pratiques.

Le mouvement des lycéens du second cycle s'est exprimé par la formation de comités d'élèves ou CAL. Dans certains endroits, les comités ont eu le temps de se soumettre à une élection générale. Il en est sorti deux représentants par classe. On a observé que dans les circonstances actuelles, cette représentativité a été une force. Certains ont obtenu : local, téléphone, droit de contacts avec l'extérieur et en particulier avec d'autres lycées, droit de publier leurs travaux, d'affichage.

Une prise de conscience

L'émergence d'un mouvement des lycéens, mais aussi une prise de conscience des enseignants imposent une transformation radicale des structures des lycées : sur le plan administratif, culturel (enseignement) et socio-éducatif.

Le principe des structures nouvelles sera celui d'une cogestion, c'est-à-dire de la reconnaissance d'un pouvoir des lycéens sur toutes les décisions les concernant, et d'un pouvoir des enseignants et des élèves dans l'établissement.

Outre les droits donnés aux comités, le pouvoir des lycéens suppose qu'on fasse place aux élèves dans toutes les instances où se débattent leurs problèmes : conseils de classes, conseil d'orientation, discipline.

La reconnaissance d'un pouvoir des lycéens et des enseignants n'est possible que par la mise en place d'un nouveau statut des lycées. Cela signifie que ceux-ci devront jouir d'une autonomie à définir.

Il faut définir le lycée comme une maison ouverte. La division actuelle entre établissements scolaires et maisons de jeunes ne se défend que dans la conception d'une école lieu d'ennui, et coupée de la vie. On doit définir une insertion du lycée dans le quar-

tier. Il est inadmissible que les locaux ne puissent pas servir le soir et dans la mesure des possibilités à des activités culturelles ouvertes aux jeunes du quartier et même à toute la population.

Le rôle des enseignants

« Un enseignant a besoin, pour que son enseignement prenne toute sa signification, de comprendre comment il s'insère dans un ensemble. Pour cela, il faut encourager la constitution de comités interdisciplinaires de recherches, composés d'au moins un enseignant par discipline ».

« Tout cela implique un changement des mentalités du corps enseignant. Mais ce n'est possible que par un changement radical des méthodes de formation des maîtres. Il faut revoir toutes les structures pédagogiques ».

Tout ce qui précède ne doit pas aboutir évidemment à un alourdissement du temps de travail des enseignants. Il s'agit essentiellement d'un changement de structure de cet horaire.

Nous l'avons dit en souhaitant la formation de comités interdisciplinaires, l'enseignement secondaire a besoin d'une nouvelle définition de la culture scolaire, compte tenu de la culture vivante d'aujourd'hui, compte tenu de la civilisation contemporaine.

Le gonflement des effectifs par classe est un obstacle majeur à toute transformation des méthodes d'enseignement. Mais ce préalable posé, il reste qu'un effort de création et d'expérimentation de méthodes nouvelles est possible.

Cette transformation va d'abord dans le sens d'un développement à côté des relations maître-élèves, de relations horizontales entre élèves dans un travail d'équipe.

1) Ce texte est composé d'extraits d'un document de travail établi par « Enseignement 70 » à la suite d'une réunion d'une centaine d'enseignants du 1er et du 2e degrés.

Une seconde réunion se tiendra le samedi 1er juin à 19 heures 20 Rue Geoffroy Saint Hilaire Paris 5e, sur les suites à donner à cette initiative ; on peut déposer le courrier au siège d'Enseignement 70, 94 Rue N-D. des Champs Paris 6e.

Les illusions retrouvées

Mes protestations ont été en partie entendues... Nous avions des doutes sur la date de la Fête des Pères, mais nous pourrions le 16 juin célébrer la Fête des Pères en toute tranquillité... Cette heureuse nouvelle, nous la devons au Comité National de la Fête des Pères, que préside M. Maurice Genevoix, et au nom duquel M. Roland Pozzo di Borgo a déclaré que « cette manifestation familiale doit être maintenue, surtout en des périodes difficiles où la famille demeure une institution de base nécessaire ». Il a même ajouté que « la Fête des Pères est avant tout une manifestation familiale et affective dont la date ne saurait être modifiée, notamment pour des considérations commerciales ».

Une chose cependant me contrarie encore : le climat familial, en ce jour de la Fête des Pères, risquera d'être troublé par des conversations politiques inopportunes...

Le référendum ne pourrait-il pas être reporté à une date ultérieure ?

Brigitte ANCELY

LA PROPOSITION DU SNES

Le SNES considère que les intérêts des élèves doivent être sauvegardés, que le travail d'une année scolaire doit être valablement sanctionné, que le Baccalauréat doit conserver toute sa valeur et donner droit en particulier à l'entrée dans l'enseignement supérieur, que tout doit être fait pour empêcher qu'un boycott du Baccalauréat ait pour conséquence la mise en place de barrages à l'entrée dans l'enseignement supérieur.

Dans cet esprit, la Section académique de Paris du SNES soumet à la discussion des intéressés les propositions suivantes pour le déroulement des épreuves du Baccalauréat session 1968 :

● 1ère étape. — Réunion du Conseil de classe.

— 1er temps : en présence des délégués élus des élèves et des représentants des associations de parents d'élèves, et tenant compte de leurs observations, le Conseil de classe arrête les critères collectifs de jugement, en fonction des conditions de la scolarité dont mention sera faite sur le livret scolaire.

— 2ème temps : examen des cas individuels par les professeurs en fonction de l'option choisie par le candidat.

Le Conseil donne un avis d'orientation et formule un avis selon un éventail de mentions positives et négatives sur l'aptitude du candidat à l'admission au

Baccalauréat.

— 3ème temps : le candidat prend connaissance, dans l'établissement scolaire de ces avis et porte ses remarques sur un document joint au livret scolaire. Mention est faite du nombre de candidats proposés à l'admission et du nombre de chacune des mentions décernées pour l'ensemble de la classe.

● 2ème étape. — Ces dossiers sont transmis au jury qui décide soit d'admettre immédiatement et définitivement le candidat, soit d'un examen d'appel.

● 3ème étape. — Cet examen d'appel est un oral. Le jury au début des épreuves, informe les candidats de la nature de cet examen et de la procédure suivie par le jury, ainsi que de la forme adaptée retenue pour les matières principales de la série qui auraient dû faire l'objet d'une épreuve écrite. Pour chacune des séries, les coefficients restent ce qui était prévu pour l'ensemble des épreuves. Le jury prend ses décisions après consultation du livret scolaire.

● 4ème étape. — Session de septembre de rappel pour tous ajournés. Cette session pourra comporter un écrit et un oral.

Ces mesures sont exceptionnelles et ne sauront sur tous les points engager l'avenir. Pour les enseignements techniques, des modalités analogues sont à prévoir (BT, BTS, BEI, BSEC).

Les futurs dentistes élaborent la charte de leur profession

Hors l'année obligatoire de S.P.C.N., les Ecoles dentaires sont totalement isolées au sein de l'Université. Malgré leur rôle incontestable dans le domaine de la santé, aucun pont ne les relie aux Facultés de médecine.

Les étudiants n'y reçoivent aucun enseignement de sciences fondamentales, leurs professeurs n'ont pas un grade universitaire équivalent à celui des autres facultés. Ils sont exagérément limités dans leurs prescriptions médicales et leurs moyens d'investigation et de diagnostic.

Face aux progrès incessants de la chirurgie dentaire, l'organisation actuelle de cette discipline est dépassée. Elle appelle incontestablement une réforme. Les chirurgiens dentistes ne veulent plus être des sous-médecins.

A.R.

Répondant à un désir général de voir réformer l'organisation actuelle, dans le double sens, du relèvement du niveau des études et de la défense des intérêts de la profession, les étudiants en chirurgie dentaire de Paris se sont donnés les moyens d'y aboutir.

Entrevoyant la réforme sous un double aspect : création d'une faculté de chirurgie et réorganisation de leur enseignement, ils ont formé des commissions limitant leur travail :

- à la création de nouveaux « Statuts » ;
- à une refonte de « l'enseignement ».

L'enveloppe de cet enseignement sous-entendant :

- de nouveaux aspects des examens ;
- la mise en place d'un doctorat d'exercice ;
- l'obtention des 3ème et 4ème cycles d'études universitaires.

Il est apparu à la commission des statuts de solliciter auprès des pouvoirs publics les points suivants définis dans la Charte provisoire.

Charte provisoire

Le régime d'études et d'examen conduisant au diplôme de chirurgien dentiste se trouve dépassé par le progrès de la Chirurgie Dentaire et les modifications du contexte européen. Ainsi les décrets du 11 janvier 1909 et ceux du 24 mai 1949, ainsi qu'une grande partie de la réforme de 1965 se trouvent inadéquats.

A) Le nouveau régime d'études se distingue du précédent par :

- 1 — La création d'une structure particulière d'enseignement pouvant s'intituler Faculté de Chirurgie dentaire ou Département de Chirurgie dentaire au sein d'une Faculté des Sciences médicales ou d'un Bloc Santé.

- 2 — La création de Centres de consultation et de traitement en chirurgie dentaire (CCTCD).

- 3 — La facilité d'adaptation de ces structures et statuts à une future autonomie universitaire.

- 4 — L'introduction de la notion de co-gestion Etudiants-Enseignants, personnel administratif et technique, au sein de la même structure mise en place.

- 5 — La suppression de la notion ancienne d'année d'étude et son remplacement par celle de cycle d'étude.

- 6 — La création d'un corps d'Enseignants-Chercheurs à plein temps, encadrant un corps professoral à temps partiel.

- 7 — La création d'une recherche dentaire dans un cadre permettant d'atteindre un niveau international et répondant aux besoins nationaux.

- 8 — L'obtention des grades universitaires sanctionnant la fin de ces études et donnant droit d'exercer et permettant de suivre le cycle universitaire normal menant à l'enseignement et à la recherche jusqu'au grade de professeur de Faculté inclus (indice 760 à 1311).

B) L'exercice professionnel se caractérise par :

- 1 — Le fait qu'il est réservé à ceux

qui posséderont le grade universitaire de Fin d'études et qui ne peut être acquis que dans la structure mise en place.

2 — Notamment, l'ensemble des spécialités mises en place : Parodontologie ; Endodontologie ; Pédiodontie ; Orthopédie dento-faciale ; Prothèse conjointe et adjointe ; Chirurgie bucco-dentaire ; Radiologie ; Anesthésie et réanimation ; Thérapeutiques par agents physiques.

3 — Toute liberté de prescription dans les trois tableaux du Codex.

4 — Tous moyens d'investigation et de diagnostic.

5 — Ne saurait exister toute notion de limitation dans le domaine des Recherches.

6 — La capacité professionnelle est directement liée à la revalorisation des études et au progrès scientifique. Un comité d'adminis-

tration mixte et permanent a été créé.

Ces différents points sont le résultat de travaux approfondis sur des revendications justifiées :

- Il paraît inconcevable que le plus haut grade de nos enseignants (c'est-à-dire professeur 1er grade, 2ème classe) soit inférieur au grade minimum d'un professeur universitaire (soit l'indice 760).

- Il est hors de question d'exclure de leur enseignement les « fondamentaux » qui leur sont indispensables. Mais ils réclament aussi des enseignants, pour leurs matières spéciales : professeurs de leur faculté qui aient un grade universitaire équivalent à celui des autres facultés.

Ainsi donc, ils recherchent la possibilité d'un 3ème et 4ème cycles d'études universitaires, conduisant à un professorat dans un cadre hospitalo-universitaire.

Réforme des études médicales : les syndicats médicaux solidaires

La Confédération des Syndicats Médicaux Français considère comme conforme à la vocation de la civilisation moderne qu'une large part des fruits de l'expansion serve au développement, dans toutes les catégories sociales, de la Santé, de l'Éducation permanente, de la Culture.

La Médecine et au service de cette œuvre humaine et sociale ; elle est une des professions capables de faire vivre aujourd'hui, au bénéfice de tous, le libre dialogue d'homme à homme sans lequel il n'est pas d'épanouissement personnel.

Depuis plusieurs années, la Confédération des Syndicats Médicaux demande une réforme de l'enseignement universitaire et post-universitaire qui crée enfin et maintienne des rapports confraternellement constants entre Etudiants, Praticiens et Enseignants.

Elle a signalé qu'une sélection pratiquée dans un esprit malthusien aggravait la pénurie déjà si dramatique de médecins.

Aussi, elle se déclare solidaire

de l'ensemble des étudiants en médecine et comprend leurs aspirations.

Depuis plusieurs années, la Confédération demande un dialogue véritable entre Pouvoirs publics, Partenaires sociaux et Profession médicale pour que l'assurance maladie soit une œuvre authentique de solidarité nationale, pour que soient assurées à tous les médecins une dignité et une sécurité familiale indispensables à leur mission et pour qu'en toute circonstance soient respectés les principes fondamentaux qui garantissent l'indépendance de la médecine.

En cette période grave, la C.S.M.F. alerte tous les médecins et leur demande de rester en contact permanent avec leur syndicat.

L'action entreprise sera poursuivie pour obtenir enfin un dialogue constructif et une participation effective de la Profession médicale à l'élaboration d'une politique de santé.

Les étudiants en pharmacie ne veulent plus être des potards

Pour le grand public il n'existe qu'un seul visage du pharmacien, celui du pharmacien d'officine dispensateur du médicament et conseiller éclairé. Or, avant même le grand mouvement de réforme actuel c'est à tous les niveaux de l'élaboration du médicament que les pharmaciens travaillent, depuis sa conception initiale jusqu'à sa mise sous forme galénique utilisable en passant par la mise en évidence de son activité thérapeutique, sans oublier le contrôle méticuleux à tous les stades de la fabrication.

De plus il faut rappeler aussi que la vocation biologique du pharmacien s'exprime dans les faits depuis des années : - les pharmaciens qui ont créé les laboratoires hospitaliers de biologie, à une époque où cette discipline était inexistante n'ont cessé depuis de développer leur activité dans ce domaine bien qu'ils ne bénéficient d'aucun statut. Quant aux laboratoires d'analyses biologiques ils sont dans leur majorité dirigés par des pharmaciens.

Mais la rapidité de l'évolution des techniques et leur diversification extrême dans le monde moderne nécessitent une adaptation incessante.

C'est pourquoi les Assistants et les Chefs de Tra-

voux de la Faculté de Pharmacie de Paris se proposent de faire connaître ce qui a déjà été élaboré dans le cadre de la réforme de l'Université.

● Les assistants et chefs de travaux de la Faculté de Pharmacie de Paris ont adopté, en Assemblée Générale, le 17 mai, la motion des étudiants en Pharmacie.

Ils ont installé 7 groupes de travail articulés d'une part avec les commissions de travail des étudiants, d'autre part avec les commissions paritaires qui comprennent 3 étudiants et 3 enseignants, dont un de leurs représentants.

Ces Commissions paritaires participent à l'élaboration des propositions de réforme dont la ratification dépend du vote de l'Assemblée générale étudiante.

Le problème des examens de fin d'année est en voie de règlement, ce qui permet à l'ensemble de la Faculté de se consacrer pleinement à l'étude des problèmes de fond.

Trois commissions paritaires d'urgence ont traité de l'organisation de l'enseignement pharmaceutique pour l'année 1968-69 dans ses trois orientations principales : industrie, officine et biologie.

Pour l'orientation vers l'industrie, il est prévu un enseignement des techniques industrielles du fonctionnement d'une entreprise et de son administration. Il s'y ajoute un stage effectué dans l'industrie.

Pour l'orientation vers l'officine, il est prévu un enseignement d'éducation sanitaire et sociale et « d'analyse biologique clinique d'urgence », avec, en plus, un sta-

L'AGITATION ETUDIANTE EN EUROPE

Les étudiants allemands qui ont été, sous la bannière de Rudi le Rouge, à la pointe de la révolte de la jeunesse, continuent leur agitation, tournée actuellement surtout contre les lois d'urgence. L'occupation de locaux et la recherche de dialogues sont leurs armes principales comme c'est le cas pour les étudiants français qui sont désormais, pour leurs camarades des autres pays, l'exemple de la révolte. C'est ainsi que plusieurs centaines d'étudiants ont fait irruption dans le grand amphithéâtre de l'Université technique de Berlin-Ouest et ont saboté une conférence d'un archéologue britannique. Le professeur Kurt Weichselberger, recteur de l'Université en a jugé qu'il n'était plus en mesure d'exercer son autorité et a donné sa démission. D'autre part, à Berlin-Ouest, un millier d'étudiants environ ont attaqué le Théâtre Schiller où l'on jouait une pièce de Feydeau, « La puce à l'oreille ». Là aussi, il s'agissait de manifester contre les lois d'exception.

Les policiers, bien que prévenus des intentions des étudiants, n'ont pu empêcher ceux-ci de briser les portes vitrées du théâtre et de pénétrer dans le hall, mais tirant leurs revolvers et faisant usage de leurs matraques, ils ont pu refouler les assaillants. Aucun coup de feu n'a été tiré. Quelques manifestants ont été arrêtés. Enfin, les étudiants de Berlin-Ouest sont furieux de ce que les syndicats n'aient pas décrété la grève générale pour protester contre les pouvoirs spéciaux. Ils auraient même envisagé d'aller occuper le siège de la Fédération des syndicats et la police montait hier la garde pour empêcher que ne soit réalisé un tel projet.

A BRUXELLES

Le Conseil de l'Université libre a déclaré, dans un communiqué, qu'il ne pouvait tolérer plus longtemps l'occupation de celle-ci par les étudiants qui y sont installés depuis le 23 mai.

En même temps, le Conseil se déclare prêt à satisfaire à la revendication principale des étudiants en accordant à ceux-ci une plus large participation à l'administration de l'Université. Un nouveau Conseil de 32 membres sera formé d'ici trois semaines, dans lequel les représentants des étudiants, des anciens étudiants, des professeurs et des chercheurs seraient majoritaires dans une proportion de trois contre un.

Dans la nuit de mardi à mercredi, 200 jeunes peintres et sculpteurs ont occupé le palais des Beaux-Arts.

Les jeunes artistes ont accroché sur la face du palais une immense banderole portant l'inscription : « Assemblée générale ».

A LONDRES

De nombreux étudiants ont occupé au cours de la même nuit le bâtiment principal de l'école des Beaux-Arts de Hornsey, dans la banlieue Nord de Londres. La décision d'occuper le bâtiment a été prise par un comité d'action qui souhaite que les étudiants aient un contrôle total sur les fonds de leur syndicat, et participent davantage au fonctionnement de l'établissement. Le directeur de l'école a regagné l'établissement et couche dans son bureau, mais les étudiants n'ont manifesté aucun désir de le rencontrer.

Vers l'autonomie des arts et métiers

Le corps enseignant et les travailleurs-étudiants du Conservatoire National des Arts et Métiers soucieux d'accroître l'efficacité de cet établissement d'enseignement supérieur de caractère exceptionnel à vocation démocratique,

compte tenu des besoins et des préoccupations des élèves et de la nécessité de leur participation au fonctionnement et aux responsabilités de la gestion, se sont déclarés solidaires sur les points suivants :

- maintien d'un libre accès pré-sélection
- restitution et développement de l'autonomie du C.N.A.M.
- mise au point rapide de la réforme des études déjà entreprise
- réforme des structures en vue de permettre l'information et la participation effective de tous les intéressés
- mesures législatives facilitant le développement de la promotion des travailleurs-étudiants dans leur ensemble et affirmant le rôle de pilote du C.N.A.M. dans ce domaine, prise en considération, dans les conventions collectives, de tous les diplômés du C.N.A.M.
- réciprocité totale d'équivalence avec diplômes universitaires
- mise à la disposition du C.N.A.M. des moyens indispensables à l'accomplissement de ses missions permanentes d'enseignement, de recherche et de service public.

Beaux-Arts : la contestation s'amplifie

Les architectes et les étudiants qui ont investi l'ordre et ont exigé des Pouvoirs Publics sa dissolution, invitent tous ceux qui sont concernés par l'acte de bâtir à participer nombreux à la réunion d'information qui se tiendra Vendredi 31 Mai 1968 à 18 h à l'Institut Michelet (Ancien institut d'urbanisme 3, rue Michelet Paris 6e).

● L'Association nationale des assistants sociales et des assistants sociaux, se solidarise avec les étudiants du service social regroupés en comités d'action inter-Ecoles pour appuyer leur demande de report de la première session d'examen du diplôme d'Etat.

Le conseil de l'ordre

refuse de se dissoudre

Les Présidents et Secrétaires Généraux des Conseils Départementaux de la ville de Paris et du District de Paris, et les Conseillers Nationaux réunis sous la présidence du Professeur de Vernejoul Président du Conseil National de l'Ordre des Médecins, le 28 mai 1968, expriment avec force leur attachement à l'institution de l'Ordre des Médecins dont ils considèrent à l'unanimité qu'il est, dans l'intérêt des malades, le garant de l'indépendance du médecin ;

Ils se déclarent unanimement partisans des réformes fondamentales et depuis longtemps nécessaires des études médicales, et demandent à participer à l'élaboration et aux décisions concernant toutes mesures envisagées à propos de leur profession.

Seul projet révolutionnaire, le rapport DEROCLES soulève l'enthousiasme des Etats-Généraux du Cinéma bien qu'il n'arrive qu'en quatrième position après trois formules réformistes

par Henry CHAPIER

Réunis à Suresnes pour la seconde fois en Assemblée Générale, les 1.092 votants de Dimanche soir ont été les acteurs et les témoins d'un revirement étonnant : bien qu'ils aient donné leurs voix à trois formules de type réformiste (les rapports Malle, Lhomme, et Cournot), les participants aux travaux se sont brusquement aperçus - à la faveur des longues discussions critiques - que seul le projet 4, présenté par Thierry Derocles était réellement d'inspiration révolutionnaire.

Il n'est pas difficile de comprendre ce paradoxe : très brillamment soutenu, le projet 16 de Louis Malle était le fruit d'un fort noyau de cinéastes-auteurs, et d'hommes ayant - comme René Allio - l'expérience d'une action culturelle en milieu populaire. Ce projet avait recueilli 429 voix, et vient en tête des textes retenus pour mettre au point cette plateforme commune des Etats Généraux, qui s'engagent à la défendre face à tout interlocuteur futur, quel qu'il soit. Mais à la fin de la soirée de Mardi, on s'est rendu compte qu'il comportait des lacunes, et qu'il n'apportait pas de réponses assez satisfaisantes au niveau du financement. Les six unités de production (voir « Combat » du Mercredi 22 Mai) ne disposeraient au départ que de sommes modestes, le fonds d'aide de l'Etat ainsi que les autres dotations officielles ne dépassant guère le chiffre de 5 à 6 milliards d'anciens francs : il a fallu, pour arriver à ce montant tenir pour acquise la suppression du gaspillage entretenu par « Unifrance » et les organismes parasites du Quai d'Orsay et du Ministère de la Coopération, « fromages gaulistes » à bannir d'urgence.

Il est évident que dans ces conditions, le nouveau régime issu du projet 16 risque de cantonner la production au niveau du jeune cinéma, et des films destinés au même « ghetto » intellectuel réservé jusqu'ici aux salles dites d'Art et d'Essai. Bien que la formule soit un progrès par rapport aux dinosaures de l'administration qui siègent au C.N.C., il est juste que le groupe d'études inspiré par la contestation permanente propre au mouvement du 22 Mars rejette ce réformisme de bon aloi.

Mentalité legaliste

La discussion sur le projet 13, soutenue par les syndicats m'empêche de publier « inextenso » le texte proposé. Relevons cependant qu'il est curieusement le plus proche d'une certaine mentalité SFIO, dans le savant dosage qui est fait entre un secteur nationalisé, co-géré par l'Etat, et un secteur privé, qui reste libre, et qui sera détaxé. Voici comment les auteurs du projet 13 imaginent l'auto-gestion du secteur nationalisé :

« L'organe essentiel de ce secteur nationalisé est un Etablissement de Crédit Public autonome à vocation industrielle et commerciale, cogéré paritairement par des représentants de l'Etat et de la Profession.

● FONCTIONNEMENT FINANCIER :

— Dotation en capital inscrite dans le budget général de l'Etat.
— Recettes d'exploitation — avec un système accéléré de la remontée des recettes, dont la quote-part revenant aux organismes de production sera augmentée du fait de la suppression quasi totale des commissions de distribution (part distributeur).

● PRODUCTION :

— Cet établissement de Crédit Public comprendra des groupes de production eux-mêmes gérés et basés sur les principes de la libre circulation des personnel (cinéma, télévision) et sur le principe de directions élues et renouvelables.
— C'est au niveau de ces groupes de production que s'effectuera le choix des sujets, tant pour le secteur autogéré que dans le cadre des co-productions avec le secteur privé.
— Le financement sera assuré par l'Etablissement de Crédit Public. La notion de rentabilité se complètera d'une notion de recherche et de contestation permanente. Les groupes de production joueront un rôle pilote ».

Il était fatal que l'idée d'une co-gestion paritaire avec les représentants de l'Etat rappelle le fâcheux précédent de la Cinémaèque. On devait objecter au groupe d'études 13 que le pouvoir quel qu'il soit arrive toujours à détenir la majorité, et à contrôler ce genre d'organisme.

Là encore, Thierry Derocles, rapporteur du projet 4 s'insurge - à juste titre - contre la perspective illusoire d'une dotation de capital inscrite dans le budget général de l'Etat : le financement massif, seul capable d'assurer un changement radical de structures manque ici, comme dans la formule précédente.

A ce niveau, il y a beaucoup plus de souplesse et d'astuce dans le projet 19, passionnément défendu par Robert Enrico, et soutenu par un certain nombre de réalisateurs-producteurs.

Il faut de toute façon en retenir l'admirable préface de Michel Cournot, sa « déclaration des droits du cinéma », sa mystique révolutionnaire et son style enflammé. Mais la seconde partie du projet 19 est un tel amalgame de dispositions libérales, un tel tremplin pour les jeunes loups de la production, que nous patageons au cœur du compromis néo-capitaliste.

J'attendais d'en arriver à ce point du compte-rendu chronologique, pour dire que tout le dilemme des Etats Généraux se réduit à une seule question :

faut-il aboutir à une plate-forme commune inspirée par des considérations réalistes - donc réformistes - ou est-il préférable d'être à la pointe du combat en pariant sur un bouleversement radical ?

Il est évident qu'une société se transforme rarement par le haut, et que l'ensemble des trois premiers projets partent d'une hypothèse capitaliste.

Les groupes 16, 13, et 19 ont chacun - à leur manière - expliqué que la plateforme n'était pour l'instant qu'une première étape, ce fameux point de « non-retour » adopté par les Etats Généraux vis-à-vis du négociateur officiel. Les représentants syndicaux ont notamment soutenu que l'ordre bourgeois, ne s'abattant pas d'un trait de plume, on devait s'efforcer d'obtenir l'essentiel, avant que de s'engager sur la voie d'une utopie, fût-elle d'une plus évidente pureté révolutionnaire...

Après douze heures de discussions acharnées, j'avoue que si ma raison fut séduite par le sérieux du rapport Louis Malle, il n'en reste pas moins que seule l'intransigeance du projet Thierry Derocles est fidèle à la vocation révolutionnaire que se sont donnée les Etats Généraux du Cinéma, lorsqu'ils se sont réunis à l'Ecole de Vaugirard.

En effet, si l'on s'arrête assez longtemps pour réfléchir, qu'est-ce qui change réellement le système en profondeur dans les trois projets de base votés par l'Assemblée ?

Le financement aléatoire est le point faible dans les trois cas, ainsi que le fait de pactiser avec un secteur privé où forcément les conditions de production, lancement, et diffusion sont plus efficaces : ce qu'on réforme ne relève - en définitive - que du bon vouloir de l'Etat, et de sa propension au mécénat.

Le rôle d'un ferment

La force du projet Derocles, qui n'a pas de chance de l'emporter aux Etats Généraux, mais qui doit jouer - par la suite - un rôle de ferment, est d'avoir fait table rase de tous les systèmes, y compris de la paperasserie, inévitable à l'application des solutions présentées jusqu'ici. En voici la teneur : les Etats Généraux, qui siègeront peut-être simultanément avec les travaux de synthèse effectués en commissions, n'ont pas fini d'en débattre. J'y reviendrai.

Le rapport de Thierry Derocles débute par un préambule :

« Ce qui est juste et normal, c'est le droit pour chacun à participer avec les autres à l'épanouissement de tous. Les événements de mai 68, par leur ampleur et leur contenu, ont fait qu'il n'est plus possible d'accepter les aliénations passées. C'est en cela qu'ils ont une portée révolutionnaire. Participant à l'épanouissement culturel de tous, l'audio-visuel doit révolutionner sa façon d'exister. C'est ce

que propose le projet qui suit.

L'audio-visuel doit devenir un service public indépendant du pouvoir, dans le cadre d'un Office regroupant cinéma et télévision à l'échelle nationale et permettant :

- 1) l'accès gratuit à ses spectacles,
- 2) la décentralisation véritable de la culture,
- 3) la possibilité pour tous de devenir professionnel.

Cet Office serait divisé en deux services, l'un pour la télévision, l'autre pour le cinéma. S'il est nécessaire que ces deux services interfèrent, dans l'optique des Etats Généraux, nous n'avons toutefois pris en considération que les structures du cinéma.

Ce financement permet la multiplication des productions de films, donc celle des emplois, et pare au chômage.

Il est calculé annuellement un coût moyen des films. Tout budget inférieur ou égal à ce coût moyen sera discuté par une commission composée de travailleurs du cinéma et de spectateurs.

Le budget d'un film est préparé par toute l'équipe des travailleurs participants qui est responsable du film de son début à sa sortie.

L'Office achète les films étrangers et vend les films français à l'étranger. L'Office organise et administre la distribution des films et l'exploitation des salles dont les directeurs deviennent les animateurs, appointés par l'Office.

Dès leur premier film, les travailleurs de la production cinématographique reçoivent un salaire mensuel uniforme.

Pour chaque travail effectué, ils touchent un second salaire selon leur qualification. Un travail minimum est exigible.

Dans le cas d'un vente à l'étranger, le montant de la vente est réparti entre l'Office et l'équipe du film. La somme dévolue à l'équipe est répartie en parts égales aux travailleurs du film, en plus des deux salaires précédents.

Extension

Le cinéma doit aller chercher son public et ses travailleurs là où ils vivent.

Des centres régionaux de l'Office doivent donc permettre, non seulement la diffusion des spectacles, mais aussi la production de films et l'acquisition de la connaissance professionnelle dans toutes les régions de France.

Il faut attacher des studios à chacun de ces centres.

Il faut créer de nouvelles salles, mais aussi des unités de projection mobiles pour que les spectacles pénètrent à l'usine et dans les communes rurales où l'exploitation d'une salle serait sans fondements. La sortie en exclusivité est abolie ».

Les exigences du Comité Permanent du Cinéma

Le Comité Permanent du Cinéma (1) groupant les représentants des différentes branches de la profession, rappelle que le cinéma est un moyen d'expression de la culture, et qu'à ce titre il doit occuper dans tous les domaines la place prépondérante qui est la sienne.

Le Comité Permanent déclare que la politique du cinéma doit être définie par la profession.

En conséquence, il demande :

— Le remplacement de la réglementation actuelle par des conventions professionnelles,
— La libération de la censure.

L'égalité fiscale avec les autres moyens de diffusion d'information et de culture (livres, journaux, télévision),
— L'établissement des collaborations paritaires entre l'O.R.T.F. et le cinéma.

L'adoption de ces mesures est seule capable d'assurer l'avenir du cinéma français. Elle permettra de réaliser le plein emploi des travailleurs de l'ensemble cinématographique de rétablir la fréquentation des salles et de maintenir le rayonnement du cinéma français dans le monde de demain.

(1) Comité Permanent du Cinéma 92, Av. des Champs-Élysées.

● Comité de grève de la musique.

L'Assemblée générale des musiciens réticents aura lieu le jeudi 30 mai à 15 heures à l'Olympia - entrée 10, rue Caumartin.

Il est recommandé de se munir de pièces justificatives.

LES MUSICIENS...DANS LE MOUVEMENT

On sait que 95 % des instrumentistes sont en grève ; que les studios d'enregistrement ont fermé leur porte et que la vie musicale, elle aussi, se trouve frappée de paralysie.

Bien entendu, les quelques 30.000 musiciens professionnels français ont leurs problèmes, leurs revendications. Des éléments d'informations en notre possession, on peut en caractériser ainsi l'essentiel :

— Interdiction sur l'ensemble des émetteurs de radio-diffusion ayant leurs studios d'émissions sur le territoire français, de l'utilisation de musique et de chansons enregistrées, pendant toute la durée de la grève.

Les musiciens considèrent, en effet, que l'O.R.T.F. et les postes périphériques leur délient en les remplaçant par des disques, le droit de grève inscrit dans la Constitution, et portent atteinte à son efficacité.

— Interdiction de la musique métallique dans les cabarets et assimilés.

— Retraite à 60 ans basée sur les dix meilleures années et non les dix dernières dans la carrière de l'instrumentiste.

— Convention collective nationale opposable à tout employeur, quel qu'il soit.

— Réglementation de l'amateurisme.

— Révalorisation de la rémunération.

Il y a là certes, à mon sens, des revendications absolument justifiées, telles la première, la troisième, la quatrième, la dernière.

D'autres, du point de vue de l'usager, paraissent être telles que, difficilement admissibles. On peut concevoir en effet que celui-ci préfère danser sur des enregistrements de haute qualité signés d'orchestres remarquables, plutôt

que sur la musique distillée par un orchestre permanent de second ordre, en tout cas jamais aussi varié qu'un assortiment de disques. Quant à la question des amateurs, n'oublions pas que presque toutes les formations qui, ces dernières années, ont créé les « tubes » étaient au départ des groupes d'amateurs tels que les Beatles, les Rolling Stone en Angleterre, les Haricots Rouges et les Charlot en France, et c'est compréhensible. Un petit groupe de copains animé d'un même esprit et trouvant ensemble un style, demeurent préférables à un assemblage fortuit de musiciens interchangeables.

D'où la nécessité de réfléchir sur la question avant d'en trancher.

Jean HAMON

Devant le triomphe à l'Arlequin, exclusivité Rive Droite à La Royale

ARLEQUIN LA ROYALE
LIT 62.25 ANJ 82.66

CLAUDE MAURIAC (Le Figaro Littéraire)
Si vous voulez rire, ce qui s'appelle rire, allez voir :

l'extravagant Mr. RUGGLES
RUGGLES OF RED GAP
un film de LEO McCAREY
avec CHARLES LAUGHTON

Après "Gentleman Jim" et "To be or not to be" obtient les ferveurs et rires

du conseil des Parisiens de PARIS-MATCH
Une garantie d'un spectacle drôle et de grande qualité



MIKE BURTON : les stages en altitude seront utiles aux nageurs de fond

Quel effet une altitude de plus de 2.000 mètres, celle de Mexico, où se dérouleront les Jeux Olympiques de 1968, peut-elle avoir sur un nageur habitué aux épreuves disputées au niveau de la mer ?

Pour trouver une réponse à la question, Mike Burton, 20 ans, un des meilleurs nageurs des Etats-Unis, a voulu se soumettre à un stage de quatre semaines à l'Air Force Academy du Colorado, située à une altitude de 2.225 mètres.

A l'issue de sa première semaine de séjour, au cours de laquelle il a effectué quatre heures de nage par jour dans la piscine de l'académie, Mike Burton a fait un certain nombre de constatations qu'il a résumées comme suit :

« En premier lieu, je ne peux absolument pas nager aussi vite qu'au niveau de la mer. Les premiers jours, j'étais bien au-dessous de mes temps habituels. Mais depuis lors, je n'ai pas cessé d'améliorer mes performances. Les deux

premiers jours en altitude ne devaient préoccuper personne outre mesure. Par contre, le troisième jour, on se sent comme à l'écrasement sous un monceau de briques ».

« En deuxième lieu, a indiqué Burton, j'ai constaté qu'après une épreuve, il me faut beaucoup de temps pour récupérer ».

Après les épreuves de sélection, qui se disputeront à Long Beach, Californie, du 20 août au 2 septembre, les membres de l'équipe olympique américaine de natation feront un séjour d'un mois à l'Air Force Academy du Colorado avant de gagner le Mexique.

« L'entraînement en altitude, estime Burton, sera particulièrement utile aux nageurs de fond. Je pense que l'altitude devrait les gêner davantage que les sprinters ».

Mike Burton est détenteur de deux records du monde nage libre : 800 mètres en 8'44", temps réalisé au Japon le 2 septembre 1967, et 1.500 mètres en 16'34" 1/10, à Chicago, le 13 août 1967.

Le nouveau règlement de la Coupe d'Europe de Football

L'Union Européenne de Football (UEFA), dont le siège est à Berne, a publié les règlements de la 14ème coupe d'Europe des clubs champions et de la 9ème coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Les inscriptions pour les éditions 1968-69 de ces deux compétitions devront parvenir à l'UEFA par le canal des Fédérations nationales d'ici au 30 juin. Le tirage au sort du premier tour aura lieu le 10 juillet.

Plusieurs modifications ont été apportées aux règlements de ces deux compétitions. En voici les principales :

Deux joueurs pourront être remplacés durant toute la durée de la rencontre (jusqu'ici seul le gardien pouvait être remplacé). Avant la rencontre, chaque équipe pourra annoncer seize joueurs sur la feuille de match. Les joueurs remplacés ne seront pas autorisés à jouer.

La partie sera arrêtée au cas où une des deux équipes ne compte plus que six joueurs. Dans un tel cas une décision (forfait ou match à rejouer) sera prise par la commission chargée de l'organisation des coupes d'Europe.

Seuls les joueurs qualifiés avec leur club avant le 15 août seront autorisés à disputer les rencontres des trois premiers tours.

En cas d'expulsion, le joueur en question ne pourra pas jouer la prochaine rencontre de la même compétition ou de toutes autres compétitions officielles organisées par l'UEFA (jusqu'à présent, le joueur était suspendu pour la partie suivante de la coupe en question).

Le secrétaire de l'UEFA a également publié le règlement de l'édition 1969 de son tournoi pour juniors. La phase finale de cette compétition se déroulera du 17 au 27 mai à Leipzig.

AU SPRINT

● La Commission du championnat de France a envisagé la date du 9 juin pour les demi-finales du C.F.A. : A Châteauroux : Gazelec Ajaccio - Sedan. A Abbeville : Sochaux-Entente Bagnaux Fontainebleau Nemours.

Elle avait retenu le 16 juin pour la finale, mais le referendum devant avoir lieu ce même jour, il semble peu probable que cette rencontre puisse se disputer à cette date.

● Le classement général du Tour d'Italie après huit étapes est le suivant :

1). Dancelli (Italie) 37 heures 21' 41" ; 2). Merckx (Belgique) à 1' 47" ; 3). Zilioli (Italie) à 2' 40" ; 4). Letort (France) à 4' 13" ; 5). Adorni (Italie) à 4' 17" ; 6). Motta (Italie) à 4' 29" ; 7). Giamondi (Italie) à 4' 52" ; 8). Jimenez (Espagne) à 4' 55" ; 10). Velez (Espagne) à 4' 55".

● Leandro Faggin-Horst Oldenburg a remporté les six jours cyclistes de Montréal avec 510 points et un tour d'avance sur la Belgique « A » (Emile Serveryns-Patrick Seru) 762 points et les Danols Palle Lykke - Freddie Eguen 405 points.

● En raison des frais élevés qu'elle comporte, la Thaïlande renoncera probablement à l'organisation des sixièmes jeux asiatiques en 1970, a annoncé le général Prakjhas Charusathien.

Le général qui est président du Comité olympique thaïlandais estime que l'organisation des jeux coûterait à la Thaïlande 700.000 livres sterling.

La Thaïlande avait déjà organisé les cinquièmes jeux d'Asie en décembre 1966.

● L'Association canadienne de ski amateur demandera à la fédération internationale de ski, l'autorisation d'ouvrir les championnats du Canada de ski alpin aux amateurs et aux professionnels.

● Le groupement des clubs autorisés a décidé que la prochaine journée de championnat de France de football professionnel (1ère et 2ème division) dont les matches devaient s'échelonner les 31 mai, 1er et 2 juin, était reportée à une date ultérieure.

● Basket. — La France a battu la Hollande par 66 à 49 (mi-temps 27-19) en tournoi préolympique poule A et est pratiquement qualifiée pour les J. O. de Mexico.

● La direction du tour de l'Avenir communique : « A la suite de la décision du gouvernement de fixer au 16 juin la date du referendum, la direction du tour de l'Avenir décide d'avancer au samedi 15 l'arrivée de sa compétition à Nancy.

« Le parcours de fin de course modifié en accord avec les autorités intéressées sera révélé demain ».

● Fixé au 16 juin, à Aubenas, le championnat de France des routiers professionnels pourrait être avancé de 24 heures.

FAUT-IL ROUVRIRE LES ECOLES D'ART ?

par François PLUCHART

La force de la révolution culturelle est d'avoir exprimé son caractère positif par une série de gestes négatifs : fermetures de facultés, de théâtres, de musées et, à travers ces actes, d'obtenir une paralysie complète de tous les systèmes organisés dont elle démontre ainsi l'inutilité.

En dépit de nos cris, l'analphabétisme artistique devenait chaque jour plus évident et le terme même de culture semblait condamné à n'être employé qu'au passé. Et subitement voici que tout est renversé, que la démission de tous les coupables. Malraux en tête, a cessé de n'être qu'un vain espoir. Une force s'est dressée spontanément qui refuse l'enracinement de tous les p'as, traditionnels, qui remet totalement en cause les idéologies bourgeoises, qui oppose le seul mais extraordinaire pouvoir de l'imagination à la médiocrité des systèmes sclérosés dont la faillite est imputable à la carence des vieillards qui s'accrochent désespérément à leurs prérogatives sans rien comprendre à la bouleversante mutation actuelle et au droit à la vie que réclame dans le sang la jeunesse tout entière.

« S'il ne compose avec eux, l'art a toujours représenté un immense danger pour les gouvernements. Tous les régimes de dictature n'ont cessé de le faire en emprisonnant ou en exilant ses plus purs représentants. Moins violemment mais non moins insidieusement, la cinquième République n'a rien fait d'autre. Elle a étouffé la création, elle l'a canalisée à son gré, avec une ineffable fourberie, en affectant, principalement dans les maisons de la culture, de la servir. C'était pour mieux la brimer, la refuser, la mépriser. Dans tous les domaines artistiques (peinture, sculpture, architecture, musique, chorégraphie), c'est sous la pression des pays étrangers que les créateurs de ce pays ont eu droit quelquefois à la parole. En revanche, nos théâtres, nos musées, nos Maisons de la Culture, dans la quasi-totalité de leur action, n'ont guère représenté et cautionné des œuvres inexportables, que des œuvres refusées à l'étranger pour cause de médiocrité. Cette volonté d'étouffer la création se mesure dans le fait que tout approche de l'art contemporain est à peu près interdite à l'ensemble de la nation qui, ignorant les voies d'accès à l'art actuel, est condamné à en être tenu à l'écart tout au long d'une vie. L'Etat est responsable de cette incurie sous le triple aspect de l'éducation, de l'information et de la promotion.

La culture a besoin de cadres

La culture nouvelle a besoin de cadres, de spécialistes et d'un public constitué de la totalité des citoyens d'un pays. Il s'agit aujourd'hui d'enseigner l'art dès l'enfance par un contact direct avec la création contemporaine, voie d'accès logique à la connaissance du phénomène artistique tout entier. Dès l'école maternelle et, plus tard, dans les lycées, cet enseignement doit s'effectuer à part entière avec les autres disciplines de sorte que, parvenus au terme de leurs études secondaires, les adolescents puissent décider du métier d'artiste comme on décide d'être médecin, avocat ou technicien. On n'apprend pas plus le métier de peintre ou de sculpteur que celui d'écrivain. Il faut simplement en faire découvrir les grandeurs et les servitudes, les exigences et les ambitions. Il faut dès l'enfance montrer que son rôle est d'embellir la vie et qu'il est par là l'une des meilleures réponses au problème de l'emploi des loisirs. Le goût de la création artistique naît spontanément lorsqu'on prend conscience de ses pouvoirs. Dans une éducation artistique bien comprise dont le rôle consisterait essentiellement à développer le contact avec l'œuvre d'art, chacun serait, à la fin de ses études secondaires, en mesure de participer au mouvement créateur, soit comme acteur, soit comme témoin.

Les nouvelles écoles d'art, rattachées à l'enseignement supérieur auraient un double rôle : celui de parfaire les connaissances de ceux qui se destinent à une profession artistique et celui de former les cadres des structures culturelles en mutation permanente. Deux positions qui se rejoignent

à un certain niveau tentent actuellement de cerner le sujet : celle du comité de grève de l'école des Beaux-Arts et celle du Comité pour la réforme de l'enseignement artistique qui siège à l'Institut d'art et d'archéologie, 3, rue Michelet.

L'attente du Comité de grève de l'école des Beaux-Arts

Pour sa part, le Comité de grève de l'ex-école des Beaux-Arts estime qu'il est actuellement illusoire de penser qu'un enseignement réellement démocratique par son recrutement, et par son contenu puisse s'installer d'une manière durable sans une transformation radicale de toute la société, faute de quoi l'ilot d'autonomie et de contestation se trouverait vite réduit à l'impuissance. Toute réforme tendant à adapter l'enseignement à la société actuelle ne ferait que renforcer les structures que les étudiants s'efforcent de détruire. Ceci est vrai en général et en particulier en ce qui concerne l'architecture, l'architecte étant au service de la classe et de la culture dominantes. Il consolide les bases matérielles de cette domination, la réforme de l'enseignement doit s'accompagner d'une réforme des circuits de diffusion. En conséquence de ces divers facteurs, le Comité de grève de l'ex-école des Beaux-Arts pense qu'il est encore trop tôt pour présenter les projets détaillés de la réforme des études.

Les projets du Comité pour la réforme de l'enseignement

Quant à lui, le Comité pour la réforme de l'enseignement artistique, qui reste en contact permanent avec le Comité de l'ex-école des Beaux-Arts a décidé d'établir un projet de réforme de l'enseignement artistique visant à la création d'une faculté des arts. De cette faculté, sortiraient créateurs et enseignants, une nouvel-

le promotion laissant aux premiers la possibilité et le droit d'enseigner, aux seconds de faire œuvre créatrice. Toute sélection, toute séparation devront être bannies afin de maintenir une connexion absolue et permanente entre artistes (musiciens, peintres, sculpteurs, comédiens, etc.).

A l'intérieur de cette faculté s'exprimeraient librement les besoins de création et de participation de tous. Elle serait un lieu organisé pour l'information et la diffusion permanentes. Une motion dont voici le texte a d'ailleurs été votée en ce sens : « Quel que soit la tournure politique que vont prendre les événements, nous sommes décidés à continuer notre travail qui ne peut être efficace qu'à long terme. Nous, ex-écoles La Fontaine, Claude Bernard Honoré de Balzac, ex-Institut d'art CNTE-Vanves, Conservatoire national d'art dramatique, avons décidé une restructuration complète de l'enseignement artistique au profit des enfants, des adolescents, des adultes, du public quel qu'il soit ».

Des commissions assurent la liaison avec les autres ex-écoles d'art. Des commissions pédagogiques composées d'étudiants, de professeurs, d'artistes, de sociologues, etc., définissent les nouvelles structures des enseignements primaire, secondaire et supérieur. Les bases de cette politique sont le dépassement des structures existantes, partis et syndicats et la remise en question de la société nouvelle pour parvenir à une société de participation dans le cadre de laquelle s'inscrit l'université de contestation.

Il va de soi que tout projet de réforme ne pourra aboutir que si tous les participants maintiennent une position de force face aux pouvoirs publics. Le Comité pour la réforme de l'enseignement artistique a donc décidé le maintien de la grève tant que des garanties précises ne seront pas accordées.

AU SERVICE DE NOS LECTEURS

LES PETITES ANNONCES

AJOUTEZ 20 % de T V A
AUX PRIX INDIQUEES EN
TETE DE CHAQUE RUBRIQUE

Etudiants (es) si vous recherchez une occupation, une chambre etc... La Direction du journal « COMBAT » met gratuitement à votre disposition sa rubrique « AIDEZ NOS ETUDIANTS », sur simple présentation de votre carte d'étudiant, à nos bureaux, 18 rue du Croissant Paris 2e de 9 h à 12 h, 14 h à 17 h (sauf Samedi, Dimanche) et nous demandons à nos lecteurs d'y répondre favorablement.

La rubrique

AIDEZ NOS ETUDIANTS

est

OUVERTE

dans nos petites annonces

DEMANDES D'EMPLOIS 4 Frs

ART-PEINTRE - Ch. trav. peinture
Tél 205-65-85.

Etudiants architecture art
décoratif T. aménagements
Intér. (Stud. Appt) Tél MAC 14-58

APPARTEMENTS-VENTES 9 F

VILLETANEUSE PR. ENGHEN part.
vd Bel. appart. 80 m2 P-D-T T-CPT
Mr Chevreuil 3 r R. de Cormeilles
95 - Herblay le soir à 988-37-95.

VILLEGIATURES 9 Frs

HOTEL du PLANET

CORDON - (Hte Savoie)
Tél. 491 - Alt 1000 m.
Pour vous reposer face à
toute la chaîne du Mt-Blanc

Ciboure St-Jean-de-Luz Hôt.
Hélio-Balta Parc ombragé
Pension complète 25 Frs T.S.C.

Louer pour juin ou du 10 au 31 août
appartement grand confort
dans très jolie maison restaurée :
village provençal très Georges
Du Verdor : Ecrire Combat N° 83
18 r. du Croissant - Paris 2ème

PROPOSITIONS COMMERCIALES 12 Frs

FIRME PRESTIGE

HABILLEMENT LUXE HOMMES cher-
che associé avec capitaux pour dif-
fusion de la marque. Ecr. Mme GI-
RARD 12, R. H-G Fontaine Asnières 92.

LOCATIONS 9 F

SOCIETE rech. pr. ingénieurs et ca-
dres, studio et appts vides ou meub-
lés - DOR, 53-13

OCCASIONS 9 Frs

LIVRES

ACHAT COMPIANT
A DOMICILE LAFFITE
13 r. Buiol : DAN 68-28
Port Marly vd houseboat 75 m2
3-4 P., cuis., s. salle de bains
chauffage central - jardin - calme
40.000 Frs Tél : 963-16-60
Part. à Part. Ach-Mini - Piano bon
état - LIT - 14-98

TRAVAUX A FAÇON 9 F

Artisan - Maçon - Carrelage
transformations A Nates - 205-77-88.

Elles sont pratiques, rapides, économiques



points de mire

«Le droit des Vietnamiens du Nord comme du Sud...»

« Les dernières déclarations du Président Johnson (1) sont totalement hypocrites, ce sont des paroles mensongères quand il parle de négociations et de volonté de paix » a déclaré hier après-midi, au cours d'une conférence de presse, le porte-parole de la délégation nord-vietnamienne aux conversations de Paris, M. Nguyen Thanh Le.

Auparavant, M. Le avait lu un passage d'un rapport fait récemment par M. Pham Van Dong à l'Assemblée nationale de la R.D.V.N., dans lequel le premier ministre nord-vietnamien revendiquait le « droit sacré » des 31 millions de vietnamiens du Nord comme du Sud de combattre les « agresseurs américains » en n'importe quelle partie du territoire du Vietnam.

Le porte-parole a cependant éludé la question d'un journaliste qui lui demandait si le gouvernement de la RDVN reconnaissait par là que ses forces combattent dans le Sud et si cela constitue une concession au point de vue américain, comme l'affirme le porte-parole de la délégation des Etats-Unis. Il s'est borné à répondre que puisque les Etats-Unis commettent une agression contre tout le Vietnam, tout le peuple vietnamien a le droit de se défendre contre elle.

En réponse à un journaliste américain qui lui demandait s'il avait relevé un changement quelconque dans la position des Etats-Unis depuis le début des pourparlers, que ce soit dans le sens du durcissement ou de l'assouplissement, M. Le a répondu : « Depuis le 13 mai, la position de la partie américaine demeure obstinée et son attitude perfide. La partie américaine se tient immobile comme une statue de pierre ».

(1) Voir Combat du 29 Mai

RFA : la législation d'exception en troisième lecture

Plusieurs centaines de policiers gardaient hier le Bundestag où se déroulait le débat en troisième lecture sur la législation d'exception. Cette précaution n'était pas inutile car on sait que la législation à l'étude est fortement combattue dans le pays notamment par les organisations d'étudiants et les syndicats ouvriers.

Des dizaines de milliers d'étudiants manifestaient hier contre les lois d'exception dans toutes les villes universitaires de l'Allemagne fédérale et à Berlin-Ouest. Dans la plupart des universités, les cours étaient suspendus et remplacés par des débats organisés par les étudiants eux-mêmes et ceux des enseignants qui se sont joints à eux.

Faisant contraste avec le militantisme des étudiants, les directions syndicales observèrent une attitude prudente et refusèrent en particulier de lancer des ordres de grève. Néanmoins, ici et là des arrêts de travail se sont produits.

A Berlin-Ouest, le siège de la fédération des syndicats allemands (DGB), étant gardé par la police, en prévision d'une éventuelle marche des étudiants. Mais court-circuitant les directions syndicales, les étudiants d'extrême-gauche s'adressent maintenant directement à la base ouvrière.

Réunion du conseil de l'Entente

Pour la première fois depuis son adhésion il y a deux ans au conseil de l'Entente, le Togo a accueilli hier une réunion au sommet de l'organisation.

La conférence s'est ouverte hier après-midi à Lomé et les chefs d'Etat des cinq pays membres les présidents Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire, Diouri Hamani du Niger, Alphonse Alley du Dahomey, Sangoule Lamizana de Haute-Volta et Etienne Eyadema du Togo y prennent part.

La capitale togolaise s'est couverte pour l'occasion de drapeaux des cinq pays et de banderoles souhaitant la bienvenue aux chefs des quatre autres Etats.

La matinée hier a été décrétée chômée et payée pour permettre à la population de réserver un accueil chaleureux aux hôtes du Togo.

Les travaux se déroulent sous la présidence de M. Diouri Hamani, qui est président en exercice du conseil de l'Entente. De source autorisée on déclare qu'ils auront essentiellement trait à l'étude de plusieurs projets présentés par les Etats membres et à la définition d'une attitude commune dans la recherche de moyens de financement.

Satisfaction des agriculteurs après l'accord de Bruxelles

A la grande satisfaction de M. Edgar Faure, l'accord des Six pour les marchés communs du lait et du bœuf a pu être réalisé hier à l'aube. C'est essentiellement un accord de compromis, assorti de correctifs et qui entérine certaines entorses aux principes de la politique agricole commune. Nul doute que les événements de France et à un moindre degré ceux qui menacent la Belgique n'aient incité les « Six » à réaliser un accord imparfait qui sera revu cet automne, mais qui, tous comptes faits, vaut mieux qu'un vacuum. Il donne satisfaction dans l'ensemble aux agriculteurs français et devrait contribuer à redonner le calme aux campagnes.

En voici les grands lignes :

1) Le prix indicatif du lait est maintenu à 50 F 85 les 100 kilos (prix payé livré à la laiterie), ce prix correspond en moyenne à un prix de 47 F 01 du lait ramassé à la ferme.

2) Le prix d'intervention du beurre est fixé à 173,5 dollars les 100 kg (865 francs), mais ce prix représente un « idéal européen » qui ne sera appliqué qu'en Italie et aux Pays-Bas. Des « correctifs » ont été en effet prévus pour les quatre autres partenaires. Ce « correctif » (de 2,75 dollars pour la France, la Belgique et le Luxembourg) permettra d'assurer aux producteurs une augmentation de 13 F 75.

3) Pour la poudre de lait écrémé, le prix d'intervention est fixé à 206 F,25 les 100 kg (41,25 dollars) là encore, France-Belgique et Luxembourg bénéficient de « correctifs ».

On notera que ces avantages ne seront pas

pris en charge par le F.E.O.G.A., les « correctifs » seront couverts par les trésors nationaux.

4) Le F.E.O.G.A. ne prendra pas également entièrement à sa charge le coût de la résorption des 180 000 F de beurre stocké dans la C.E.E. Estimé à 800 millions de dollars, ce coût devra être assuré jusqu'à un montant de 170 par les trésors nationaux.

5) Le Marché commun de la viande et du bœuf donne entièrement satisfaction aux uns et aux autres. Des mesures d'intervention, facultatives ou obligatoires, sont prévues lorsque les prix de marché seront inférieurs aux prix d'orientation. La protection aux frontières de la C.E.E. sera assurée par les droits de douane (de 17 à 22%) et un prélèvement dégressif.

6) Le Conseil des ministres a accepté un certain nombre de propositions essentielles de la commission :

a) Une taxe à la margarine de 17 centimes par kilo,

b) Le contrôle budgétaire, par le Parlement européen, des sommes ainsi perçues par la Communauté (qui pourrait atteindre à un montant maximum de 87,5 millions de dollars),

c) Un examen d'ensemble, qui aura lieu à l'automne, des mesures qui peuvent être prises pour remodeler l'agriculture et aider les pays en voie de développement.

Telles sont les grandes lignes de cet accord qui a été salué hier par la F.N.S.E.A. comme une réussite.

J.-P. CORNET

KENNEDY BATTU

par Mc Carthy aux « primaires » de l'Oregon

En remportant pour ce qui concerne les démocrates, les élections primaires qui se sont déroulées mardi dans l'Etat de l'Oregon, sur la côte occidentale des U.S.A., le sénateur McCarthy a causé l'une des plus grandes surprises de la lutte qui se livre actuellement entre les candidats à l'investiture démocrate pour la course à la Maison Blanche.

Si les observateurs et les sondages s'étaient accordés en effet pour prévoir un échec relatif de M.R. Kennedy, ils n'avaient pas imaginé que le frère de l'ancien président puisse s'arriver que second derrière le sénateur du Minnesota.

Alors que plus de 60 pour cent des résultats étaient connus hier aux premières heures de la journée, M. McCarthy était nettement en tête avec 43 pour cent des suffrages exprimés contre 37 pour M.R. Kennedy, 13 pour le président Johnson et 7 pour M. Humphrey. (Ces deux derniers n'étaient pas officiellement candidats).

L'ancien « Attorney general » a d'ailleurs reconnu publiquement la gravité de son revers, « les électeurs ont prononcé leur verdict. Il n'y a plus qu'à s'incliner », a-t-il dit avant d'envoyer un télégramme de félicitations à M. McCarthy.

Dans le camp du Sénateur du Minnesota règne la plus grande exultation. M. McCarthy a déclaré :

« Maintenant, Californie, à nous deux ». C'est en effet en Californie que se déroulera le 4 juin la plus importante élection primaire avant les congrès nationaux où les deux grands partis choisiront définitivement leur candidat à l'élection présidentielle de novembre. Il n'est pas impossible, sans doute, que le verdict de la Californie soit plus favorable à Robert Kennedy que celui de l'Oregon, mais son échec de mardi a eu un effet psychologique considérable.

En fait, l'impression première des spécialistes est que, lors de la convention démocrate en août, c'est le vice-président Humphrey, qui dispose de l'appui de l'appareil Part, qui a désormais les plus fortes chances de s'imposer.

Il est évident qu'en dépit de la sympathie qu'il inspire à de nombreux commentateurs, M. McCarthy n'apparaît toujours pas en mesure de l'emporter en fin de compte sur M. Humphrey. Du côté républicain, M. Richard Nixon aux « primaires » de l'Oregon : a fait pratiquement cavalier seul il a obtenu 71 % des voix contre 22 au gouverneur de la Californie Ronald Reagan, et 7 au gouverneur de l'Etat de New-York, Nelson Rockefeller.

Les facteurs extérieurs du « chambardement »

par Georges ANDERSEN

La France est sur la voie de se métamorphoser en République des conseils des ouvriers, manuels et intellectuels.

Le fait est d'importance incommensurable et dépasse, en ce qui concerne sa signification et ses conséquences, tout autre événement mondial.

Voici, en effet, pour la première fois dans l'Histoire, qu'un pays occidental, hautement développé et industrialisé, après une transplantation cardiaque réussie sans guerre civile, sans coup d'Etat, procède au remplacement de son ancien régime capitaliste, par un régime socialiste.

L'accumulation des erreurs et des matières inflammables sur le plan intérieur a rendu inévitable, préparé et mis en route l'irréversible mutation. Certains facteurs internationaux, ont non mais aussi à la déclencher.

Parmi les ferments extérieurs du processus, le Printemps de Prague, le conflit vietnamien ont joué un rôle primordial. La révolution silencieuse de Tchécoslovaquie, venait en effet de fournir la preuve que les démocraties socialistes peuvent coexister pacifiquement, marcher ensemble en surmontant une incompatibilité apparente. D'autre part, la guerre du Vietnam a éveillé et consolidé le grand Front international de la lutte anti-impérialiste et forgé une nouvelle fraternité entre les peuples épris de liberté. Le conflit opposant Hanoi à Washington s'est révélé

comme le catalyseur de toutes les colères et résistances contre les tentatives de domination, d'expansion et d'asservissement arbitraires.

Une fois les négociations de paix commencées, le torrent des exaspérations s'est cherché un autre objectif et l'a trouvé dans la pyramide présidentielle française.

Par son discours prononcé au Kremlin le 21 juin 1966, le président de la République précisait son intention d'instaurer un nouvel ordre européen, devant se baser sur Paris et Moscou.

Mais le communiqué final franco-soviétique du 28 juin et plus encore la déclaration de clôture de la conférence des membres du pacte de Varsovie, diffusé à Bucarest le 8 juillet 1966 ont fait apparaître les profondes divergences de conception des deux partenaires. La politique allemande du général de Gaulle, malgré la reconnaissance de la ligne Oder-Nesse heurtait de front celle du Kremlin, a fait voler en éclats toutes les ouvertures en vue d'une alliance politico-stratégique.

Depuis le départ de Paris de M. Sergueïev, Vinogradov, la diplomatie soviétique n'avait vu en Charles de Gaulle qu'un instrument facilitant la réalisation des deux principaux objectifs :

1). Affaiblir l'O.T.A.N. et l'influence américaine.

2). Préparer la voie aux solutions socialistes en France et ailleurs en Europe.

L'opération qui a été bien menée, semble être jusqu'à présent, fructueuse.

Télégrammes

● ITALIE. - La direction du parti socialiste unifié a siégé hier toute la journée pour discuter de l'opportunité du maintien de la coalition de centre-gauche. Très divisés sur ce point, les dirigeants socialistes n'ont pu prendre de décision et ils poursuivront leur discussion ce matin.

● U.S.A. - Après les désordres de lundi soir dans le quartier à prédominance noir de l'Ouest de Louisville, qui avaient motivé l'envoi de la garde nationale, de nouveaux troubles ont éclaté mardi soir lorsqu'un groupe de 75 noirs environ ont lancé des pierres et des bouteilles sur les pompiers qui combattaient un début d'incendie.

● JORDANIE. - L'artillerie jordanienne et l'artillerie israélienne se sont affrontées en un nouveau duel qui a duré près d'une heure et demie, avant-hier soir dans la région de Tallat Moussa au Nord de la ligne de cessez-le-feu établie le long du Jourdain.

● TCHÉCOSLOVAQUIE. - Le comité central du P.C. Tchécoslovaque s'est réuni hier en plénum à Prague pour faire le point de la situation et définir les grandes lignes de la nouvelle constitution dont le projet devrait être rendu public avant la fin du mois de juin.

● SENEGAL. - L'université de Dakar est fermée, sine die, sur ordre du président Senghor, annonce un communiqué publié hier à midi à Dakar par le commissariat à l'Information.

« Les étudiants non Sénégalais poursuivent le texte seront rapatriés dans les meilleurs délais ».



M. FOUCHET HUMORISTE

Il porte plainte

contre « Combat »

L'agence « France-Presse » a diffusé hier après-midi le communiqué suivant :

« M. Christian Fouchet, ministre de l'Intérieur, a déposé mardi après-midi auprès du procureur de la République une plainte en diffamation contre le quotidien « Combat » pour un article paru sous le titre « Le sang-froid » faisant état de brutalités qu'aurait commises le service d'ordre au cours des récentes manifestations qui ont lieu à Paris ».

N.D.L.R.

M. Fouchet a de l'humour. Nous comprenons bien, ne serait-ce qu'en lisant les communiqués émanant de diverses organisations groupant les forces de l'ordre, qu'il y a ces jours-ci un certain malaise entre le ministre de l'Intérieur et les hommes chargés d'exécuter ses consignes. Malgré les félicitations de M. Pompidou, les forces répressives trouvent qu'on n'a pas encore assez exalté le fameux « sang-froid » dont elles font preuve...

Cela dit, nous n'avons jamais affirmé ni pensé à aucun instant que sévices et brutalités étalent les règles prescrites d'en haut : il est évident que ni M. Fouchet ni le Premier ministre n'ont ordonné que les gaz offensifs rendent les manifestations aveugles ou que des filles mineures soient molestées dans des conditions sauvages, comme nous en avons témoigné l'autre jour. Est-ce une raison pour le faire ?

Cette plainte en diffamation est grotesque : la qualité de nos témoins, la caution morale des signataires du texte est incontestable ; les preuves sont en nos mains, et on sait que bientôt un livre blanc va paraître.

M. Fouchet nous interdirait-il de fait état des matraquages de nos propres collaborateurs pour le simple fait d'avoir présenté leur carte nationale de Presse ?

Le ministre de l'Intérieur peut nous expliquer pourquoi le jeune Wasserman, fils d'une directrice de salle d'Art et d'Essai fut arrêté et matraqué avec quelques amis hier soir rue de Rivoli alors qu'il rentrait tranquillement chez lui ?

De toute évidence M. Fouchet a du se tromper d'adresse en portant plainte, ce en quoi il est fidèle à cette action à rebours qui est la politique du gouvernement.

payscope

voyages étudiants et jeunes

ISRAEL : Kibboutz, Excurs. : centre vacances : à part, 725 F	
TURQUIE : Chantier de trav., exc., etc. : à part, 1 095 F	
GRECE, 15 jours, 665 F	
TUNISIE, 15-21 jours, 690 F	
PORTUGAL, 15-21 jours, 710 F	
IRLANDE, 20 jours, 830 F	
VOUGOSLAVIE, 24 j., 930 F	
SARDAIGNE, 15 jours, 670 F	
COTE D'IVOIRE, 37 j., 1 885 F	
et nos grands voyages : U.R.S.S., INDE, JAPON, MEXIQUE, CUBA, KENYA, SUD-ASIAT., MAROC, etc.	
Vois universitaires vers : AMERIQUES EUROPE, MOYEN et EXT.-ORIENT	
réservés aux adhérents	
Renseign. - Adh. - Inscript. 9, r. Helder, Paris-98 - 523-25-34	
org. tech. L. 529 A	

ABONNEMENTS

1 mois 13 F, 3 mois 34 F, 6 mois 65 F
1 an 120 F
Réglement par chèque mandat
vtr. postal (C.C.P. 32-64)
Pour tout changement d'adresse,
joindre 0.50 en timbres
et une bande d'abonnement

Le directeur de la publication
Henry SMADJA

Imp. La Presse de France
MEDAN (78)

A l'appel de la CGT, 250.000 manifestants de la Bastille à Saint-Lazare

A l'appel de la CGT, Paris a été hier après-midi, durant près de 5 heures, le cadre d'une nouvelle manifestation de masse. De la place de la Bastille à la gare Saint-Lazare, en passant par les grands boulevards, des dizaines de milliers de personnes - 200 à 250.000 manifestants selon certains organisateurs - ont défilé au long de quelques 4 kilomètres.

L'immense cortège se met en marche vers 15 h. Deux heures après, la queue de la manifestation s'engage seulement dans le boulevard Beaumarchais.

En tête, avançant les porteurs de la triple pancarte sur laquelle on lit « CGT ». Derrière, on reconnaît les visages de MM. Benoît Frachon, président, et Georges Seguy, secrétaire général. En retrait, marchent des dirigeants du parti communiste, MM. Waldeck-Rochet, Jacques Duclos, Juquin etc... ain-

si que les écrivains Aragon et Elsa Triolet. Tout de suite après, la première des délégations d'entreprises et celle du personnel des usines Citroën.

Banderoles, pancartes et drapeaux rouges flottent au-dessus des têtes par milliers. Tout le long du parcours le service d'ordre de la centrale contient la masse des manifestants sur la chaussée. La police reste invisible. Seul un hélicoptère de la Préfecture survole le cortège, ce qui lui vaut ça et là, sifflets et quolibets.

L'« Internationale » est chantée. En tête roulent des estafettes annonçant la venue du cortège. Elles donnent des consignes : « Faites la chaîne sur les trottoirs ; applaudissez les travailleurs ».

Des membres du comité d'organisation, haut-parleur en main diffusent des slogans :

« La chienlit, c'est qui ? »

« C'est lui » répond la manifestation.

A leur tour, les manifestants scandent à tour de rôle les mots d'ordre « Pompidou, démission », « gouvernement front populaire », et « la 5ème c'est lui, la 6ème c'est nous ». Les badauds, massés sur les trottoirs applaudissent.

Il et 17 h. lorsque la tête du cortège, par la rue du Havre, ar-

rive devant les grilles de la gare Saint-Lazare sur laquelle flottent depuis plusieurs jours un drapeau rouge et un drapeau tricolore. La foule commence à grossir tout autour des portes closes de la gare. Le service d'ordre commence alors à donner l'ordre de dispersion, qui est observé immédiatement avec discipline. A ce moment seulement les derniers groupes quittent la Bastille.

M. Alain GEISMAR ne sera pas candidat

A la suite de l'information que nous avons publiée hier, M. Alain Geismar nous fait savoir qu'il n'a jamais eu l'intention de se présenter à l'élection législative partielle du Vème arrondissement. Nous lui en donnons acte très volontiers et nous nous excusons auprès de lui de nous être fait les complices involontaires de ce qui apparaît comme une manœuvre gouvernementale...

EN REPONSE A L'HUMANITE

LES SUIVEURS

par Pierre KYRIA

« Il est indispensable que le mouvement des universitaires opère sa jonction avec celui des ouvriers. L'un comme l'autre affronte le même ennemi, affirme M. René Andrieu dans

REPONSE A L'IMBECILE DES STEPPES

Comme je descendais, courbé et ahanant sur ma vieille bécane, la rue de Richelieu, un marchand de journaux me fit signe de m'arrêter. Essoufflé je mis pied à terre. Il pointa vers moi un index accusateur et me lança : « L'Humanité vous attaque ». Et de me tendre ce quotidien dont la qualité n'a pour moi jamais dépassé le niveau du prospectus pharmaceutique. Je l'entrouvris avec ennui et que vois-je ? Un plat et nauséabond article, crispé et ridé comme un vieux chocolat rance, où entre autres gracieusetés je suis traité de « saligaud » et de « voyou ». Mon Dieu ! Que me veut cet insensé Kalmouk, ce bidet Kirghize ? Que lui ai-je fait à ce vieux bureaucrate, à ce stalinien besogneux, à ce débris idéologique, à ce carnassier de l'Oural ? Parce que dans un texte d'une très haute élévation morale et spirituelle qu'on aurait aussi bien pu trouver dans la « Veillée des Chaumières », j'avais jugé inadmissible et provocante l'incroyable démonstration de M. Duclos samedi matin qui, au Père Lachaise, rendait hommage aux morts de la commune et pleurait comme un surnois crocodile devant le mur des Fédérés, alors que dans Paris couraient des jeunes gens aux visages ensanglantés. Je parlais calmement avec une sorte de douceur rigolarde et je disais notamment que les Fédérés eussent été révoltés par les poussifs hommages de M. Duclos. Et je critiquais, toujours sans élever la voix, la curieuse propension des staliniens à « annexer » l'Histoire. Rien de plus. Une critique innocente, un rayon de soleil atténué dans un ciel de septembre, une brise légère.

Démesurée m'apparaît la réaction de ce Cosaque. Qu'ont-ils les staliniens à être devenus brusquement si sensibles ? Qu'est-ce qui a poussé cet Ouzbeck à m'apostropher d'aussi vigoureuse manière ? Comment expliquer la violence de cet enfieffé Turkmène ? Serait-ce qu'il doute de lui et qu'il s'impose un surcroît de colère pour se rassembler, pour s'unifier tout entier derrière sa frénésie ? Et pourquoï appeler la Résistance à la rescousse ? Voilà ce qu'écrit ce géorgien : « Jacques Duclos, dont le rôle dans l'Histoire de notre pays et en particulier dans la Résistance est au moins aussi connu que celui du Charrier en question... ». Que me veut cet imbécile des steppes ? Je n'ai en effet pas eu de rôle dans la Résistance mais j'ai une excuse : je n'étais pas né.

Christian CHARRIERE

L'Humanité du 29 mai.

Nous ne le contredirons pas sur ce point puisque nous n'avons cessé de l'affirmer pour notre part mais on peut accueillir cette profonde évidences avec un sourire lorsqu'on la lit dans un journal qui a, dès le départ, manqué le mouvement étudiant, l'a condamné pour mieux tenter de l'orienter par la suite.

S'y ajoutent les commentaires contradictoires de M. Seguy refusant de reconnaître toute utilité à la jonction que les étudiants essayaient d'établir avec les ouvriers, puis rectifiant le tir, après avoir été rappelé à l'ordre sans doute par le bureau politique du P.C. Nous nous souvenons aussi des attaques perfides sur la personne de Cohn-Bendit et de « l'irresponsabilité » prétendue de M. Sauvageot et de l'UNEF ; nous avons en fin assez déploré l'absence de la C.G.T. à Charlety pour comprendre que l'UNEF ait aujourd'hui quelques hésitations à répondre aux appels de front commun - même s'il s'avère utile - que lui fait le même syndicat - passer de l'irresponsabilité à l'adhésion demande un temps de réflexion !

Que l'Humanité se fasse le défenseur des classes ouvrières, rien de plus normal. Mais qu'elle vienne aujourd'hui traiter toute la presse de « menteurs » et accuser notamment Combat de faire le jeu de la réaction en cherchant à « diviser pour régner » c'est choisir un rôle de censeur et de justicier qui lui va bien mal !

Pour être censeur des autres

Pas de pénalités pour les impôts en retard

« En vue de remédier aux difficultés de paiement résultant des perturbations apportées à l'activité économique du pays, les dispositions suivantes ont été retenues :

1 - Jusqu'à nouvel ordre, et en tout état de cause jusqu'au mercredi 5 juin 1968 inclus, le retard dans le paiement des sommes dues au titre des impôts, droits et taxes devenus exigibles à partir du 20 mai 1968, ne donnera pas lieu à l'application de pénalités de retard ».

2 - Le conseil des ministres du 27 mai 1968 a approuvé un projet de décret qui proroge à compter du 20 mai 1968 jusqu'à une date qui sera fixée par un décret ultérieur les délais dans lesquels doivent être faits les projets et les autres actes destinés à conserver les recours pour toutes les valeurs négociables ».

« Il est en outre rappelé que l'article 1244 du code civil donne aux juges la faculté d'accorder par simple ordonnance de référé des délais supplémentaires pouvant aller jusqu'à un an aux débiteurs qui en raison des circonstances, ne seraient pas en mesure de s'acquitter de leur dette ».

Il faudrait d'abord savoir se juger soi-même. Or personne n'ignore que le « mea culpa » n'a jamais été le fort de ce journal. Le « seul grand quotidien national d'opinion » (sic) ne risque pas assurément les contradictions qui sont, paraît-il, l'apanage de notre journal : Combat est un journal libre où chacun expose son point de vue ses rédacteurs ne sont pas à la merci des impératifs d'un parti. Il arrive que nous ne soyons pas d'accord entre nous, nos lecteurs le savent, nous avons du moins l'honnêteté de ne pas le cacher.

Est-ce notre faute, enfin, si les communistes sont dans cette affaire les suiveurs et s'ils restent parmi les étudiants les mal-aimés ? Nous le constatons et l'avons constaté. Il serait vain d'ailleurs d'en tirer les raisons d'un anti-communisme sommaire. C'est du moins mon opinion : la polémique ne doit pas se faire entre gens de gauche, quelle que soit leur orientation propre, mais contre le régime gaulliste dont la chute n'est pas acquise. Encore ne faudrait-il pas multiplier les attaques et les sous-entendus pour cacher ses propres carences et ses propres malades dans une situation qui a surpris par sa force et sa rapidité.

Notre but essentiel reste de soutenir le mouvement des étudiants dont la volonté politique s'affirme de jour en jour et dont les revendications proprement universitaires sont désormais liées à la chute du régime - M. Pompidou pense-t-il, un seul instant, que ces réformes éventuelles pourraient être acceptées par la « pègre » qu'il a matraquée ? C'est en cela qu'il rejoint le mouvement des ouvriers : pour le renversement d'un régime qui n'a cessé de les duper, les uns et les autres et pour la construction d'un socialisme démocratique par les uns et les autres.

Pierre KYRIA

Trafic record aux frontières

Selon les services frontaliers espagnols, de très nombreux Français sont passés cette semaine et la semaine dernière en Espagne. D'après des estimations officielles plusieurs milliers de Français ont passé la frontière pour faire leurs achats en Espagne. Plusieurs navires qui ne peuvent être déchargés à Marseille sont détournés sur Barcelone.

D'autre part, 3.000 Espagnols qui passent chaque jour en France pour y travailler dans les villes frontalières ne peuvent plus se rendre à leur travail du fait des grèves en territoire français.

On remarque d'autre part de très fortes affluences aux frontières italiennes et belges, de nombreux Français venant s'approvisionner notamment en essence dans ces pays.

HORS LA POIX

RIEN A FAIRE !

L'Union Française des déserteurs américains vient d'adresser un message de solidarité au mouvement révolutionnaire ouvrier étudiant. (1) Elle rappelle « que les Américains qui ont refusé de servir pour résister aux guerres des impérialistes en cours dans le Tiers-Monde ont reçu asile en France. Ils ont accepté de jurer de ne point participer aux activités politiques pendant leur séjour en France ». Cependant ils ne veulent plus être considérés comme de méprisables émigrants. En effet ils ne ressemblent pas au héros d'« America-America » de Kazan. Ce sont des réfugiés politiques, ils refusent donc de se taire.

Ils restent et veulent rester membres de la gauche révolutionnaire américaine. En tant que tels, ils contestent les institutions capitalistes. Les militants de France, les révolutionnaires des Etats-Unis, les Fronts de Libération du Tiers-Monde appartiennent au même mouvement. Nos ennemis sont les mêmes : les structures pourries (passons pour quelques jours sur l'usage du terme de structure), la répression fasciste, l'exploitation bureaucratique. Nous faisons face aux mêmes attaques à Paris, à Saïgon, à New York. « Au feu les pompiers » titre un cinéma du Quartier Latin !

Malgré la puissance matérielle effrayante du capital nous ne sommes plus effrayés. L'imaginaire est en train de devenir réel. Au printemps de 68 les étudiants de Paris, de Columbia ont occupé les universités ; les Zengakuren japonais manifestent dans les rues de Kioto. Nous assistons au succès des mouvements de libération au Vietnam du Sud et dans les Communautés noires. Les révoltes ouvrières de France, d'Espagne, d'Italie nous concernent. La répression violente n'a fait que renforcer notre détermination. Toute détermination est négation. Nous devons être par delà la crainte et le tremblement.

Dans ce local des gens arrivent, « ils ont des bruits », ils font du bruit. Gardons un calme révolutionnaire. Sachons nier l'ordre social existant pour instaurer l'autogestion. Il faut répondre aux manœuvres de « co-gestion » en proposant un autre type d'organisation politique. Soyons des tracts vivants. Sortons du 5ème arrondissement. Les étudiants ont touché juste. L'ensemble des travailleurs est concerné.

Quelques centimes ne sauraient suffire à étancher notre soif.

Christian DESCAMPS

(1) On peut les contacter à Censier.

● Le Comité de grève du Crédit lyonnais fait savoir que le personnel de cet établissement pourra recevoir à partir du vendredi 31 mai 1968 sa paie intégrale sur le lieu de travail ou un acompte de 500 Frs à tous guichets du Crédit Lyonnais sur présentation du bulletin de salaire d'avril.

● Au procès de la Thalidomide, le président du Tribunal, M. Peter Weber, a rejeté la demande de la Défense, qui réclamait que la liste des parents requérants, soit limitée aux cent cas initiaux.